

# AVIS DE CONVOCATION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE 2026

LES ACTIONNAIRES DE BNP PARIBAS  
SONT CONVIÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE QUI SE TIENDRA

## LE MARDI 12 MAI 2026

à 10h précises  
au Carrousel du Louvre  
99, rue de Rivoli à Paris 1<sup>er</sup>\*

Les principales dispositions (en particulier l'ordre du jour  
ainsi que les modalités de participation) sont disponibles sur le site internet :  
**<https://invest.bnpparibas.com>**

BNP PARIBAS  
Société anonyme au capital de 2 203 201 214 euros  
Siège social : 16, boulevard des Italiens  
75009 Paris – RCS Paris 662 042 449

**Sauvegardez l'environnement** en utilisant Internet pour participer à notre Assemblée Générale.

\* Ou dans un autre lieu à proximité au vu des circonstances prévalant avant ou lors de la tenue de la réunion et indépendantes de la volonté de la Société. Le dispositif de cette Assemblée Générale pourra être aménagé en fonction des conditions prévalant avant ou lors de sa tenue et, le cas échéant, des dispositions légales y relatives. Les actionnaires devront respecter les mesures spécifiques applicables au moment de la tenue de la réunion. Ces mesures seront indiquées sur le site internet de la Société. Les actionnaires sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale Mixte sur le site de BNP Paribas « [invest.bnpparibas.com](https://invest.bnpparibas.com) ».



## BNP PARIBAS

La banque  
d'un monde  
qui change

# SOMMAIRE

## **ORDRE DU JOUR 4**

### **COMMENT PARTICIPER À NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ? 6**

Par internet 6

Avec le formulaire papier 7

### **COMMENT VOTER ? 8**

Comment remplir votre formulaire 8

Modèle de formulaire de participation 9

### **PROJET DE RÉSOLUTIONS 10**

Partie ordinaire 10

Partie extraordinaire 13

### **PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS 20**

Vote *ex post* des actionnaires sur la rémunération individuelle des dirigeants mandataires sociaux en application de l'article L.22-10-34 du Code de commerce 54

## **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES CANDIDATS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION 62**

### **LE GROUPE BNP PARIBAS EN 2025 64**

### **RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES DE BNP PARIBAS SA (COMPTES SOCIAUX) 68**

### **RECOMMANDATIONS PRATIQUES 69**

### **ACTIONNAIRES AU NOMINATIF : LA E-CONVOCATION 70**

### **DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS 71**



# ORDRE DU JOUR

## I – AU TITRE DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

---

- Rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice 2025;
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2025;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025;
- Affectation du résultat de l'exercice 2025 et fixation du dividende;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce;
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'achat d'actions de la Société;
- Renouvellement du mandat d'un administrateur (M. Jean Lemierre);
- Renouvellement du mandat d'un administrateur (M. Jacques Aschenbroich);
- Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables aux administrateurs;
- Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Président du Conseil d'administration;
- Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Directeur Général;
- Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables aux Directeurs Généraux délégués;
- Vote sur les informations relatives à la rémunération versée en 2025 ou attribuée au titre du même exercice à l'ensemble des mandataires sociaux;
- Vote sur les éléments de la rémunération versés en 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration;
- Vote sur les éléments de la rémunération versés en 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Jean-Laurent Bonnafé, Directeur Général;
- Vote sur les éléments de la rémunération versés en 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Yann Gérardin, Directeur Général délégué;
- Vote sur les éléments de la rémunération versés en 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Thierry Laborde, Directeur Général délégué;
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux dirigeants effectifs et à certaines catégories de personnel.

## II – AU TITRE DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

---

- Rapport du Conseil d'administration et rapports spéciaux des Commissaires aux comptes;
- Délégation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions à émettre;
- Délégation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions à émettre;
- Délégation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital, sans droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions à émettre destinées à rémunérer des apports de titres dans la limite de 10% du capital;
- Limitation globale des autorisations d'émission avec suppression du, ou sans, droit préférentiel de souscription;
- Délégation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission, de fusion ou d'apport;
- Limitation globale des autorisations d'émission avec maintien, suppression du, ou sans, droit préférentiel de souscription;
- Dans le cadre d'une offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, délégation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'obligations super-subordonnées contingentes convertibles libellées en toute devise autre que l'euro, qui ne seraient converties en actions ordinaires de BNP Paribas à émettre, dans la limite de 10 % du capital social, que dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET1 ») deviendrait inférieur à un seuil de 5,125%;
- Délégation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réaliser des opérations réservées aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe BNP Paribas, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pouvant prendre la forme d'augmentations de capital et/ou de cessions de titres réservées;
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions;
- Modification des Statuts relative à l'administrateur représentant les salariés actionnaires afin de prendre en compte les dispositions légales transposant la directive « Women on Boards »;
- Pouvoirs pour formalités.

# COMMENT PARTICIPER À NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE?

Les actionnaires devront respecter les mesures spécifiques applicables au moment de la tenue de la réunion. Ces mesures seront indiquées sur le site internet de la Société. *Les actionnaires sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale Mixte sur le site de BNP Paribas « [invest.bnpparibas.com](https://invest.bnpparibas.com) ».*

Les actionnaires sont informés que pour des raisons de sécurité, des contrôles seront menés afin de pouvoir pénétrer sur les lieux de la réunion. Dans ce cadre, tous les bagages ainsi que les ordinateurs et les tablettes devront être déposés à la consigne.

## PAR INTERNET

BNP Paribas offre à tous ses actionnaires, quel que soit le nombre de titres détenus, la possibilité de transmettre leurs instructions de vote, demander une carte d'admission et désigner ou révoquer un mandataire par internet avant l'Assemblée Générale Mixte dans les conditions ci-après via le site Votaccess, qui leur permettra en outre d'accéder aux documents de l'Assemblée Générale.

### SI VOS ACTIONS SONT INSCRITES AU NOMINATIF

Si vous êtes inscrit au **nominatif pur**, vous devrez vous connecter au site Uptevia Investors (<https://www.investors.uptevia.com>) avec vos codes d'accès habituels. Après vous être connecté, vous pourrez accéder à Votaccess en cliquant sur l'onglet « Assemblée Générale ».

Si vous êtes inscrit au **nominatif administré**, vous devrez vous connecter au site VoteAG (<https://www.voteag.com>) en utilisant les codes temporaires transmis sur le formulaire unique de vote ou sur la convocation électronique. Une fois sur la page d'accueil du site VoteAG, vous devrez suivre les indications à l'écran afin d'accéder au site Votaccess.

Dans le cas où vous n'êtes plus en possession de votre identifiant et/ou de votre mot de passe, vous pouvez contacter le numéro mis à votre disposition :

**0 800 007 535** Service & appel gratuits



Le site sécurisé dédié au vote préalable à l'Assemblée **sera ouvert à partir du mercredi 15 avril 2026**.

Les possibilités de voter par internet avant l'Assemblée seront interrompues la veille de la réunion, soit le **lundi 11 mai 2026**, à 15 heures (heure de Paris).

**Il est toutefois recommandé aux actionnaires de ne pas attendre cette date ultime pour voter.**

### SI VOS ACTIONS SONT AU PORTEUR

Il vous appartient de vous renseigner afin de savoir si votre établissement teneur de compte propose le système Votaccess et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

S'il est connecté à Votaccess, identifiez-vous avec vos codes d'accès habituels. Vous cliquerez ensuite sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à vos actions BNP Paribas et suivrez les indications données à l'écran afin d'accéder au site Votaccess.



L'Assemblée Générale sera retransmise en direct sur notre site internet <https://invest.bnpparibas.com> et un enregistrement vidéo sera ensuite disponible sur ce même site, dans les conditions légales en vigueur. En conséquence, les participants sont informés que leur image, leur voix et leurs propos sont susceptibles d'être enregistrés et diffusés.

Dans le but de faciliter le dialogue avec ses actionnaires, BNP Paribas mettra spécifiquement à la disposition des investisseurs, une possibilité d'échange avec les dirigeants mandataires sociaux : vous pourrez ainsi faire parvenir vos questions à une adresse mail dédiée, dans des conditions et délais qui feront l'objet d'une communication en temps utile sur le site <https://invest.bnpparibas.com> de BNP Paribas. Il sera répondu en séance, après regroupement par thèmes, au plus grand nombre d'entre elles.

## AVEC LE FORMULAIRE PAPIER

### MODALITÉS DE PARTICIPATION

Pour assister personnellement à cette Assemblée, vous y faire représenter ou voter par correspondance, vos actions BNP Paribas doivent être enregistrées sous la forme nominative ou au porteur, **au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le mardi 5 mai 2026 à 00 heure (heure de Paris).**

### Vous êtes dans l'un des cas suivants:

#### VOUS DÉSIREZ ASSISTER À L'ASSEMBLÉE

##### ■ si vos actions sont au PORTEUR :

Vous devez faire une demande de carte d'admission, **indispensable pour être admis à l'Assemblée** et y voter en :

- **cochant la case** précédant « Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission » en haut du formulaire de vote,
- **retournant le plus tôt possible** ce formulaire à **l'intermédiaire financier** qui assure la gestion de votre compte titres et fera suivre votre demande en procédant à l'établissement d'une attestation de participation.

##### ■ si vos actions sont inscrites au NOMINATIF :

Vous pouvez :

- **faire une demande de carte d'admission** qui vous permettra **d'accéder plus rapidement à la salle de réunion**, en retournant à l'aide de l'enveloppe qui vous a été adressée, le formulaire de vote **après avoir coché la case** précédant « Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission »,
- **ou bien vous présenter directement au guichet** spécialement prévu à cet effet, **muni(e) d'une pièce d'identité.**

#### NOTIFICATION DE RÉVOCATION D'UN MANDATAIRE PAR COURRIER (1)

##### ■ Conformément à l'article R.225-79 du Code de commerce, vous pouvez révoquer le mandataire désigné :

- si vos actions sont au porteur, la révocation devra parvenir à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte-titres,
- si vos actions sont inscrites au nominatif, la révocation devra parvenir à Uptevia – Service Assemblées - 90-110 Esplanade du Général-de-Gaulle 92931 Paris-La Défense Cedex.

#### VOUS NE DÉSIREZ PAS ASSISTER À L'ASSEMBLÉE

Il vous suffit de :

##### ■ compléter et signer le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ;

##### ■ et retourner celui-ci :

- **si vos actions sont au PORTEUR**, à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte titres et fera suivre le document, accompagné de l'attestation de participation qu'il aura préalablement établie,
- **si vos actions sont inscrites au NOMINATIF**, à Uptevia, à l'aide de l'enveloppe jointe.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis parvenus à Uptevia un jour au moins avant la réunion de l'Assemblée, soit le **lundi 11 mai 2026** au plus tard, à 15 heures (heure de Paris).

#### NOTIFICATION DE DÉSIGNATION OU DE RÉVOCATION D'UN MANDATAIRE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE<sup>(1)</sup>

La notification de la désignation ou de la révocation d'un mandataire par voie électronique, conformément aux dispositions de l'article R.22-10-24 et suivants du Code de commerce, s'effectue selon les modalités ci-après :

- vous devrez envoyer un e-mail à l'adresse [CT-mandataires-assemblees@uptevia.com](mailto:CT-mandataires-assemblees@uptevia.com). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'Assemblée, vos nom, prénom, adresse et références bancaires ainsi que, le cas échéant, les nom, prénom et adresse du mandataire. Il est précisé que le formulaire de vote peut être joint, sous une version scannée, à l'adresse e-mail ci-dessus ;
- en complément, vous devrez obligatoirement demander à votre intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte titres d'envoyer une confirmation écrite à Uptevia – Service Assemblées - 90-110 Esplanade du Général-de-Gaulle 92931 Paris-La Défense Cedex ;
- **aucun mandat ne sera accepté le jour de l'Assemblée Générale.**

(1) Pour être prise en compte, votre instruction devra être reçue par le Service Assemblées Générales d'Uptevia, au plus tard le lundi 11 mai 2026 à 15 heures (heure de Paris).



# COMMENT VOTER ?

## COMMENT REMPLIR VOTRE FORMULAIRE

### VOUS DÉSIREZ ASSISTER PERSONNELLEMENT À L'ASSEMBLÉE :

- Cochez la case précédant « Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission » ;
- Dater et signez dans le cadre **Z** au bas de ce formulaire.

#### A

#### Vous avez choisi de donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale :

- Cochez la case précédant « Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale » ;
- Vérifiez que vous avez daté et signé dans le cadre **Z** au bas de ce formulaire.

#### B

#### Vous avez choisi de voter par correspondance :

- Cochez la case précédant « je vote par correspondance » :
- Chaque case numérotée correspond aux projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration, et figurant dans l'avis de convocation :
  - pour voter **OUI** aux résolutions, **ne pas noircir** les cases correspondantes,
  - pour voter **NON** ou **VOUS ABSTENIR** sur certaines des résolutions proposées, noircissez individuellement les cases correspondantes ;
- Vérifiez que vous avez daté et signé dans le cadre **Z** au bas de ce formulaire.

#### B'

#### Ce cadre n'est à remplir que pour voter sur des résolutions non agréées par le Conseil d'administration.

- Pour voter, il convient de noircir la case correspondant à votre choix.

### VOUS NE POUVEZ PAS ASSISTER À L'ASSEMBLÉE ET VOUS SOUHAITEZ VOTER PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION :

- Choisissez l'une des trois possibilités : **A** ou **B** ou **C** (une seule option possible) ;
- Dater et signez dans le cadre **Z** au bas de ce formulaire.

#### B''

#### Ce cadre doit être complété pour le cas où des amendements ou de nouvelles résolutions seraient présentés en cours de séance.

- Pour voter **NON**, ne noircir aucune case de ce cadre ;
- Pour tout autre choix, noircir la case correspondante.

#### C

#### Vous avez choisi de donner pouvoir à une personne dénommée (votre conjoint, ou toute autre personne physique ou morale qui sera présente en séance) :

- Cochez la case précédant « je donne pouvoir à » ;
- Vérifiez que vous avez daté et signé dans le cadre **Z** au bas de ce formulaire ;
- Indiquez dans ce cadre **C** l'identité de la personne – physique ou morale – qui vous représentera (nom, prénom, adresse).

#### Y

#### Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse :

- Si ces indications sont déjà retranscrites, merci de les vérifier et éventuellement de les corriger ;
- Si le signataire n'est pas lui-même l'actionnaire, il lui faut inscrire ici ses nom, prénom et la qualité en laquelle il intervient (administrateur légal, tuteur...).

#### Z

#### Cadre à dater et à signer par tous les actionnaires obligatoirement.





IL APPARTIENT AU PROPRIÉTAIRE DES ACTIONS DE DATER ET SIGNER.  
EN CAS D'INDIVISION, IL APPARTIENT À CHAQUE INDIVISAIRE DE  
PORTER SA SIGNATURE.  
EN CAS D'USUFRUIT, IL APPARTIENT À L'USUFRUITIER DE DATER ET SIGNER.

## MODÈLE DE FORMULAIRE DE PARTICIPATION

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side  
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form

☐ JE DÉSIRES ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form



**BNP PARIBAS**

S.A. au Capital de 2 203 201 214 €  
Siège social : 16, boulevard des Italiens  
75009 PARIS  
R.C.S PARIS 662 042 449

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE**  
convoquée pour le mardi 12 mai 2026 à 10h  
au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris,  
ou dans un autre lieu à proximité au vu des circonstances prévalant avant ou  
lors de la tenue de la réunion et indépendantes de la volonté de la Société.

**COMBINED GENERAL MEETING**  
to be held on Tuesday May 12, 2026 at 10.00 am  
at Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris,  
or another place nearby in view of the circumstances prevailing before  
at the time of the meeting and beyond the control of the Company.

### CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account  
Nominatif / Registered  
Porteur / Bearer  
Vote simple / Single vote  
Vote double / Double vote  
Nombre d'actions / Number of shares  
Nombre de voix - Number of voting rights

#### ☐ JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST

Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote **OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ l'une des cases "Non" ou "Abstention" / I vote **YES** all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this ■, for which I vote "No" or "I abstain".

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	C	D
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	E	F
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	G	H
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	J	K
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en Assemblée, je vote NON sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante.  
In case amendments or new resolutions are proposed during the Meeting, I vote NO unless I indicate another choice by shading the corresponding box:

- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale. / I appoint the Chairman of the General Meeting. ☐

- Je m'abstiens. / I abstain from voting. ☐

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M. ou Mme. Raison Sociale pour voter en mon nom. / I appoint [see reverse (4)] Mr or Mrs. Corporate Name to vote on my behalf. ☐

Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :  
To be considered, this completed form must be returned no later than :

à / to : Uptelia  
Service Assemblées  
90-110 Esplanade  
du Général de Gaulle  
92631 Paris La Défense Cedex

sur 1<sup>re</sup> convocation / on 1<sup>st</sup> notification

sur 2<sup>ème</sup> convocation / on 2<sup>nd</sup> notification

\* Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (porte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au Président / pouvoir à un mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'Assemblée Générale.  
If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the Chairman / power of attorney to a representative), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting.

#### ☐ JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Cf. au verso (3)

I HEREBY GIVE PROXY TO THE  
CHAIRMAN OF THE GENERAL  
MEETING  
See reverse (3)

#### ☐ JE DONNE POUVOIR A : Cf. au verso (4)

I HEREBY APPOINT : See reverse (4)  
pour me représenter à l'Assemblée  
to represent me at the above mentioned Meeting  
M. ou Mme, Raison Sociale / Mr or Mrs, Corporate Name

Adresse / Address

**ATTENTION :** Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.

**CAUTION :** As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf. au verso (1)  
Surname, first name, address of the shareholder (Changes regarding this information have to be notified to the relevant institution, no changes can be made using this proxy form). See reverse (1)

**B'**

**Y**

**B''**

**Z**

Date & Signature

# PROJET DE RÉSOLUTIONS

## PARTIE ORDINAIRE

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

#### (Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice 2025, approuve les comptes sociaux dudit exercice établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit. Elle approuve le bénéfice net après impôts à 10 254 375 902,02 euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39 4 du Code général des impôts lequel s'est élevé à 3 013 364,90 euros au cours de l'exercice écoulé, et l'impôt supporté à raison de ces dépenses et charges lequel s'est élevé à 778 201,49 euros.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

#### (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice 2025, approuve les comptes consolidés dudit exercice établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

### TROISIÈME RÉSOLUTION

#### (Affectation du résultat et fixation du dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, prenant acte de l'acompte sur dividende de 2,59 euros par action mis en paiement en numéraire le 30 septembre 2025, décide

l'affectation du résultat issu des comptes sociaux de BNP Paribas SA de la manière suivante :

(en euros)

Résultat net de l'exercice	10 254 375 902,02
Report à nouveau bénéficiaire	46 223 155 624,10
<b>TOTAL</b>	<b>56 477 531 526,12</b>
Dividende	5 760 739 441,23
Report à nouveau	50 716 792 084,89
<b>TOTAL</b>	<b>56 477 531 526,12</b>

Le montant global du dividende est de 5 760 739 441,23 euros, calculé sur la base du nombre d'actions composant le capital social de BNP Paribas SA au 31 décembre 2025.

Le dividende unitaire est fixé à 5,16 euros par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 2,59 euros par action précité, le solde du dividende à distribuer au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 est de 2,57 euros par action y ayant droit. Il sera détaché de l'action le 18 mai 2026 et payable en numéraire le 20 mai 2026 sur les positions arrêtées le 19 mai 2026 au soir.

Il est précisé qu'en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux actions composant le capital social de BNP Paribas SA au 31 décembre 2025, le montant global du dividende sera ajusté en conséquence et le montant affecté au compte « Report à nouveau » sera alors déterminé sur la base du dividende effectivement mis en paiement.

En application des articles 117 quater et 200 A du Code général des impôts, les dividendes sont soumis (pour leur montant brut et sauf dispense sous conditions de revenus) à un prélèvement à la source qui est définitif, sauf option pour l'application du barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce cas, le dividende proposé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158 3. 2° du Code général des impôts et le prélèvement à la source est imputable sur l'impôt dû.

Conformément à l'article 243 bis, alinéa 1 du Code général des impôts, les dividendes au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

(en euros)		
Exercice	Dividende par action	Montant des dividendes éligibles à l'abattement prévu à l'article 158 3. 2° du CGI
2022	3,90	4 743 584 722,50
2023	4,60	5 198 408 020,00
2024	4,79	5 413 124 873,00

La ventilation ci-dessus ne concerne que les dividendes dès lors qu'aucune autre catégorie de revenus distribués visés à l'article 243 bis, alinéa 1 du Code général des impôts n'est mise en distribution.

#### QUATRIÈME RÉSOLUTION

**(Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, prend acte du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

#### CINQUIÈME RÉSOLUTION

**(Autorisation de rachat par BNP Paribas de ses propres actions)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, à acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du nombre des actions composant le capital social de BNP Paribas, soit, à titre indicatif, à la date du dernier capital constaté du 21 janvier 2026 au maximum 110 160 060 actions.

L'Assemblée Générale décide que les acquisitions d'actions pourront être effectuées :

- en vue de leur annulation dans les conditions fixées par l'Assemblée extraordinaire;
- dans le but d'honorer des obligations liées à l'émission de titres donnant accès au capital, à des plans d'options d'achat d'actions, à l'attribution gratuite d'actions, à l'attribution ou à la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de plans d'épargne d'entreprise, et à toute forme d'allocation d'actions au profit des salariés et/ou des mandataires sociaux de BNP Paribas et des sociétés contrôlées exclusivement par BNP Paribas au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce;
- aux fins de les conserver et de les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport;
- dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la décision de l'Autorité des Marchés Financiers n°2021-01 du 22 juin 2021;
- pour permettre la réalisation de services d'investissements pour lesquels BNP Paribas est agréée ou la couverture de ceux-ci.

Les achats de ces actions pourront être effectués, à tout moment, sauf en cas d'offre publique sur les titres de BNP Paribas, dans le respect de la réglementation en vigueur, et par tous moyens y compris par achat de blocs ou par utilisation de produits dérivés admis aux négociations sur un marché réglementé ou de gré à gré.

Le prix maximum d'achat ne pourra excéder 110 euros par action, soit, compte tenu du nombre d'actions composant le capital social à la date du 21 janvier 2026, et sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de BNP Paribas, un montant maximal d'achat de 12 117 606 600 euros.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil

d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour la mise en œuvre de la présente autorisation, et notamment pour passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, remplir toutes formalités et déclarations et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

La présente autorisation se substitue à celle accordée par la cinquième résolution de l'Assemblée Générale du 13 mai 2025 et est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

#### SIXIÈME RÉSOLUTION

**(Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, renouvelle en qualité d'administrateur M. Jean Lemierre pour une durée de 3 ans qui prendra dès lors fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice 2028.

#### SEPTIÈME RÉSOLUTION

**(Renouvellement du mandat d'un administrateur)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, renouvelle en qualité d'administrateur M. Jacques Aschenbroich pour une durée de 3 ans qui prendra dès lors fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice 2028.

#### HUITIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables aux administrateurs)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des éléments relatifs à la politique de rémunération des mandataires sociaux tels que présentés dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025, approuve, en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux administrateurs telle que présentée dans ce rapport.

#### NEUVIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Président du Conseil d'administration)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des éléments relatifs à la politique de rémunération des mandataires sociaux tels que présentés dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025, approuve, en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration telle que présentée dans ce rapport.

## DIXIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Directeur Général)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des éléments relatifs à la politique de rémunération des mandataires sociaux tels que présentés dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025, approuve, en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération applicable au Directeur Général telle que présentée dans ce rapport.

## ONZIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables aux Directeurs Généraux délégués)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des éléments relatifs à la politique de rémunération des mandataires sociaux tels que présentés dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025, approuve, en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux Directeurs Généraux délégués telle que présentée dans ce rapport.

## DOUZIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les informations relatives à la rémunération versée au cours de l'exercice 2025 ou attribuée au titre du même exercice à l'ensemble des mandataires sociaux)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L.22-10-34 I du Code de commerce, les informations mentionnées au I de l'article L.22-10-9 dudit Code, telles que présentées dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025.

## TREIZIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, les éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration, tels que présentés dans le tableau n° 1.a et b dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025.

## QUATORZIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Jean-Laurent Bonnafé, Directeur Général)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, les éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Jean-Laurent Bonnafé, Directeur Général, tels que présentés dans le tableau n° 2.a et b dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025.

## QUINZIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Yann Gérardin, Directeur Général délégué)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, les éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Yann Gérardin, Directeur Général délégué, tels que présentés dans le tableau n° 3.a et b dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025.

## SEIZIÈME RÉSOLUTION

**(Vote sur les éléments de la rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Thierry Laborde, Directeur Général délégué)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, les éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Thierry Laborde, Directeur Général délégué, tels que présentés dans le tableau n° 4.a et b dans la Partie 2 *Gouvernement d'entreprise et contrôle interne*, chapitre 2.1 *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*, Section 2.1.3 relative aux rémunérations du Document d'enregistrement universel 2025.

## DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

**(Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux dirigeants effectifs et à certaines catégories de personnel)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et consultée en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, exprime un avis favorable sur le montant de l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures, lequel s'élève à 1 095 millions d'euros, versées durant l'exercice 2025, aux dirigeants effectifs et aux catégories de personnel, incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de BNP Paribas ou du Groupe BNP Paribas.

## PARTIE EXTRAORDINAIRE

### DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

**(Augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions à émettre)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, et notamment de l'article L.225-129-2, et des articles L.228-91 et suivants dudit Code :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation du capital, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, par l'émission d'actions ordinaires de BNP Paribas ainsi que de valeurs mobilières visées aux articles L.228-92 alinéa 1, L.228-93 alinéas 1 et 3 ou L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce donnant accès au capital de BNP Paribas ou d'autres sociétés;
- décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 880 millions d'euros, montant qui inclura, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre afin de protéger, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (sauf en ce qui concerne les émissions le cas échéant nécessaires à la protection des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution ci-dessous ou de toute autre résolution ayant le même objet, lesquelles viendraient s'ajouter audit plafond);
- décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions à la condition que celle-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits;

- décide qu'en cas d'émission de bons de souscription d'actions ordinaires de BNP Paribas, celle-ci pourra avoir lieu soit par souscription en numéraire, soit par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes;
- prend acte du fait que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de BNP Paribas, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit;
- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ordinaires ou autres valeurs mobilières émises (soit en espèces, par compensation de créance ou incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes) et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en Bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation;
- décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation et modifier corrélativement les Statuts;
- décide, en outre, qu'en cas d'émission de titres de créance en vertu de la présente délégation, le Conseil d'administration aura également tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée qui pourra être déterminée ou indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions ordinaires;



- décide que le Conseil d'administration ne sera pas autorisé à décider une augmentation de capital en vertu de la présente délégation pendant la durée de toute période d'offre publique sur les titres de BNP Paribas.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 26 mois et rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

**(Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions à émettre)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135 et L.225-136, ainsi que des articles L.22-10-51, L.22-10-52 et L.22-10-54 et des articles L.228-91 et suivants dudit Code :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation du capital, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, par l'émission d'actions ordinaires de BNP Paribas ainsi que de valeurs mobilières visées aux articles L.228-92 alinéa 1, L.228-93 alinéas 1 et 3 ou L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce donnant accès au capital de BNP Paribas ou d'autres sociétés. Ces valeurs mobilières pourront notamment être émises à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à BNP Paribas, dans le cadre d'une offre publique d'échange réalisée en France ou à l'étranger sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L.22-10-54 du Code de commerce ;
- décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 215 millions d'euros, montant qui inclura, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre afin de protéger, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (sauf en ce qui concerne les émissions le cas échéant nécessaires à la protection des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution ci-dessous ou de toute autre résolution ayant le même objet, lesquelles viendraient s'ajouter audit plafond) ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre et délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, la faculté d'apprécier s'il y a lieu de prévoir un délai de priorité sur tout ou partie de l'émission et d'en fixer les conditions en conformité avec les dispositions légales et réglementaires. Cette priorité de souscription ne

donnerait pas lieu à la création de droits négociables mais pourrait, si le Conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réductible ;

- décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés prévues à l'article L.225-134 du Code de commerce ;
- prend acte du fait que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de BNP Paribas, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit ;
- décide que le prix d'émission des actions ordinaires émises dans le cadre de la délégation susvisée sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5% ;
- décide que le Conseil d'administration, dans l'hypothèse d'une émission en vue de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'offres publiques d'échange initiées par BNP Paribas, aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet notamment de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ; de constater le nombre de titres apportés à l'échange ainsi que le nombre d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à créer en rémunération ; de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment la date de jouissance, des actions ordinaires nouvelles, ou, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès au capital et d'inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre la valeur d'émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale ;
- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ordinaires ou autres valeurs mobilières émises (soit en espèces, par compensation de créance ou incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes) et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en Bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation ;

- décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation et modifier corrélativement les Statuts;
- décide, en outre, qu'en cas d'émission de titres de créance en vertu de la présente délégation, le Conseil d'administration aura également tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée qui pourra être déterminée ou indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions ordinaires;
- décide que le Conseil d'administration ne sera pas autorisé à décider une augmentation de capital en vertu de la présente délégation pendant la durée de toute période d'offre publique sur les titres de BNP Paribas.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 26 mois et rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### VINGTIÈME RÉSOLUTION

**(Augmentation de capital, sans droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions à émettre destinées à rémunérer des apports de titres dans la limite de 10 % du capital)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, de l'article L.22-10-53 dudit Code et des articles L.228-91 et suivants dudit Code :

- délègue au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires ainsi que de valeurs mobilières visées aux articles L.228-92 alinéa 1, L.228-93 alinéas 1 et 3 ou L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce donnant accès au capital de BNP Paribas ou d'autres sociétés, en vue de rémunérer des apports en nature, consentis à BNP Paribas, de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital lorsque les dispositions de l'article L.22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables;

- fixe à 10 % du capital social à la date de décision du Conseil d'administration le montant nominal maximum de l'augmentation de capital susceptible de résulter des émissions autorisées par la présente résolution, montant qui inclura, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre afin de protéger, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (sauf en ce qui concerne les émissions le cas échéant nécessaires à la protection des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution ci-dessous ou de toute autre résolution ayant le même objet, lesquelles viendraient s'ajouter audit plafond);
- délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, aux fins de procéder à l'approbation de l'évaluation des apports, de décider des augmentations de capital rémunérant les apports et d'en constater la réalisation, de déterminer le cas échéant le montant de la soulte à verser, de fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'imputer le cas échéant sur la prime d'apport l'ensemble des frais et des droits occasionnés par l'augmentation de capital, de prélever sur la prime d'apport les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale, de procéder aux modifications corrélatives des Statuts et d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés;
- décide que le Conseil d'administration ne sera pas autorisé à décider une augmentation de capital en vertu de la présente délégation pendant la durée de toute période d'offre publique sur les titres de BNP Paribas.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 26 mois et rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### VINGT-ET-UNIÈME RÉSOLUTION

**(Limitation globale des autorisations d'émission avec suppression du, ou sans, droit préférentiel de souscription conférées par les dix-neuvième et vingtième résolutions)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer à 215 millions d'euros le montant nominal maximal des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les dix-neuvième et vingtième résolutions ci-dessus, montant qui inclura, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre afin d'assurer la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (sauf en ce qui concerne les émissions le cas échéant nécessaires à la protection des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution ci-dessous ou de toute autre résolution ayant le même objet, lesquelles viendraient s'ajouter audit plafond) et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation.



## VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

### (Augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission, de fusion ou d'apport)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social dans la limite d'un montant nominal maximum de 880 millions d'euros par l'incorporation, successive ou simultanée, au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, à réaliser par création et attribution gratuite d'actions ou par élévation du nominal des actions ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés, montant qui inclura, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre afin de protéger, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (sauf en ce qui concerne les émissions le cas échéant nécessaires à la protection des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution ci-dessous ou de toute autre résolution ayant le même objet, lesquelles viendraient s'ajouter audit plafond) ;
- décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus et les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions fixées par la loi et la réglementation ;
- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de déterminer les dates et modalités des émissions, fixer les montants à émettre ainsi que les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation, d'en constater la réalisation et plus généralement de prendre toutes dispositions pour en assurer la bonne fin, accomplir tous actes et formalités en vue de rendre définitives la ou les augmentations de capital correspondantes et procéder aux modifications corrélatives des Statuts ;
- décide que le Conseil d'administration ne sera pas autorisé à décider une augmentation de capital en vertu de la présente délégation pendant la durée de toute période d'offre publique sur les titres de BNP Paribas ;

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 26 mois et rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGT-TROISIÈME RÉSOLUTION

### (Limitation globale des autorisations d'émission avec maintien, suppression du, ou sans, droit préférentiel de souscription conférés par les dix-huitième à vingtième résolutions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer à

880 millions d'euros le montant nominal maximal des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les dix-huitième à vingtième résolutions ci-dessus, montant qui inclura, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires supplémentaires à émettre afin d'assurer la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (sauf en ce qui concerne les émissions le cas échéant nécessaires à la protection des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution ci-dessous ou de toute autre résolution ayant le même objet, lesquelles viendraient s'ajouter audit plafond) et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation.

## VINGT-QUATRIÈME RÉSOLUTION

### (Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre visée à l'article L.411-21° du Code monétaire et financier par émission d'obligations super-subordonnées contingentes convertibles libellées en toute devise autre que l'euro, qui ne seraient converties en actions ordinaires de BNP Paribas à émettre, dans la limite de 10 % du capital social, que dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (« CET1 ») deviendrait inférieur à un seuil de 5,125 %)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article 54 du Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135 et L.225-136, ainsi que des articles L.22-10-49, L.22-10-52 et des articles L.228-91 à L.228-93 dudit Code ainsi que de l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier dans le cadre d'émissions dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L.228-97 du Code de commerce) convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (CET1) du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125 % ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, étant toutefois rappelé que les actions ordinaires sont libellées en euros ;

- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, est fixé à 215 millions d'euros, sans pouvoir excéder 10 % du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission). Il est en outre précisé que la présente délégation a un objet distinct des délégations consenties aux termes des dix-huitième à vingtième résolutions de la présente Assemblée, et que dès lors, le montant maximum susvisé est un plafond distinct de ceux prévus par les plafonds globaux prévus à la vingt et unième résolution et à la vingt-troisième résolution de la présente Assemblée. En tant que de besoin, et pour répondre aux dispositions de l'article L.225-129-2 du Code de commerce prévoyant la fixation par l'Assemblée Générale d'un plafond global en matière de délégation de compétence, il est précisé que ledit plafond global comprend le plafond de 10 % prévu par la présente délégation de compétence, ceux prévus par les dix-huitième à vingtième résolutions et par les vingt-deuxième et vingt-cinquième résolutions de la présente Assemblée;
  - décide qu'à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la présente résolution ou de toute autre résolution ayant le même objet;
  - décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre;
  - prend acte du fait que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de BNP Paribas qui seraient émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donneraient droit;
  - décide que les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre par conversion des obligations convertibles dans le cadre de la présente délégation seront fixées par le Conseil d'administration ; ce prix d'émission sera au moins égal à la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de Bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la conversion des obligations convertibles, étant entendu qu'il ne pourra toutefois être inférieur à 70 % de la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de Bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date de fixation du prix d'émission des obligations convertibles ou un montant équivalent dans une autre devise, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée en espèces, par compensation de créance et/ou par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes;
  - décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de décider des émissions, déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en Bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles, il pourra être opéré toute conversion, en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées, de montants visés dans la présente résolution dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission;
  - décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées;
  - décide, en outre, que le Conseil d'administration aura également tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, en respectant les conditions fixées ci-avant par la présente résolution;
  - décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire);
  - décide en outre que le Conseil d'administration pourra le cas échéant procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé ci-dessus) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres; et
  - décide enfin que le Conseil d'administration pourra constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des Statuts.
- La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 14 mois et rend caduque, à hauteur du montant non utilisé, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGT-CINQUIÈME RÉSOLUTION

**(Autorisation à donner au Conseil d'administration de réaliser des opérations réservées aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe BNP Paribas, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pouvant prendre la forme d'augmentations de capital et/ou de cessions de titres réservées)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et L.225-129-2 à L.225-129-6 et L.225-138-1 du Code de commerce, délègue sa compétence au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour augmenter, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social d'un montant nominal maximal de 43 millions d'euros, par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières régies par l'article L.228-92 alinéa 1 du Code de commerce donnant accès au capital de BNP Paribas, réservée aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe BNP Paribas.

Conformément aux dispositions du Code du travail, les actions ainsi émises sont assorties d'une période d'indisponibilité de 5 ans, sauf cas de déblocages anticipés.

Le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation sera égal à la moyenne des cours cotés de l'action ordinaire sur Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription. Le Conseil d'administration pourra également décider d'attribuer gratuitement des actions ordinaires aux souscripteurs d'actions nouvelles, en substitution de l'abondement.

Dans le cadre de la présente délégation, l'Assemblée Générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires à émettre au profit des adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe BNP Paribas.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet notamment de :

- déterminer les sociétés ou groupements dont le personnel pourra souscrire ;
- fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les souscripteurs des actions nouvelles et, dans les limites légales, le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de ces actions ;
- déterminer si les souscriptions pourront être réalisées directement ou par l'intermédiaire de fonds commun de placement d'entreprise ou d'autres structures ou entités autorisées par les dispositions législatives ou réglementaires ;
- arrêter le prix de souscription des actions nouvelles ;

- décider du montant à émettre, de la durée de la période de souscription, de la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, et plus généralement, de l'ensemble des modalités de chaque émission ;
- constater la réalisation de chaque augmentation du capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
- procéder aux formalités consécutives et apporter aux Statuts les modifications corrélatives ;
- sur ses seules décisions, après chaque augmentation, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- et d'une façon générale, prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

L'Assemblée Générale décide également que le Conseil d'administration ne sera pas autorisé à décider une augmentation de capital en vertu de la présente délégation pendant la durée de toute période d'offre publique sur les titres de BNP Paribas.

Conformément aux dispositions légales applicables, les opérations envisagées au sein de la présente résolution pourront également prendre la forme de cessions d'actions ordinaires aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe BNP Paribas.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 26 mois et rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGT-SIXIÈME RÉSOLUTION

**(Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-62 du Code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions composant le capital social existant à la date de l'opération, par période de 24 mois, tout ou partie des actions que BNP Paribas détient et qu'elle pourrait détenir, de réduire corrélativement le capital social et d'imputer la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles, y compris sur la réserve légale laquelle devra demeurer au moins égale à 10 % du capital social.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, effectuer tous actes, formalités et déclarations en ce compris modifier les Statuts et d'une manière générale faire le nécessaire.

La présente autorisation se substitue à celle accordée par la vingt-cinquième résolution de l'Assemblée Générale du 13 mai 2025 et est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

## VINGT-SEPTIÈME RÉSOLUTION

**(Modification des Statuts relative à l'administrateur représentant les salariés actionnaires afin de prendre en compte les dispositions légales transposant la directive « Women on Boards »)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, afin de prendre en compte les dispositions légales transposant la directive « Women on Boards » applicables à la Société, décide :

- de modifier le 3/ de l'article 7, du titre III des Statuts de la Société lequel est désormais rédigé comme suit :

« 3/ D'un administrateur représentant les salariés actionnaires.

Lorsque le rapport présenté par le Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale en application de l'article L.225-102 du Code de Commerce établit que les actions détenues par les salariés de la Société ainsi que par le personnel de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 dudit Code représentent plus de 3 % du capital de la Société, un administrateur représentant les salariés actionnaires est nommé selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur ainsi que par les présents Statuts.

Les candidats à l'élection au poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires sont désignés dans les conditions suivantes :

- lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés et anciens salariés visés à l'article L.225-102 du Code de Commerce est exercé par le ou les conseil(s) de surveillance d'un ou plusieurs fonds commun(s) de placement d'entreprise (« FCPE »), le ou les conseil(s) de surveillance du ou des FCPE, désigne(nt) conjointement deux candidats au plus,
- lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés et, le cas échéant, anciens salariés visés à l'article L.225-102 du Code de Commerce, directement ou par l'intermédiaire d'un FCPE, est exercé directement par ces derniers, deux candidats au plus sont désignés. Chaque salarié actionnaire disposera alors d'un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il détient, directement ou indirectement.

Seuls les salariés actionnaires ou salariés membres du conseil de surveillance d'un FCPE détenant des actions de la Société peuvent être candidats.

Afin de permettre le respect des obligations prévues par le premier alinéa de l'article L.225-18-1 du Code de Commerce relatif à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration :

- chacun des collègues précités a l'objectif de désigner un candidat de chaque sexe,
- chaque candidat doit se présenter avec un remplaçant de même sexe, devant remplir les mêmes conditions d'éligibilité que le titulaire.

Le Conseil d'administration présente à l'Assemblée générale les candidats au moyen de résolutions distinctes et agréé le cas échéant la résolution concernant le candidat qui a sa préférence. L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires se

prononce, dans les conditions de quorum et de majorité applicables à toute nomination d'un membre du Conseil d'administration, sur la nomination de l'administrateur représentant les salariés actionnaires. Celui des candidats visés ci-dessus qui aura recueilli le plus grand nombre de voix des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée générale ordinaire, ou si nécessaire le jour de ladite Assemblée son remplaçant, sera nommé en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires.

La durée des fonctions de cet administrateur et les modalités d'exercice de son mandat sont identiques à celle des administrateurs nommés par l'Assemblée générale.

En cas de perte de la qualité de salarié de la Société ou d'une société qui lui est liée au sens de la réglementation en vigueur, le mandat de l'administrateur représentant les salariés actionnaires prend fin de plein droit.

En cas de vacance du siège de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, et pour autant que la Société soit toujours tenue à l'obligation de nommer un administrateur représentant les salariés actionnaires :

- le Conseil d'administration pourra coopter son remplaçant. Si la cooptation de ce dernier ne permet pas de se conformer aux dispositions de l'article L.225-18-1 du Code de Commerce ou qu'il ne remplit plus les conditions d'éligibilité, le Conseil d'administration pourra coopter une personne parmi les candidats titulaires et remplaçants désignés en début de processus. La ratification de la cooptation sera soumise à l'Assemblée générale ordinaire suivante. Cet administrateur est nommé pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Pendant cette même durée, en cas de nouvelle vacance, les modalités prévues au présent paragraphe seront également applicables, ou
- le Conseil d'administration pourra décider qu'il soit procédé à une nouvelle désignation de candidats afin de nommer un nouvel administrateur représentant les salariés actionnaires, dans les conditions décrites au présent article, pour une nouvelle durée de trois années.

Dans les différentes hypothèses mentionnées ci-dessus, le Conseil d'administration pourra se réunir et délibérer valablement jusqu'à la date de remplacement ou de nouvelle nomination.

(...)» ;

- les deux derniers alinéas du 3/ de l'article 7, du titre III des Statuts de la Société demeurant inchangés ;
- d'adopter, dans son intégralité, le nouveau texte des Statuts figurant sur le site « investisseurs », de BNP Paribas, dans la rubrique « AG du 12 mai 2026 – Documents ».

## VINGT-HUITIÈME RÉSOLUTION

**(Pouvoirs pour formalités)**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Mixte pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent.

# PRÉSENTATION DES RÉOLUTIONS

Le Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2025 a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 19 mars 2026. Il est consultable sur le site <https://invest.bnpparibas.com/>, et est proposé lors des formalités d'accueil à l'Assemblée. La présente brochure d'avis de convocation a également été mise en ligne.

## LE CONSEIL PROPOSE, EN PREMIER LIEU, L'ADOPTION DE DIX-SEPT RÉOLUTIONS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

### PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉOLUTIONS

Les deux premières résolutions traitent de l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2025 de BNP Paribas, connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes.

### TROISIÈME RÉOLUTION

La troisième résolution propose l'affectation du résultat social de l'exercice 2025 et la fixation du dividende.

Le résultat net de BNP Paribas SA s'établit à 10 254,38 millions d'euros auquel s'ajoute le report à nouveau bénéficiaire de 46 223,15 millions d'euros, portant ainsi le total à répartir à 56 477,53 millions d'euros.

Sur la base du nombre d'actions BNP Paribas SA existantes au 31 décembre 2025, le dividende proposé aux actionnaires s'élèverait à 5 760,74 millions d'euros et un montant de 50 716,79 millions d'euros serait affecté au report à nouveau.

Le dividende serait fixé à 5,16 euros par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 2,59 euros par action mis en paiement le 30 septembre 2025, un solde de 2,57 euros par action serait détaché de l'action le 18 mai 2026 pour une mise en paiement en numéraire le 20 mai 2026 sur les positions arrêtees le 19 mai 2026 au soir.

### QUATRIÈME RÉOLUTION

Dans le cadre de la vie courante d'une entreprise, et plus spécialement quand cette dernière est l'élément essentiel d'un groupe de sociétés, des conventions peuvent intervenir directement ou indirectement entre celle-ci et une autre société avec laquelle elle a des dirigeants communs, voire entre la société et ses dirigeants ou encore avec un actionnaire détenant plus de 10 % du capital. Afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts, ces conventions font l'objet d'une autorisation préalable par le Conseil d'administration, et doivent être approuvées par l'Assemblée des actionnaires après audition du rapport spécial des Commissaires aux comptes en application des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ; c'est l'objet de la quatrième résolution.

Aucune convention nouvelle n'a été conclue au cours de l'exercice 2025.

### CINQUIÈME RÉOLUTION

Il est proposé aux actionnaires dans la cinquième résolution d'autoriser le Conseil pour 18 mois, à mettre en place un programme de rachat d'actions de la société, jusqu'à détenir au maximum, conformément à la loi, 10 % du capital.

Lesdites acquisitions seraient destinées à remplir plusieurs objectifs, notamment :

- l'attribution ou la cession d'actions :
  - aux salariés dans le cadre de la participation ou de plans d'épargne d'entreprise,
  - aux salariés et/ou aux mandataires sociaux de BNP Paribas ou des sociétés du Groupe dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions ainsi que d'actions de performance ou toute autre forme d'allocation d'actions ;
- l'échange ou le paiement dans le but de réaliser des opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;
- l'annulation des actions après autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire (cf. : vingt-sixième résolution) ;
- la mise en œuvre d'un contrat de liquidité ;
- la réalisation d'opérations dans le cadre habituel des activités commerciales de la Banque.

Les acquisitions seraient à effectuer par tous moyens, y compris par voie de négociation de blocs ou l'utilisation de produits dérivés.

Le prix d'achat maximum est fixé à 110 euros par action, soit un peu plus que la valeur nette comptable du titre à fin 2025.

Les achats pourraient intervenir à tout moment, **sauf en cas d'offre publique sur les titres de la société.**

Cette autorisation ne pourra être mise en œuvre par le Conseil d'administration qu'après accord préalable de la Banque centrale européenne (BCE). De plus, le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles, telles que fixées par la réglementation et par la BCE.



**SIXIÈME ET SEPTIÈME RÉSOLUTIONS**

Dans les sixième et septième résolutions, il est demandé à l'Assemblée Générale de bien vouloir renouveler les mandats de MM. Jean Lemierre et Jacques Aschenbroich (cf. biographies en annexe). Ces mandats seraient reconduits pour une durée de trois années et prendraient dès lors fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice 2028.

**M. Jean Lemierre**, 75 ans, a été nommé Président du Conseil d'administration le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Entré à la Banque en 2008 en qualité de Conseiller du Président de BNP Paribas, il n'y exerçait pas de fonctions exécutives. Il n'est membre d'aucun Comité du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration estime que la compétence internationale de M. Jean Lemierre, sa maîtrise des mécanismes financiers de l'Union européenne, sa grande connaissance des activités et de l'environnement du Groupe et les qualités démontrées dans l'exercice de sa fonction de Président du Conseil d'administration, justifient pleinement le renouvellement de son mandat.

M. Jean Lemierre n'est plus salarié de la Banque depuis plus de 5 ans mais son mandat actuel d'administrateur de TEB Holding AS, filiale consolidée du Groupe, ne lui permet pas de répondre aux critères d'indépendance du Code Afep-Medef.

M. Jean Lemierre est en conformité avec le Code Afep-Medef et les dispositions du Code monétaire et financier au regard du nombre de mandats sociaux.

**M. Jacques Aschenbroich**, 71 ans, est Président du Conseil d'administration d'Orange. Il est indépendant au sens du Code Afep-Medef. M. Jacques Aschenbroich siège au Conseil d'administration de la Banque depuis l'Assemblée Générale du 23 mai 2017 ; il est Président du Comité de gouvernance, d'éthique, des nominations et de la RSE et membre du Comité des comptes.

Le Conseil d'administration estime que la personnalité, les compétences industrielles et digitales ainsi que l'expérience managériale et internationale de M. Jacques Aschenbroich le recommandent pour continuer à exercer avec toute l'indépendance nécessaire les fonctions d'administrateur au sein du Conseil d'administration de BNP Paribas.

M. Jacques Aschenbroich est en conformité avec le Code Afep-Medef et les dispositions du Code monétaire et financier au regard du nombre de mandats sociaux.

**Observations relatives à la composition du Conseil d'administration**

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration était composé de seize administrateurs dont deux élus par les salariés et quatorze nommés par les actionnaires (dont un représentant des salariés actionnaires). La représentation des femmes parmi les administrateurs nommés par les actionnaires était de 50,0 % (7/14). Cinq nationalités sont représentées au sein du Conseil (Allemagne, Belgique, Canada, France, Pays-Bas).

## L'indépendance des administrateurs (au 31 décembre 2025).

Le tableau ci-après présente la situation de chaque administrateur au regard des critères d'indépendance retenus par le Code Afep-Medef pour définir l'indépendance des administrateurs :

Critères	Jean LEMIERRE	Jean-Laurent BONNAFÉ	Jacques ASCHENBROICH	Juliette BRISAC	Valérie CHORT	Monique COHEN	Hugues EPAILLARD	Vanessa LEPOULTIER	Lieve LOGGHE	Marie-Christine LOMBARD	Christian NOYER	Bertrand de MAZIÈRES	Nicolas PETER	Guillaume POUPARD	Daniela SCHWARZER	Annemarie STRAATHOF
1 au cours des cinq années précédentes, ne pas être ou ne pas avoir été (i) salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société ou d'une filiale consolidée de la société ; (ii) administrateur d'une filiale consolidée	o	o	✓	o	✓	✓	o	o	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2 Existence ou non de mandats croisés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
3 Existence ou non de relations d'affaires significatives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
4 Existence de lien familial proche avec un mandataire social	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
5 Ne pas avoir été Commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
6 Ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans	✓	o	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
7 Absence de rémunération variable pour le dirigeant mandataire social non-exécutif	✓	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
8 Statut de l'actionnaire important	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

✓ représente un critère d'indépendance du Code Afep-Medef qui est satisfait.

o représente un critère d'indépendance du Code Afep-Medef qui n'est pas satisfait.

Répondent aux critères d'indépendance retenus par le Code de gouvernement d'entreprise et examinés par le Conseil d'administration : M<sup>mes</sup> Monique Cohen, Valérie Chort, Lieve Logghe, Marie-Christine Lombard, Daniela Schwarzer, Annemarie Straathof et MM. Jacques Aschenbroich, Bertrand de Mazières, Christian Noyer, Nicolas Peter et Guillaume Poupard. De plus, à la connaissance du Conseil, il n'y a aucun conflit d'intérêts entre BNP Paribas et l'un des administrateurs.

Les deux administrateurs élus par les salariés, M<sup>me</sup> Vanessa Lepoutier et M. Hugues Epailard, ainsi que l'administratrice représentant les salariés actionnaires, M<sup>me</sup> Juliette Brisac ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'indépendance selon les critères du Code Afep-Medef en dépit de leur statut et de leur mode d'élection qui constituent une garantie d'indépendance.

Deux administrateurs nommés par les actionnaires, MM. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration et Jean-Laurent Bonnafé, Administrateur Directeur Général, ne répondent pas aux critères du Code de gouvernement d'entreprise définissant un administrateur indépendant.

Plus de la moitié des administrateurs de BNP Paribas au 31 décembre 2025 sont donc indépendants au regard des critères

retenus par le Code Afep-Medef et de l'appréciation qu'en a fait le Conseil d'administration.

Dans l'hypothèse où l'Assemblée voterait en faveur des deux résolutions relatives à sa composition **arrêtées par le Conseil d'administration**, celui-ci comprendrait alors quatorze administrateurs dont deux élus par les salariés et douze nommés par les actionnaires (dont un représentant des salariés actionnaires). **Le pourcentage d'administrateurs indépendants serait de 64,29 % (9/14) et de 81,8 % (9/11) au regard des critères retenus par le Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef et de l'appréciation du Conseil d'administration pour définir l'indépendance.**

Le Conseil d'administration serait composé de six femmes et de huit hommes, soit **un pourcentage de femmes de 42,9 % et de 41,66 % (5/12) selon les règles légales** (hors les administrateurs représentant les salariés mais en incluant l'administrateur représentant les salariés actionnaires). Cinq nationalités seraient représentées, avec quatre administrateurs de nationalité autre que française ou binationaux, soit **un taux d'internationalisation de 28,57 % et de 33,33 % (4/12) hors les administrateurs représentant les salariés.**



## HUITIÈME À SEIZIÈME RÉSOLUTIONS

Les neuf résolutions ici soumises à l'approbation des actionnaires ont toutes trait à la rémunération des mandataires sociaux ; elles résultent de l'application des articles L.22-10-8 et L.22-10-34 du Code de commerce.

La loi prévoit en effet de recueillir *ex ante* chaque année l'approbation de l'Assemblée Générale sur la politique de rémunération concernant les mandataires sociaux (cf. huitième à onzième résolutions), l'application des dispositions ainsi approuvées faisant l'objet l'année suivante d'un vote *ex post* sur les versements effectués et les attributions déterminées selon les principes énoncés un an auparavant. L'Assemblée Générale statue alors (cf. : douzième à seizième résolutions) sur les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours, ou attribués au titre, de l'exercice antérieur.

Dans les huitième à onzième résolutions, il est ainsi demandé aux actionnaires, en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, de bien vouloir approuver la **politique de rémunération** applicable d'une part aux administrateurs (huitième résolution), d'autre part aux Dirigeants Mandataires Sociaux : le Président du Conseil d'administration (neuvième résolution), le Directeur Général (dixième résolution) et les

Directeurs Généraux délégués (onzième résolution), après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise. Un extrait de ce rapport est reproduit ci-dessous dans le paragraphe « **A** ) Politique de rémunération des mandataires sociaux », qui figure par ailleurs dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2025, disponible sur le site internet <https://invest.bnpparibas/recherche/rapports/documents/rapports-financiers-et-sociaux>. Cette politique a également été mise en ligne à la même adresse dès son adoption par le Conseil.

**Quatre évolutions sont en particulier soumises à votre approbation.**

**Il vous y est tout d'abord proposé de faire progresser la rémunération annuelle fixe du Président du Conseil d'administration, M. Jean Lemierre, laquelle s'établit à 950 000 euros bruts et n'a pas été révisée depuis sa nomination, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.**

Le Conseil d'administration a analysé sa rémunération au regard de l'évolution de l'inflation et de celle des rémunérations des collaborateurs de BNP Paribas SA en France depuis 2014.

Il a constaté que :

- une dérive capitalisée de la rémunération fixe du Président par rapport à l'inflation aurait été de 24,5 % entre 2014 et 2025 ;

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Variation de l'inflation en France (HICP) <sup>(1)</sup>	0,6 %	0,1 %	0,3 %	1,2 %	2,1 %	1,3 %	0,5 %	2,1 %	5,9 %	5,7 %	2,3 %	0,9 %
Application de la variation à la rémunération du Président	950 000	950 950	953 898	964 963	985 227	998 035	1 003 225	1 023 992	1 084 407	1 145 785	1 172 367	1 182 918
<b>ÉVOLUTION CAPITALISÉE DEPUIS 2014</b>	<b>24,5 %</b>											

(1) Source : BCE.

- l'évolution de la rémunération totale des collaborateurs BNP Paribas SA en France, entre 2014 et 2024, a été de 39,1 %.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Évolution rémunération totale BNPP SA France <sup>(1)</sup>	60 386	61 306	64 501	66 354	68 060	68 663	70 677	73 195	78 923	82 944	84 005
Variation de la rémunération totale		1,52 %	5,21 %	2,87 %	2,57 %	0,89 %	2,93 %	3,56 %	7,83 %	5,09 %	1,28 %
ÉVOLUTION DEPUIS 2014	39,1 %										

(1) Source : Bilans sociaux publiés sur le site internet de BNP Paribas, indicateur « Rémunération moyenne d'un salarié (revenu) en € (y compris Intéressement, Participation) ».

Le Conseil a parallèlement examiné les rémunérations des Présidents des principales institutions financières européennes ainsi que celles des Présidents du CAC 40.

Il a intégré dans sa réflexion l'intensification, au cours du temps, de la charge de travail du Président, tant au sein du Conseil qu'en termes de représentativité de la banque que ce soit en interne ou

en externe, ainsi que l'apport de son expérience internationale notamment en tant que Président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, unique en Europe et qui a été particulièrement importante pour BNP Paribas, dont l'empreinte internationale s'est fortement accrue au cours des 12 dernières années.

Considérant l'ensemble de ces éléments, le Conseil propose une revalorisation de la rémunération fixe du Président du Conseil d'administration de BNP Paribas, pour la porter à 1 100 000 euros bruts, effective au 1<sup>er</sup> janvier 2026, soit environ la moitié de la dérive capitalisée de l'inflation appliquée au salaire sur cette période.

Il a constaté qu'une telle augmentation du salaire fixe de M. Jean Lemierre, continuerait à le situer en deçà du troisième quartile dans le panel de ses pairs européens (Barclays, Crédit Agricole, Deutsche Bank, HSBC, Intesa SanPaolo, Société Générale, UBS et Unicredit <sup>(1)</sup>).

**Il vous est également proposé de revoir les modalités techniques de paiement des différés de la rémunération variable des Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs, MM. Jean-Laurent Bonnafé, Yann Gérardin et Thierry Laborde et d'introduire un seuil déclencheur (backstop) sur le résultat brut d'exploitation (ci-après « RBE »), en dessous duquel aucun paiement au titre de ce critère ne sera effectué.**

Pour mémoire, les critères de performance financière portent sur 75 % de leur rémunération variable cible :

- pour le Directeur Général :
  - 37,50 % de sa rémunération variable cible dépend de l'évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent,
  - 37,50 % dépend du pourcentage de réalisation du budget de RBE du Groupe ;

- pour les Directeurs Généraux délégués :
  - 18,75 % de leur rémunération variable cible dépend de l'évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent,
  - 18,75 % dépend du pourcentage de réalisation du budget de RBE du Groupe,
  - 18,75 % de l'évolution du résultat net avant impôt de l'exercice par rapport à l'exercice précédent pour leur périmètre de responsabilité respectif,
  - 18,75 % du pourcentage de réalisation du budget de RBE de leur périmètre de responsabilité respectif.

**En premier lieu, votre Conseil a examiné la rémunération cible servant de base à la détermination de la partie variable de leur rémunération**, actuellement fixée à 100 % de leur rémunération fixe de l'exercice, **ainsi que le plafond de la rémunération variable**, correspondant à 1,2 fois la cible soit 120 % de leur rémunération fixe.

Il a analysé les structures de rémunération des Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs des principales institutions financières européennes et a constaté que le plafond de 120 % applicable à la rémunération variable des Dirigeants Mandataires Sociaux de BNP Paribas est inférieur à celui dont bénéficient un certain nombre de concurrents du Groupe (cf. *tableau ci-dessous*).

**Le Conseil propose donc de fixer la rémunération cible servant de base à la détermination de la partie variable de leur rémunération à 120 % de leur rémunération fixe de l'exercice**, ce qui aura pour effet de porter le plafond applicable à leur rémunération variable à 144 %, un niveau proche de la médiane du panel des pairs du Groupe.

	BNP Paribas (actuel)	Banco Santander	Barclays	BBVA	Crédit Agricole	Deutsche Bank	HSBC	Intesa	Société Générale	UBS	Unicredit	Médiane (hors BNPP)	BNP Paribas (proposition)
<b>Cible (en % du fixe)</b>	100 %	N.D.	N.D. <sup>(1)</sup>	78,5 %	100 %	63 %	N.D. <sup>(1)</sup>	100 %	120 %	N.D.	99 % <sup>(2)</sup>		<b>120 %</b>
<b>Plafond (en % du fixe)</b>	120 %	120 %	250 %	118 %	120 %	95 %	300 %	175 %	140 %	350 %	141 % <sup>(2)</sup>	<b>141 %</b>	<b>144 %</b>

(1) Aucune politique officielle de cible mais un midpoint/target scenario est indiqué pour la bonne communication dans le Rapport Annuel. Ce scénario positionne le bonus annuel « cible » à un équivalent de 50 % du maximum.

(2) Du fait de la structure particulière de la rémunération fixe, les niveaux ont été retravaillés comme suit :  
 - Salaire de base : Rémunération fixe totale de 5,9 M€ qui intègre un salaire de 4,15 M€ dont 80 % sont le salaire de base au titre du poste de DG et 20 % sont des rémunérations au titre du rôle d'administrateur ; 3,32 M€ de fixe au titre du poste de DG équivalents aux autres fixes du marché ;  
 - Bonus maximum : 8,3 M€ + 3,4 M€ = 11,7 M€ de rémunération variable totale dont la part variable annuelle représente 40 % ; 4,68 M€ de rémunération variable annuelle maximum, soit 141 % du fixe ;  
 - Bonus cible : 70 % du maximum ; 3,276 M€ de rémunération variable annuelle cible, soit 99 % du fixe.  
 Source : Étude réalisée par le cabinet indépendant Willis Towers Watson.

**Ce changement n'augmentera en aucun cas la rémunération totale maximale** dont pourraient bénéficier les Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs dans la mesure où le montant total qui pourra leur être versé au titre de leur rémunération variable (annuelle et de long terme) **restera limité à deux fois leur rémunération fixe, conformément à la réglementation**. Afin de respecter cette limite, le montant du PRLT serait écarté le cas échéant.

**En second lieu, le Conseil a examiné les critères quantitatifs liés à la performance financière du Groupe et applicables à la détermination de la rémunération variable annuelle des Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs.**

**Le Conseil a souhaité davantage contraindre l'alignement entre la rémunération des Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs et la performance du périmètre dont ils ont la charge, afin de mieux prendre en compte l'intérêt du Groupe et de ses actionnaires.**

(1) Les tableaux comparant la rémunération actuelle et proposée de M. Lemierre avec ses pairs européens se trouvent en page 61 de la présente brochure. Du fait de structures de gouvernance particulières chez BBVA et Banco Santander, entités faisant habituellement partie du panel de comparables de votre Banque, les niveaux de rémunération des rôles d'Executive Chairman (Président Exécutif) et de Lead Independent Director (Administrateur Référent) n'ont pas été pris en compte. Données issues d'études réalisées par le cabinet indépendant Willis Towers Watson.

Dans cette optique, il propose de mettre en place un seuil déclencheur applicable à la réalisation du RBE par rapport au budget, en dessous duquel aucun paiement ne sera effectué au titre de ce critère, avec un taux de réalisation calculé comme suit :

- pour les critères liés au RBE du Groupe et, pour les Directeurs Généraux délégués, du périmètre de responsabilité, le taux de réalisation sera déterminé en fonction des bornes suivantes :
  - entre 0 % et 70 % de réalisation de la cible budgétaire, le taux de réalisation du critère sera nul,
  - entre 70 % et 85 % de la cible, le taux de réalisation sera déterminé linéairement entre 50 % et 80 %,
  - entre 85 % et 100 % de la cible, le taux de réalisation sera déterminé linéairement entre 80 % et 100 %,
  - au-delà de 100 %, le taux de réalisation du critère correspondra au taux de réalisation du budget, dans la limite d'un plafond de 130 %;
- pour les critères relatifs à l'évolution du bénéfice net par action et au résultat net avant impôt, si les objectifs fondés sur ces critères sont dépassés (ou non atteints), la fraction de la rémunération cible concernée évolue proportionnellement dans la limite d'un plafond de 130 %, tant à la hausse qu'à la baisse.

L'évolution de ces modalités accroît la sensibilité de la rémunération aux performances opérationnelles, en particulier lorsqu'elles sont exceptionnelles, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

Enfin, le Conseil a examiné les règles de paiement différé applicables aux rémunérations variables de court et de long terme de vos Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs.

La réglementation européenne <sup>(1)</sup> impose que le paiement d'au moins 60 % de la composante variable de leur rémunération soit différé sur une durée d'au moins 5 ans, sans distinguer la rémunération variable de court et de long terme.

Le Conseil a constaté que **les règles actuellement applicables au sein de votre Groupe sont plus contraignantes que ce que la réglementation impose** : en effet, 60 % de la rémunération variable à court terme des Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs est différée jusqu'à 6 ans avec des paiements tous les ans jusqu'à échéance ; et 100 % de la rémunération variable à long terme est différée à 5 ans avec un seul paiement à terme. En d'autres termes, le différé est calculé sur la rémunération variable de court terme et de long terme séparément. Cela induit un **taux de différé global de 80 % de la rémunération variable totale.**

#### Attribution N au titre de N-1

	N	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	Total
Bonus cash	20	6	6	6	6	6		100
Bonus cash indexé		20	6	6	6	6	6	
PRLT						100		100
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>112</b>	<b>6</b>	<b>200</b>
<i>Cash flows cumulés</i>	<i>10 %</i>	<i>23 %</i>	<i>29 %</i>	<i>35 %</i>	<i>41 %</i>	<i>97 %</i>	<i>100 %</i>	
<b>% DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE TOTALE DIFFÉRÉE</b>							<b>80 %</b>	

(1) Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 telle que modifiée par la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 et la Directive (UE) 2024/1619 du 31 mai 2024 ; ainsi que les lignes directrices de l'EBA « Orientations sur les politiques de rémunération saines au titre de la directive 2013/36/UE ».

Le Conseil a analysé la pratique de marché et a constaté que la plupart des banques européennes traitent la rémunération variable dans sa globalité afin de définir les règles de différé.

Entité	Base de calcul du différé dans la politique de rémunération	% de la rémunération variable globale différée
Banco Santander		60 %
Barclays		85 % <sup>(1)</sup>
BBVA	Rémunération variable totale (court + long terme conjointement)	60 %
UBS		80 %
Unicredit		60 %
Deutsche Bank	Rémunération variable long terme uniquement. Le variable court terme n'est pas différé	60 %
HSBC		60 % <sup>(2)</sup>
Crédit Agricole		67 % <sup>(3)</sup>
Intesa Sanpaolo	Rémunération variable court terme et long terme séparément	65 % <sup>(4)</sup>
Société Générale		77 % <sup>(5)</sup>

(1) Barclays : le niveau a été déterminé selon la rémunération variable maximum qui correspond à 800 % du salaire de base :

- 250 % en variable annuel dont 50 % upfront : 125 % / 800 % = 15 % ;
- 50 % du variable annuel différé à 2 ans et 550 % en LTI : 675 % / 800 % = 85 %.

(2) HSBC : le niveau a été déterminé selon la politique de rémunération indiquant qu'au moins 60 % de la rémunération variable, qu'elle soit à court terme ou à long terme sera différée. En utilisant les niveaux de variable maximum les niveaux upfront/différés sont de 33 % / 67 % :

- 300 % en variable annuel : 300 % / 900 % = 33 % ;
- 600 % en LTI : 600 % / 900 % = 67 %.

(3) Crédit Agricole S.A. : le niveau a été déterminé selon la rémunération variable cible qui correspond à 144 % du salaire de base :

- 120 % en variable annuel maximum dont 40 % upfront : 48 % / 144 % = 33 % ;
- 60 % du variable annuel différé et 24 % en LTI maximum : 96 % / 144 % = 67 %.

(4) Intesa Sanpaolo : le niveau a été déterminé selon la rémunération variable totale maximum qui correspond à 200 % du salaire de base :

- 175 % en variable annuel dont 40 % upfront : 70 % / 200 % = 35 % ;
- 60 % du variable annuel différé et 25 % en LTI maximum : 130 % / 200 % = 65 %.

(5) Société Générale : le niveau a été déterminé selon la rémunération variable totale maximum théorique qui correspond à 240 % du salaire de base :

- 140 % en variable annuel dont 40 % upfront : 56 % / 240 % = 23 % ;
- 60 % du variable annuel différé et 100 % en LTI maximum : 184 % / 240 % = 77 %.

Source : Étude réalisée par le cabinet indépendant Willis Towers Watson.

Le Conseil vous propose en conséquence de modifier les règles applicables à la rémunération de vos Dirigeants Mandataires Sociaux Exécutifs en prenant en compte conjointement la rémunération variable à court terme et la rémunération variable

à long terme, afin de fixer le taux global de différé de la rémunération variable à 60 %, comme prévu par la réglementation.

#### Attribution N au titre de N-1

	N	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	Total
Bonus cash	44	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2		120
Bonus cash indexé		44	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	
PRLT						100		100
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>47,2</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>106,4</b>	<b>3,2</b>	<b>220</b>
<b>Cash flows cumulés</b>	<b>20 %</b>	<b>41 %</b>	<b>44 %</b>	<b>47 %</b>	<b>50 %</b>	<b>99 %</b>	<b>100 %</b>	
<b>% DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE TOTALE DIFFÉRÉE</b>							<b>60 %</b>	

Ce changement conduirait à une accélération des paiements de la rémunération variable annuelle les premières années, mais **les montants distribués restant au total les mêmes <sup>(1)</sup>, il n'emporte pas de conséquence négative pour nos actionnaires**. Cette proposition, conforme à l'esprit de la réglementation, est plus alignée avec les pratiques de nos pairs européens et vise à assurer l'attractivité des postes de Dirigeants du Groupe par rapport à nos concurrents afin de sécuriser les meilleurs profils dans l'intérêt de nos actionnaires.

**Le dispositif global proposé, renforce la cohérence entre rémunération et performance, améliore la compétitivité du Groupe par rapport au marché et demeure conforme aux contraintes réglementaires.**

Le reste de la politique de rémunération reprend les grandes lignes et les principes directeurs de la politique approuvée lors de l'Assemblée Générale du 13 mai 2025 : concernant la détermination de la rémunération variable annuelle, la part dévolue aux critères quantitatifs reste ainsi fixée à 75 %, la part affectée à la prise en compte de la performance RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) du Groupe représentant 15 %, une fraction de seulement 10 % étant donc déterminée en fonction de l'évaluation qualitative.

La **douzième résolution**, qui vous est proposée en application de l'article L.22-10-34 I du Code de commerce, soumet au vote de l'Assemblée Générale la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à raison du mandat, au cours ou au titre de l'exercice écoulé, à l'ensemble des mandataires sociaux ; un rejet de cette résolution entraînerait la suspension des rémunérations des administrateurs pour l'exercice en cours. En outre, le rapport sur le gouvernement d'entreprise (intégré dans le Document d'enregistrement universel) fournit des

informations sur le niveau de rémunération des dirigeants (Président du Conseil, Directeur Général, Directeurs Généraux délégués) mis au regard de la rémunération moyenne et de la rémunération médiane des salariés de BNP Paribas SA, ainsi que l'évolution, sur une période de 5 ans, de ces rémunérations et ratios et de critères de performance de votre Entreprise. Les salariés considérés sont ceux de BNP Paribas (SA) en France et de ses succursales (un peu plus de 64 000 collaborateurs).

Les **treizième à seizième résolutions** soumettent à l'approbation des actionnaires, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, les éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice respectivement à MM. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration, Jean-Laurent Bonnafé, Directeur Général, Yann Gérardin et Thierry Laborde, Directeurs Généraux délégués. Les montants en ont été strictement déterminés selon les règles édictées par la politique de rémunération votée l'année dernière. Pour chacun de ces dirigeants mandataires sociaux, un tableau présente les mécanismes et montants des éléments de rémunération versés en 2025 ou attribués au titre de cet exercice : il est rappelé que le versement de la rémunération variable annuelle de MM. Jean-Laurent Bonnafé, Yann Gérardin et Thierry Laborde au titre de l'exercice 2025 est conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale. Le Président du Conseil d'administration n'est pas concerné par cette disposition, ne percevant pas de rémunération variable.

Le détail des rémunérations versées en 2025 ou attribuées au titre de l'exercice 2025 est exposé au chapitre **(B)** ci-dessous. Ces informations sont également disponibles en ligne à l'adresse <https://invest.bnpparibas/recherche/rapports/documents/rapports-financiers-et-sociaux>.

(1) À l'exception du changement induit par l'augmentation de la cible de la rémunération variable annuelle à 120 %, présenté précédemment.

## A) Politique de rémunération des mandataires sociaux soumise au vote ex ante des actionnaires, en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, lors de l'Assemblée Générale du 12 mai 2026

Dans le présent rapport, le Conseil d'administration détaille les éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux administrateurs, au Président du Conseil d'administration, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux délégués en raison de leurs mandats, d'une durée de 3 ans, au sein de BNP Paribas (SA).

Les éléments de la politique de rémunération présentés ci-dessous font l'objet de projets de résolutions soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires. Si l'Assemblée Générale n'approuve pas ces résolutions, la politique de rémunération antérieure, ayant préalablement fait l'objet d'une approbation lors de l'Assemblée Générale du 13 mai 2025, continuera de s'appliquer. Dans ce cas, le Conseil d'administration soumettra à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale un projet de résolutions présentant une politique de rémunération révisée et indiquant de quelle manière ont été pris en compte le vote des actionnaires et, le cas échéant, les avis exprimés lors de l'Assemblée Générale.

La politique de rémunération des mandataires sociaux est conforme aux dispositions légales et réglementaires applicables, au Code Afep-MEDEF, ainsi qu'au Code de conduite de BNP Paribas. La politique telle que détaillée ci-dessous (en particulier les critères de performance) :

- (i) est alignée sur l'intérêt social de la société, contribue à la stratégie commerciale ainsi qu'à la pérennité de la société;
- (ii) prend en considération les conditions de rémunération et d'emploi des salariés au sein de la société; et
- (iii) est neutre du point de vue du genre.

Sans préjudice des compétences de l'Assemblée Générale en la matière, la détermination de la rémunération des mandataires sociaux relève de la responsabilité du Conseil d'administration et se fonde sur les propositions du Comité des rémunérations qui prépare les décisions que le Conseil d'administration arrête concernant les rémunérations. En particulier, le Comité des rémunérations procède à un examen annuel des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de la société. Ce Comité est composé de quatre administrateurs indépendants qui disposent d'une expérience des systèmes de rémunération et des pratiques de marché dans ce domaine et d'un administrateur élu par les salariés.

### I. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

La politique de rémunération des administrateurs est neutre du point de vue du genre.

Conformément à la loi, le montant global de la rémunération des administrateurs est fixé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le montant individuel de la rémunération des administrateurs est fixé par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des rémunérations. Il est composé d'une part forfaitaire et d'une part déterminée en fonction de la participation effective, quelle qu'en

Des mesures visant à éviter et gérer les conflits d'intérêts sont prévues par le Règlement intérieur du Conseil d'administration, par la Politique en matière d'aptitude des Membres de l'organe de direction et des Titulaires de postes clés ainsi que par la Procédure d'application relative aux conflits d'intérêts en matière de prêts et autres transactions accordés aux Membres de l'organe de direction et à leurs parties liées. Les dirigeants mandataires sociaux ne prennent part ni aux délibérations ni au vote portant sur leurs propres rémunérations.

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux tient compte, dans ses principes, des objectifs suivants :

- l'alignement avec l'intérêt social de la Banque et de ses actionnaires :
  - en s'inscrivant dans une perspective de moyen-long terme notamment en termes d'évolution de la valeur de la Banque, de la bonne maîtrise des risques et de la performance relative du titre,
  - en intégrant des éléments d'appréciation, qui ne sont pas seulement financiers,
  - en tenant compte de la dimension RSE dans la détermination de la rémunération (pour partie alignée avec les objectifs RSE considérés pour certains salariés), et notamment de critères en lien avec les objectifs climatiques du Groupe,
  - en s'assurant d'une variabilité suffisante des montants attribués pour tenir compte de l'évolution des résultats de la Banque sans peser trop lourdement sur les frais fixes;
- la transparence des rémunérations :
  - l'ensemble des éléments (fixe, variable annuel, plan de rémunération à long terme conditionnel) est retenu dans l'appréciation globale de la rémunération,
  - l'équilibre entre les éléments de rémunération doit concourir à l'intérêt général de la Banque et tenir compte des meilleures pratiques de marché et des contraintes légales et réglementaires,
  - les règles doivent être stables, exigeantes et intelligibles;
- une rémunération suffisamment attractive pour permettre de sélectionner avec exigence des profils reconnus comme particulièrement compétents dans les domaines d'activité du Groupe.

soit la modalité, aux séances. Il est majoré pour les administrateurs résidant à l'étranger sauf dans le cas où ces derniers peuvent participer aux séances du Conseil d'administration par un moyen de télécommunication. La participation effective à l'un des quatre Comités spécialisés donne droit à une rémunération supplémentaire. Celle-ci est majorée pour les administrateurs participant au CCIRC et au Comité des comptes, ainsi qu'à la séance conjointe entre ces deux Comités, compte tenu de l'investissement spécifique qu'ils requièrent.



À la fin de l'exercice, le Comité des rémunérations examine la répartition de la rémunération des administrateurs et le montant individuel affecté à chacun au titre de l'exercice sur la base du contrôle de la présence effective des administrateurs aux Conseils et aux Comités. Le cas échéant, le reliquat du montant global fixé par l'Assemblée Générale est réparti au prorata des montants alloués à chacun des administrateurs. En cas de séance exceptionnelle supplémentaire du Conseil ou des Comités, le montant de la rémunération due à chaque administrateur est écarté, le cas échéant, au prorata des montants alloués à chacun des administrateurs.

## II. RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration a constaté que la rémunération du Président du Conseil d'administration de BNP Paribas n'a pas été révisée depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2014, date à laquelle le Conseil d'administration a nommé M. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration et a décidé qu'il bénéficierait d'une rémunération fixe annuelle d'un montant de 950 000 euros bruts.

Il a intégré dans sa réflexion l'intensification, au cours du temps, de la charge de travail du Président, tant au sein du Conseil qu'en termes de représentativité de la banque que ce soit en interne ou en externe dans les instances internationales et vis-à-vis des grands clients du Groupe.

Le Conseil d'administration a analysé sa rémunération au regard de l'évolution de l'inflation et de celle des rémunérations des collaborateurs de BNP Paribas SA en France depuis 2014.

Il a constaté que :

- une dérive capitalisée de la rémunération fixe du Président par rapport à l'inflation aurait été de 24,5% entre 2014 et 2025;
- l'évolution de la rémunération totale des collaborateurs BNPP SA en France, entre 2014 et 2024, a été de 39,1%.

Le Conseil a parallèlement examiné les rémunérations des Présidents des principales institutions financières européennes ainsi que celles des Présidents du CAC 40.

## III. RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

La rémunération comprend :

- une partie fixe;
- une partie variable annuelle;
- un plan d'incitation à long terme conditionnel (plan de rémunération à long terme ou PRLT).

Les niveaux de ces différentes composantes sont définis en considération de références de marché établies.

Cette rémunération tient compte du plafonnement de la rémunération variable totale par rapport à la rémunération fixe (incluant les attributions au titre du plan d'incitation à long terme conditionnel) conformément aux dispositions de l'article L.511-78 du Code monétaire et financier, spécifiquement applicable aux établissements de crédit.

Le Conseil d'administration approuve ensuite la répartition individuelle de la rémunération des administrateurs au titre de l'exercice avant son versement effectif aux administrateurs (sous réserve des dispositions de l'article L.22-10-34 I du Code de commerce qui prévoit que le versement de la rémunération des administrateurs pour l'exercice en cours est suspendu en cas de vote négatif des actionnaires sur les éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice écoulé aux mandataires sociaux).

Considérant l'ensemble de ces éléments, le Conseil a décidé de prendre en compte une augmentation correspondant environ à la moitié de la dérive capitalisée de l'inflation entre 2014 et 2025.

Il a constaté qu'une telle augmentation du salaire fixe de M. Jean Lemierre, continuerait à le situer en deçà du troisième quartile dans le panel de ses pairs européens (Barclays, Crédit Agricole, Deutsche Bank, HSBC, Intesa SanPaolo, Société Générale, UBS et Unicredit).

Aussi, le Conseil propose, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 12 mai 2026, une revalorisation de la rémunération fixe du Président du Conseil d'administration de BNP Paribas, pour la porter à 1 100 000 euros bruts, effective au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Le Président ne perçoit pas de rémunération variable annuelle ou de plan de rémunération à long terme conditionnel. L'absence de rémunération variable traduit l'indépendance du Président à l'égard de la Direction Générale.

En cas de nomination d'un nouveau Président, le Conseil d'administration déterminera, sur proposition du Comité des rémunérations, dans le cadre de la présente politique de rémunération, le montant de sa rémunération fixe en tenant compte de son profil et de son expérience.

Conformément à l'alinéa 2 dudit article, l'Assemblée Générale des actionnaires de BNP Paribas du 14 mai 2024 a décidé que ce plafonnement serait fixé à deux fois le montant de la rémunération fixe pour une durée de trois ans.

Pour les besoins du calcul du ratio précité, un taux d'actualisation pourra en outre être appliqué à un quart au plus de la rémunération variable totale pour autant que le paiement s'effectue sous la forme d'instruments après une période de différé d'au moins cinq ans, conformément aux dispositions de l'article L.511-79 du Code monétaire et financier.



## 1. Rémunération fixe

La rémunération annuelle fixe du Directeur Général, M. Jean-Laurent Bonnafé, s'élève, au 31 décembre 2025, à 2 300 000 euros bruts.

La dernière augmentation de la rémunération annuelle fixe du Directeur Général, effective au 1<sup>er</sup> janvier 2025, a été décidée par le Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée Générale du 13 mai 2025. Le Conseil d'administration avait alors relevé le rôle clé du Directeur Général sur les performances de la Banque, sa structure financière solide, la confirmation de son positionnement de leader en Europe ainsi que le niveau de la rémunération du Directeur Général significativement inférieur à la moyenne de ses homologues des autres banques européennes.

Dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations, le Conseil d'administration a procédé à l'examen des rémunérations des Directeurs Généraux de dix banques européennes comparables (Barclays, BBVA, Crédit Agricole, Deutsche Bank, HSBC, Intesa SanPaolo, Santander, Société Générale, UBS et Unicredit) sur la base d'une étude effectuée par le cabinet indépendant WTW. Au sein de ce panel dans lequel BNP Paribas se place en 3<sup>e</sup> position en termes de résultat net part du Groupe pour l'exercice 2024, la rémunération totale du Directeur Général se situe en 10<sup>e</sup> position sur 11 en étant significativement inférieure à la médiane des situations constatées.

Les rémunérations annuelles fixes des Directeurs Généraux délégués s'élèvent à 1 800 000 euros bruts pour le Directeur Général délégué en charge du périmètre CIB, M. Yann Gérardin, et à 1 080 000 euros bruts pour le Directeur Général délégué en charge du périmètre CPBS, M. Thierry Laborde.

La dernière augmentation de la rémunération fixe des Directeurs Généraux délégués, effective au 1<sup>er</sup> janvier 2024 a été proposée par le Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée Générale du 14 mai 2024.

En cas de nomination d'un nouveau Directeur Général ou d'un nouveau Directeur Général délégué, le Conseil d'administration déterminera, sur proposition du Comité des rémunérations, dans le cadre de la présente politique de rémunération, le montant de sa rémunération fixe en tenant compte de son profil et de son expérience. Les éléments de rémunération variable annuelle ou de plan de rémunération à long terme conditionnel seront fixés en cohérence avec les principes figurant dans la présente politique de rémunération.

## 2. Rémunération variable annuelle

La part variable est destinée à refléter la contribution effective des dirigeants mandataires sociaux exécutifs à la réussite de BNP Paribas au titre de leurs fonctions de dirigeant d'un groupe international de services financiers.

### a) Principes généraux

La partie variable de la rémunération des membres de la Direction Générale est déterminée à partir d'une rémunération cible. Le Conseil d'administration propose de fixer cette rémunération cible à 120 % de leur rémunération fixe de l'exercice pour le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués.

Elle évolue en fonction de critères représentatifs des résultats du Groupe, de critères liés à la RSE et d'une appréciation qualitative effectuée par le Conseil d'administration.

Par ailleurs, le versement de la rémunération variable annuelle est assorti, pour partie, de périodes de différé, d'un dispositif de « malus » ainsi que de clauses de « claw-back » (restitution) et d'annulation en cas de mesure de résolution selon les mêmes termes et conditions que celles décrites ci-dessous pour le PRLT (cf. point 3 ci-après).

### b) Critères liés à la performance financière du Groupe

Les critères liés à la performance financière du Groupe portent sur 75 % de la rémunération variable cible et permettent de calculer la partie correspondante de la rémunération variable annuelle de manière proportionnelle à l'évolution d'indicateurs chiffrés. Les critères quantitatifs sont au nombre de deux pour le Directeur Général et établis sur le périmètre Groupe. Ils sont au nombre de quatre pour les Directeurs Généraux délégués et établis pour moitié sur le périmètre Groupe et pour moitié sur leur périmètre de responsabilité respectif.

Si les objectifs fondés sur des critères quantitatifs sont dépassés (ou non atteints), la fraction de la rémunération cible concernée évolue proportionnellement dans la limite du plafond mentionné ci-après :

- pour le Directeur Général, les critères quantitatifs dépendent d'indicateurs liés aux performances globales du Groupe sur la base des critères équipondérés suivants :
  - évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent (37,5 % de la rémunération variable cible),
  - pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du Groupe (37,5 % de la rémunération variable cible);
- pour les Directeurs Généraux délégués, les critères quantitatifs dépendent pour moitié d'indicateurs liés aux performances globales du Groupe et pour moitié d'indicateurs liés aux performances de leur périmètre de responsabilité respectif sur la base des critères équipondérés suivants :
  - évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent (18,75 % de la rémunération variable cible),
  - pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du Groupe (18,75 % de la rémunération variable cible),
  - évolution du résultat net avant impôt de l'exercice par rapport à l'exercice précédent pour leur périmètre de responsabilité respectif (18,75 % de la rémunération variable cible),
  - pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation de leur périmètre de responsabilité respectif (18,75 % de la rémunération variable cible).

Les taux de réalisation des objectifs fondés sur des critères quantitatifs sont déterminés comme suit :

- pour les critères relatifs à l'évolution du bénéfice net par action et au résultat net avant impôt, si les objectifs fondés sur ces critères sont dépassés (ou non atteints), la fraction de la rémunération cible concernée évolue proportionnellement dans la limite d'un plafond de 130%;
- pour les critères liés au résultat brut d'exploitation du Groupe et, pour les Directeurs Généraux délégués, du périmètre de responsabilité, le taux de réalisation sera déterminé linéairement entre les bornes suivantes dans la limite d'un plafond de 130% :
  - l'atteinte de la cible budgétaire correspondra à un taux de réalisation de 100%,
  - cette cible budgétaire sera encadrée par :
    - une borne basse égale à 70 % de la cible budgétaire pour laquelle le taux de réalisation sera de 50 % (en deçà de cette borne basse, le taux de réalisation sera nul),
    - une borne intermédiaire égale à 85 % de la cible budgétaire pour laquelle le taux de réalisation sera de 80%.

#### c) Critères liés à la performance RSE du Groupe [états de durabilité] <sup>(1)</sup>

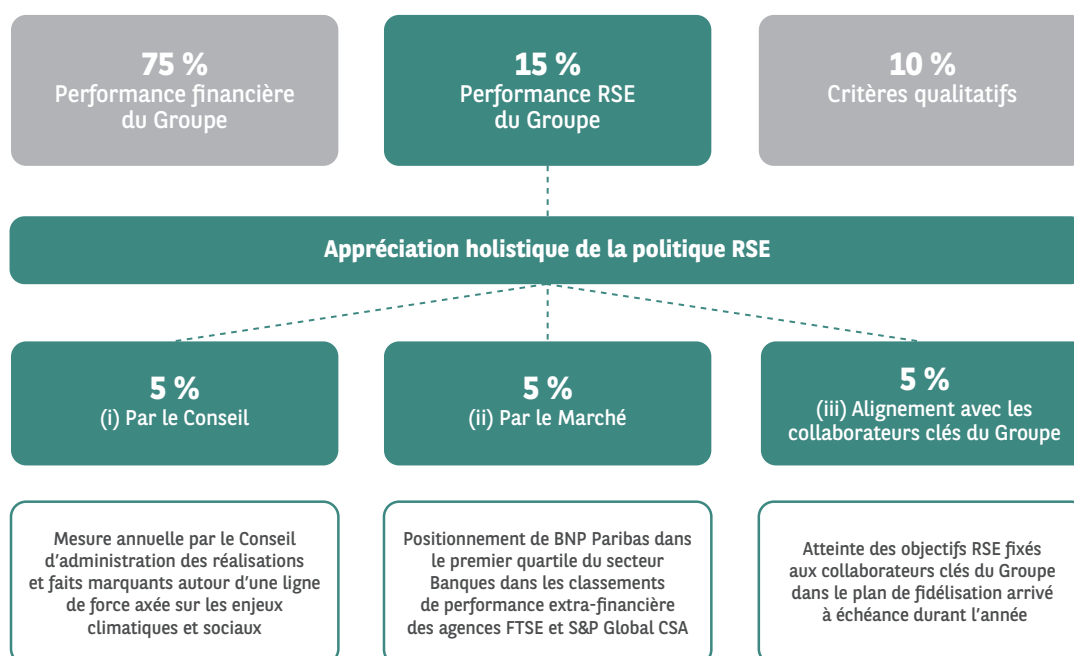
Une part de 15 % de la rémunération variable cible est liée à la performance RSE du Groupe.

L'attribution de cette fraction de la rémunération variable annuelle repose sur une mesure multicritère basée sur une approche holistique des actions entreprises par le Groupe BNP Paribas sur les plans environnemental, sociétal et social.

Dans cette optique, cette structure de rémunération intègre trois critères pondérés chacun à 5 % :

- (i) l'évaluation par le Conseil d'administration des faits marquants de l'année principalement au regard des enjeux climatiques et sociaux;
- (ii) les publications d'agences de notation extra-financière mesurant la qualité du positionnement de BNP Paribas par rapport à ses pairs en matière de RSE;
- (iii) un alignement avec les objectifs retenus en matière de RSE dans la rémunération due au titre du plan de fidélisation attribué à des collaborateurs clés du Groupe. Ces objectifs sont basés sur les quatre piliers RSE du Groupe en matière de responsabilité économique, sociale, civique et environnementale et incluent notamment des objectifs climatiques chiffrés dans le cadre de l'accompagnement des clients du Groupe vers une économie bas-carbone et de la diminution de l'empreinte environnementale du Groupe BNP Paribas.

Le Groupe BNP Paribas conditionne ainsi, depuis plusieurs années, la rémunération variable des dirigeants mandataires sociaux exécutifs à l'atteinte de critères en lien avec les objectifs climatiques du Groupe conformément au principe du Code Afep-MEDEF entré en vigueur en décembre 2022.



(1) Cette information fait partie intégrante des états de durabilité, présentés au chapitre 7.1, et est couverte par le rapport de certification des informations en matière de durabilité.

#### d) Critères qualitatifs

La part de la rémunération variable liée à l'évaluation qualitative conduite par le Conseil d'administration est de 10 % de la rémunération variable cible.

Le Conseil d'administration estime indispensable de procéder à cette évaluation qualitative, notamment compte tenu du renforcement de ses responsabilités en matière de surveillance et de contrôle prévues en particulier par le Code monétaire et

financier. Au-delà de la stratégie de la Banque qu'il lui convient d'approuver en considérant les enjeux sociaux et environnementaux, le Conseil d'administration doit exercer un pouvoir d'appréciation sur les performances des dirigeants prenant en compte les capacités d'anticipation, de décision, d'animation et d'exemplarité dans le cadre du plan stratégique 2025.

Cette appréciation se fera à la lumière de la situation économique et au regard du modèle opérationnel et intégré du Groupe.

#### Récapitulatif des critères de fixation de la rémunération variable annuelle applicables au Directeur Général et aux Directeurs Généraux délégués

Critères de détermination	% de la rémunération variable annuelle cible		Nature
	Directeur Général	Directeurs Généraux délégués	
Critères liés à la performance financière du Groupe	37,50 %	18,75 %	Évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent
	37,50 %	18,75 %	Réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du Groupe
	N.A.	18,75 %	Évolution du résultat net avant impôt du périmètre de responsabilité de l'exercice par rapport à l'exercice précédent
	N.A.	18,75 %	Réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du périmètre de responsabilité
Critères liés à la performance RSE du Groupe	15,00 %	15,00 %	Évaluation multicritère des actions entreprises par le Groupe BNP Paribas sur les plans environnemental, sociétal et social
Critères qualitatifs	10,00 %	10,00 %	Appréciation au regard de la mise en œuvre des orientations stratégiques de la Banque, notamment de son plan <i>Growth, Technology &amp; Sustainability 2025</i> , tant dans ses dimensions humaines, organisationnelles que techniques, et tenant compte du contexte général de l'année considérée

#### e) Plafond

Le Conseil d'administration s'assure de la cohérence du montant de la rémunération variable annuelle avec l'évolution des résultats du Groupe et du périmètre de responsabilité de chacun des Directeurs Généraux délégués.

En tout état de cause :

- chacun des critères liés à la performance financière du Groupe (deux dans le cas du Directeur Général et quatre dans le cas des Directeurs Généraux délégués) est plafonné à 130 % de son poids cible et ne peut ainsi atteindre un poids supérieur à respectivement 48,75 % de la rémunération variable cible pour le Directeur Général et 24,375 % pour les Directeurs Généraux délégués ;
- les critères liés à la performance RSE du Groupe ainsi que les critères qualitatifs sont plafonnés à 100 % de leur poids cible et ne peuvent ainsi donner lieu à l'attribution d'une rémunération variable annuelle supérieure à, respectivement, 15 % et 10 % de la rémunération variable cible ;
- le montant de la rémunération variable annuelle attribuée à chacun des dirigeants mandataires sociaux exécutifs est plafonné à 120 % de leur rémunération variable cible.

#### 3. Plan de rémunération à long terme (PRLT) conditionnel sur cinq ans (PRLT)

Afin d'associer les dirigeants mandataires sociaux exécutifs à la performance à moyen-long terme du Groupe BNP Paribas tout en gardant une maîtrise des risques, le Conseil d'administration a institué depuis 2011 un plan de rémunération à long terme conditionnel sur cinq ans (PRLT).

Le PRLT, dont le montant correspond au montant de la rémunération fixe de l'exercice, est partagé en deux fractions égales, l'une reconnaissant la progression intrinsèque de l'action BNP Paribas et l'autre sa surperformance potentielle par rapport à ses pairs.

##### a) Première moitié du montant attribué : performance intrinsèque de l'action

La première moitié du montant attribué dépend de l'évolution du cours de l'action <sup>(1)</sup>, sachant qu'aucun versement ne sera effectué au titre des 50 % du montant attribué si le cours de l'action BNP Paribas n'a pas progressé d'au moins 5 % entre la date d'attribution par le Conseil d'administration et l'issue du délai de cinq ans à compter de la date d'attribution.

(1) Les valeurs initiale et finale à retenir pour mesurer la progression du cours de l'action sur cinq ans sont les suivantes :

- la valeur initiale correspond à la moyenne des cours d'ouverture de l'action BNP Paribas pendant les douze mois glissants précédant la date d'attribution ;
- la valeur finale correspond à la moyenne des cours d'ouverture de l'action BNP Paribas pendant les douze mois glissants précédant la date de paiement.

Si l'action a progressé d'au moins 5 % pendant cette période, un coefficient est appliqué au montant initial, conduisant, selon l'ampleur de la progression, à le réduire ou à l'augmenter, selon le tableau ci-dessous :

Évolution du cours de l'action BNP Paribas au terme des cinq ans	Coefficient appliqué à la première moitié du montant attribué
Strictement inférieure à 5 %	0 (Pas de versement)
Supérieure ou égale à 5 % et inférieure à 10 %	40 %
Supérieure ou égale à 10 % et inférieure à 20 %	80 %
Supérieure ou égale à 20 % et inférieure à 33 %	120 %
Supérieure ou égale à 33 % et inférieure à 50 %	130 %
Supérieure ou égale à 50 % et inférieure à 75 %	150 %
Supérieure ou égale à 75 %	175 %

Ainsi, la première moitié du montant attribué ne sera intégralement versée au bout des cinq ans que dans l'hypothèse où le cours progresse de plus de 20 % sur la période de cinq ans. Le coefficient appliqué à la première moitié du montant attribué sera en tout état de cause toujours inférieur ou égal à l'évolution du cours de l'action et le montant versé à ce titre ne pourra en aucun cas dépasser 175 % du montant attribué, dans l'hypothèse où l'évolution du cours de l'action est égale ou supérieure à 75 % au bout de cinq ans.

#### b) Deuxième moitié du montant attribué : surperformance du cours de l'action BNP Paribas par rapport à ses pairs

Cette condition consiste en la mesure de l'évolution du cours de l'action BNP Paribas par rapport à celle de l'indice regroupant les principales banques de la zone euro « EURO STOXX Banks ».

Elle prend en compte la seule surperformance du cours de l'action BNP Paribas par rapport à l'évolution de l'indice moyen mesurée sur une période de douze mois précédant la date d'attribution comparée à la moyenne de ce même indice calculée sur une période de douze mois qui précède le paiement. La deuxième moitié du montant cible du PRLT ne sera intégralement versée que si l'action BNP Paribas surperforme l'indice d'au moins 10 %.

Performance relative du titre BNP Paribas par rapport à la performance de l'indice EURO STOXX Banks	Coefficient appliqué à la deuxième moitié du montant attribué
Inférieure ou égale à 0 point	0 %
De 0 point à 5 points compris	50 %
De 5 points à 10 points compris	80 %
Supérieure à 10 points	100 %

Le montant ainsi déterminé par l'application de chacune des conditions pendant la durée de cinq ans du plan correspond à la rémunération versée dans le cadre du PRLT.

#### c) Plafond

Conformément aux dispositions de l'article L.511-78 du Code monétaire et financier relatives au plafonnement de la part variable attribuée par rapport à la part fixe, la rémunération variable totale attribuée, comprenant l'attribution au titre du PRLT, ne peut excéder, conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 14 mai 2024, deux fois la rémunération fixe. Pour le calcul du ratio, un taux d'actualisation pourra en outre être appliqué à un quart au plus de la rémunération variable totale pour autant que le paiement s'effectue sous la forme d'instruments différés pour une durée d'au moins cinq ans.

#### d) Paiement du PRLT

En fonction de l'évolution du cours de l'action BNP Paribas, la première moitié du montant versée au titre du PRLT ne pourra en

aucun cas dépasser 175 % par rapport au montant initial attribué. Le paiement au titre de la deuxième moitié du montant attribué ne pourra en aucun cas dépasser le montant initial attribué.

Ainsi, aucun paiement au titre du PRLT ne pourra en tout état de cause excéder 137,5 % de sa valeur d'attribution.

#### e) Condition de présence

Le règlement du PRLT prévoit une condition de présence pendant toute la durée du plan. Le départ du Groupe entraîne la suppression du paiement du PRLT. Toutefois, en cas de départ à la retraite ou de décès après le terme de la première année du plan, les versements seraient effectués sous réserve de la réalisation des conditions de performance et de l'appréciation du Conseil d'administration.

#### f) Malus et claw-back

Le règlement du PRLT prévoit des clauses dites de « malus » et « claw-back ». Ainsi, dans l'hypothèse où le bénéficiaire viendrait à adopter un comportement ou se rendrait coupable d'agissements non conformes aux attentes de BNP Paribas, telles qu'elles sont notamment définies en matière de :

- (i) respect du Code de conduite, des règles internes, des réglementations; et
- (ii) d'évaluation et de maîtrise des risques,

Le Conseil d'administration pourra être amené à décider non seulement de ne pas procéder au versement du montant prévu, que le bénéficiaire soit présent ou non, mais également de demander la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées au titre des plans précédents sur une période de cinq ans.

De même, ce règlement prévoit qu'en cas de mise en œuvre d'une mesure de résolution bancaire en application du Code monétaire et financier, les droits au titre du PRLT seront définitivement annulés.

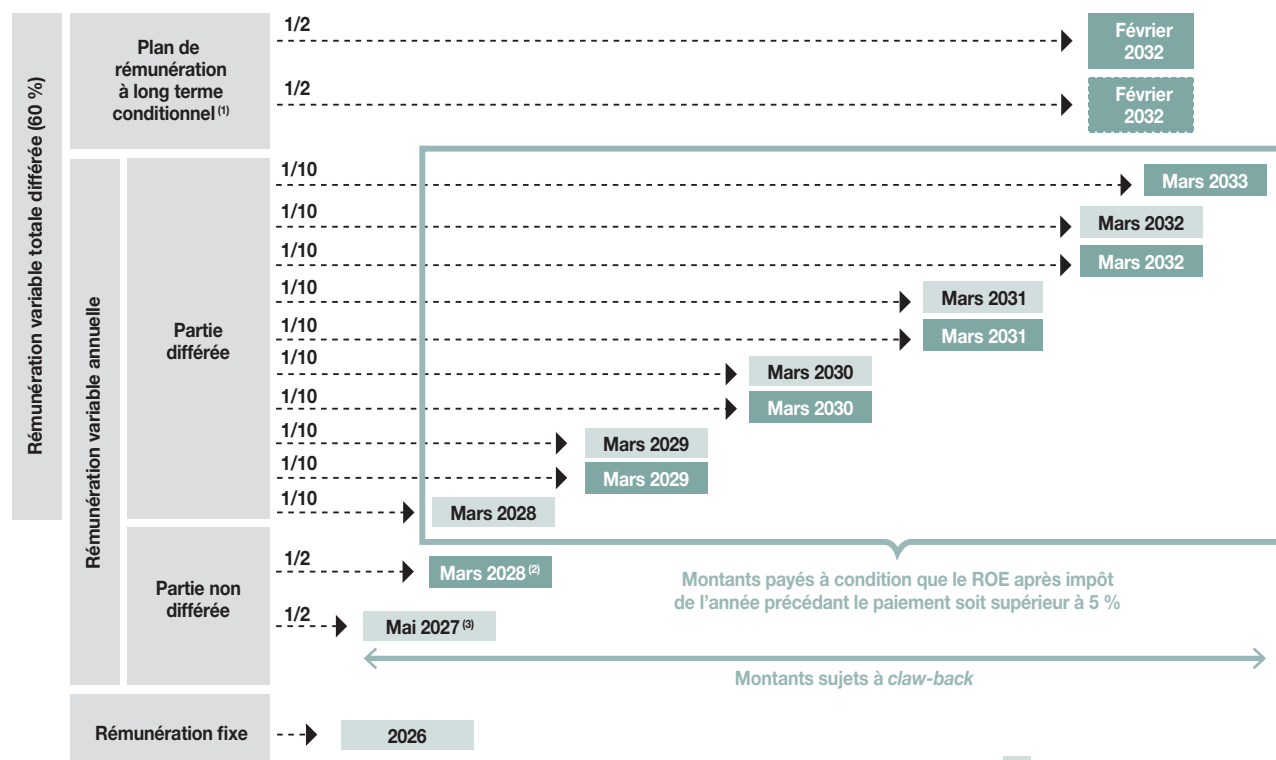
Le Conseil d'administration se réserve le droit de modifier à la baisse l'attribution au titre du PRLT notamment en cas de non-respect du plafond mentionné ci-dessus.

#### 4. Modalités de paiement de la rémunération des mandataires sociaux exécutifs au titre de 2025 après prise en compte des orientations de l'ABE

Les modalités de paiement de la rémunération variable des dirigeants mandataires sociaux exécutifs du Groupe BNP Paribas,

conformes aux dispositions du Code monétaire et financier et aux Orientations de l'ABE sur les politiques de rémunération, sont les suivantes :

- 60 % de la rémunération variable totale est différée sur cinq ans, dont le plan de rémunération variable à long terme intégralement différé à 5 ans;
- la partie non différée de la rémunération variable est payée :
  - pour moitié en numéraire en mai de l'année d'attribution, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires dans les conditions prévues à l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, et
  - pour moitié en numéraire indexé sur la performance du titre BNP Paribas depuis l'attribution, à l'issue d'une période de rétention entre la date d'attribution (la date d'attribution correspondant à la décision du Conseil d'administration) et mars de l'année suivant l'année d'attribution, soit une période de rétention d'au moins un an;
- la partie différée de la rémunération variable annuelle sera payée annuellement par cinquième sur cinq ans, la première échéance n'étant versée qu'à l'issue d'une période de différé d'un an minimum à compter de la date d'attribution de la rémunération variable. Chaque échéance sera payée :
  - pour moitié en numéraire en mars de chaque année, et
  - pour moitié en numéraire indexé sur la performance du titre BNP Paribas depuis l'attribution, en mars de l'année suivante, à l'issue d'une période de rétention d'un an,
  - sous réserve que le ROE après impôt du Groupe, au titre de l'année précédant le paiement, soit supérieur à 5%.



(1) Le PRLT est un plan de rémunération à long terme ; le versement interviendra à l'issue de la période de cinq ans.

(2) Versement à l'issue d'une période de rétention d'un an à compter de la date d'attribution de la rémunération variable annuelle.

(3) Attribution en mars 2027 et paiement reporté en mai 2027 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires dans les conditions prévues à l'article L.22-10-34 II du Code de commerce.

- Numéraire
- Numéraire indexé sur le cours de l'action BNP Paribas
- Numéraire indexé sur la performance relative du titre BNP Paribas par rapport à la performance de l'indice EURO STOXX Banks

#### IV. RÉMUNÉRATION EXCEPTIONNELLE

Aucune rémunération exceptionnelle ne pourra être attribuée aux administrateurs, au Président du Conseil d'administration, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux délégués.

#### V. AVANTAGES EN NATURE

Le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués peuvent disposer d'une voiture de fonction.

#### VI. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions.

#### VII. ACTIONS DE PERFORMANCE

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'attributions d'actions de performance ou d'actions gratuites.

## VIII. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

### 1. Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucune compensation contractuelle au titre de la cessation de leur mandat.

### 2. Indemnité de fin de carrière

Les dirigeants mandataires sociaux, à l'exception des Directeurs Généraux délégués, ne perçoivent pas d'indemnité de fin de carrière en cas de départ en retraite.

Les Directeurs Généraux délégués bénéficient des dispositions applicables aux collaborateurs de BNP Paribas (SA) en matière d'indemnité de fin de carrière en fonction de leur situation contractuelle initiale.

### 3. Régime de retraite supplémentaire

Les dirigeants mandataires sociaux bénéficient uniquement du Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) du Groupe BNP Paribas (régime de retraite supplémentaire à cotisations définies) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).

### 4. Régimes de prévoyance

Le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués bénéficient des dispositifs de prévoyance flexible en matière d'assurance décès, incapacité et invalidité, ainsi que des garanties de la Mutuelle du Groupe BNP Paribas au titre de la couverture des frais de santé dans les conditions applicables à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).

Ils bénéficient par ailleurs du dispositif de la Garantie Vie Professionnelle Accidents (assurance décès et invalidité) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).

Le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués bénéficient également d'une couverture complémentaire mise en place au bénéfice des membres du Comité Exécutif du Groupe, offrant un capital complémentaire de 1,10 million d'euros en cas de décès ou d'invalidité permanente totale. La cotisation patronale au titre de ce régime est traitée en avantage en nature.

### 5. Convention de non-concurrence

Il est rappelé que le Directeur Général a conclu avec BNP Paribas (SA) une convention de non-concurrence en date du 25 février 2016. Cette convention a été approuvée par l'Assemblée Générale du 26 mai 2016 conformément aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Au titre de cette convention, dans l'hypothèse où il cesserait d'assurer quelque fonction ou activité que ce soit au sein de BNP Paribas, M. Jean-Laurent Bonnafé s'engage à n'exercer aucune activité durant douze mois, directement ou indirectement, au bénéfice d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'investissement ou d'une entreprise d'assurance dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé en France ou hors de France non plus qu'en France au bénéfice d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'investissement ou d'une entreprise d'assurance dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé. Les décisions pour l'application de la convention seront prises en temps voulu avec sincérité et loyauté.

Au titre de cette convention, le Directeur Général percevrait une indemnité d'un montant égal à 1,2 fois la somme de sa rémunération fixe et de sa rémunération variable (hors PRLT) perçue au cours de l'année précédant son départ. Le règlement de l'indemnité interviendra mensuellement par douzième.

Conformément aux recommandations du Code Afep-MEDEF et à l'article R.22-10-14 du Code de commerce prévoyant que le versement d'une indemnité de non-concurrence doit être exclu si l'intéressé fait valoir ses droits à la retraite ou s'il a dépassé l'âge de 65 ans et aux stipulations de ladite convention de non-concurrence, le Conseil d'administration et le Directeur Général ont confirmé respecter pleinement cette disposition.

## IX. PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES ACCORDÉS AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Les mandataires sociaux de BNP Paribas ainsi que leur conjoint et leurs enfants à charge peuvent se voir accorder des prêts.

Ces prêts, constitutifs d'opérations courantes, sont consentis à des conditions normales, conformément à la procédure d'application relative aux conflits d'intérêts en matière de prêts et autres transactions accordés aux Membres de l'organe de direction et à leurs parties liées.



## B) Éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice soumis au vote ex post des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 12 mai 2026 en application de l'article L.22-10-34 du Code de commerce

La rémunération totale des mandataires sociaux, telle que décrite ci-dessous, est conforme à la politique de rémunération adoptée lors de l'Assemblée Générale du 12 mai 2026.

### I. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

(Montants en euros)

Administrateurs	Montants versés en 2024 au titre de l'exercice (pour rappel)	Montants versés en 2025 au titre de l'exercice
ASCHENBROICH Jacques	163 777	145 006
BONNAFÉ Jean-Laurent	76 777	77 391
BRISAC Juliette	111 033	114 586
De CHALENDAR Pierre André <sup>(1)</sup>	71 254	N.A.
CHORT Valérie <sup>(2)</sup>	N.A.	81 656
COHEN Monique	187 485	164 450
EPAILLARD Hugues <sup>(3)</sup>	147 247	137 307
GUILLOU Marion <sup>(4)</sup>	130 065	35 344
LEMIERRE Jean	76 777	77 391
LEPOULTIER Vanessa <sup>(3)(5)</sup>	95 872	111 782
LOGGHE Lieve	130 391	144 176
LOMBARD Marie-Christine <sup>(6)</sup>	97 206	103 238
De MAZIÈRES Bertrand <sup>(7)</sup>	N.A.	82 137
NOYER Christian	147 356	178 070
PETER Nicolas <sup>(8)</sup>	N.A.	77 444
POUPARD Guillaume <sup>(9)</sup>	N.A.	79 369
SCHWARZER Daniela	179 220	157 197
STRAATHOF Annemarie <sup>(10)</sup>	84 223	132 693
TILMANT Michel <sup>(11)</sup>	139 961	46 105
VERRIER Sandrine <sup>(3)(12)</sup>	11 356	N.A.
<b>TOTAL</b>	<b>1 850 000</b>	<b>1 945 342</b>

(1) Administrateur jusqu'au 14 mai 2024.

(2) Administratrice à compter du 13 mai 2025.

(3) Montant reversé à l'organisation syndicale correspondante.

(4) Administratrice jusqu'au 12 mai 2025.

(5) Administratrice à compter du 16 février 2024.

(6) Administratrice à compter du 10 janvier 2024.

(7) Administrateur à compter du 13 mai 2025.

(8) Administrateur à compter du 13 mai 2025.

(9) Administrateur à compter du 13 mai 2025.

(10) Administratrice à compter du 14 mai 2024.

(11) Administrateur jusqu'au 12 mai 2025.

(12) Administratrice jusqu'au 15 février 2024.

Pour information, les règles de répartition des rémunérations des administrateurs sont les suivantes :

	Part fixe <sup>(1)</sup>	Part fonction de la participation effective
		Séance programmée ou ad hoc
Administrateurs résidant en France	27 000 €	3 800 €/séance
Administrateurs résidant hors de France	27 000 €	5 000 €/séance <sup>(2)</sup>
Présidents des Comités spécialisés : CGEN et Comité des rémunérations		6 500 €/séance
Membres des CGEN et Comité des rémunérations		3 500 €/séance
Présidents des Comités spécialisés : CCIRC, Comité des comptes et Séance commune		6 700 €/séance
Membres des CCIRC, Comité des comptes et Séance commune		3 700 €/séance

(1) La part fixe est calculée prorata temporis de la durée du mandat pendant l'année considérée.

(2) Ou 3 800 € par séance si la participation est assurée par un moyen de télécommunication.

Les administrateurs élus par les salariés et l'administratrice représentant les salariés actionnaires perçoivent une rémunération au titre de leur contrat de travail.

Au 31 décembre 2025, la composition du Conseil d'administration respecte l'obligation de parité de genre prévue par l'article L.225-18-1 du Code de commerce.

Par ailleurs, la rémunération des administrateurs est neutre du point de vue du genre. Elle est composée d'une part forfaitaire et d'une part déterminée en fonction de la participation effective aux séances sur la base des règles de répartition présentées ci-dessus.

## II. RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

### 1. Détails relatifs à la rémunération variable annuelle des dirigeants mandataires sociaux exécutifs

#### a) Appréciation de la réalisation des objectifs fixés pour l'exercice 2025

Le Conseil d'administration du 4 février 2026 a procédé à l'évaluation de la réalisation des objectifs, conformément à la politique de rémunération.

##### Critères liés à la performance du Groupe

Concernant le critère lié à l'évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent, sa mesure pour le Directeur Général M. Jean-Laurent Bonnafé, en pourcentage de la rémunération variable cible, s'élève à 40,33 % pour l'exercice 2025 (20,17 % pour les Directeurs Généraux délégués, MM. Yann Gérardin et Thierry Laborde).

Concernant le critère lié à la réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du Groupe, sa mesure pour le Directeur Général M. Jean-Laurent Bonnafé, en pourcentage de la rémunération variable cible, s'élève à 37,11 % pour l'exercice 2025 (18,55 % pour les Directeurs Généraux délégués, MM. Yann Gérardin et Thierry Laborde).

En complément, pour les Directeurs Généraux délégués, MM. Yann Gérardin et Thierry Laborde :

- concernant le critère lié à l'évolution du résultat net avant impôt de l'exercice par rapport à l'exercice précédent, relatif au périmètre sous responsabilité, sa mesure, en pourcentage de la rémunération variable cible, s'élève à 18,97 % pour le périmètre CIB et 20,82 % pour le périmètre CPBS ;
- concernant le critère lié à la réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du périmètre sous responsabilité, sa mesure, en pourcentage de la rémunération variable cible, s'élève à 19,31 % pour le périmètre CIB et 18,82 % pour le périmètre CPBS.

	2024	2025	Variation	Application à 37,5% de la rémunération variable annuelle cible
<b>Directeur Général – M. Jean-Laurent BONNAFÉ</b>				
Bénéfice net par action	9,57	10,29	7,55 %	40,33 %
Résultat brut d'exploitation	Budget 2025 <sup>(1)</sup> : 20 060 M€	Réalisé : 19 849 M€	- 1,05 %	37,11 %

(1) Ces données sont calculées en utilisant le cours de change moyen de l'exercice 2025.

	2024	2025	Variation	Application à 18,75% de la rémunération variable annuelle cible
<b>Directeurs Généraux délégués – MM. Yann GÉRARDIN et Thierry LABORDE</b>				
<b>Groupe</b>				
Bénéfice net par action	9,57	10,29	7,55 %	20,17 %
Résultat brut d'exploitation	Budget 2025 <sup>(1)</sup> : 20 060 M€	Réalisé : 19 849 M€	- 1,05 %	18,55 %
<b>Périmètre de responsabilité – CIB</b>				
Résultat net avant impôt	7 418 M€ <sup>(2)</sup>	7 506 M€	1,19 %	18,97 %
Résultat brut d'exploitation	Budget 2025 <sup>(1)</sup> : 7 705 M€	Réalisé : 7 936 M€	3,00 %	19,31 %
<b>Périmètre de responsabilité – CPBS</b>				
Résultat net avant impôt	7 034 M€ <sup>(2)</sup>	7 812 M€	11,06 %	20,82 %
Résultat brut d'exploitation	Budget 2025 <sup>(1)</sup> : 10 992 M€	Réalisé : 11 031 M€	0,36 %	18,82 %

(1) Ces données sont calculées en utilisant le cours de change moyen de l'exercice 2025.

(2) Afin de présenter une référence homogène par rapport à l'exercice 2025, les résultats de l'exercice 2024 ont été recomposés pour prendre en compte notamment l'évolution des fonds propres normalisés au niveau des métiers ainsi que l'impact du recentrage géographique du métier PF. Cette recomposition a été présentée au marché le 28 mars 2025.

### Critères liés à la performance RSE du Groupe

Le Conseil d'administration a examiné la réalisation de la mesure multicritère au regard des trois critères liés à la performance RSE du Groupe prévus dans la politique de rémunération et pondérés chacun à 5 %.

#### (i) Appréciation de la politique RSE par le Conseil d'administration

Concernant l'évaluation qualitative, le Conseil d'administration a considéré ce critère accompli compte tenu des faits marquants de l'année 2025 au regard des enjeux environnementaux et sociaux.

BNP Paribas a poursuivi en 2025 ses actions en matière de finance durable. L'ensemble des activités du Groupe a contribué à financer la transition énergétique et écologique dans tous les secteurs de l'économie, et a œuvré en faveur de l'inclusion financière et sociale. Ceci s'est traduit par des résultats et des faits marquants notables.

BNP Paribas est au premier rang mondial pour la troisième année consécutive en termes d'obligations et de crédits durables en 2025 selon Dealogic avec 69 milliards de dollars américains. Le magazine *International Financing Review* (IFR) a attribué au Groupe au titre de 2025 le prix de la *Sustainable Finance House of the Year* pour la troisième année consécutive. Et, pour la douzième année consécutive, BNP Paribas fait partie des 100 entreprises les plus durables au monde selon le magazine *Corporate Knights*.

En application de la réglementation européenne *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD), le Groupe a publié en mars 2025 ses premiers États de durabilité.

#### Sur l'accompagnement des clients dans la transition vers une économie bas-carbone :

- accroissement de l'encours de crédit aux énergies bas-carbone, principalement renouvelables, avec une augmentation de 37 % des financements en faveur de celles-ci entre fin septembre 2022 et fin septembre 2025, afin d'atteindre 38,3 milliards d'euros à fin septembre 2025, soit 82 % des financements liés à la production d'énergie;
- poursuite de la décarbonation du portefeuille de crédit pour neuf secteurs clés;
- soutien à la production et au transport des énergies bas-carbone, et à la production de batteries en Europe :
  - énergie éolienne, avec la participation à un financement de projet de 3,6 milliards de livres sterling pour *East Anglia Three* en Mer du Nord (Royaume-Uni), une des plus grandes fermes éoliennes au monde pouvant produire 1,4 GW,
  - réseaux, avec la première émission obligataire verte européenne de 1,1 milliard d'euros de l'énergéticien Eurogrid pour intégrer les énergies renouvelables au réseau,
  - batteries, avec la participation au paquet de financement de 2,2 milliards d'euros accordé à *Vulcan Energy* pour financer la construction d'un projet innovant de lithium et d'énergie renouvelable en Allemagne;

- appui à la décarbonation des processus de production de l'industrie :

- financement de 1,7 milliard d'euros pour le projet d'envergure de décarbonation de la sidérurgie par l'entreprise allemande SHS,
- financement de 1,1 milliard d'euros pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise chimique Solvay;

- poursuite de la transformation du secteur du transport :

- prêt d'un milliard d'euros (dont un *sustainability-linked loan* et un prêt vert) pour l'entreprise de transport public italienne *Ferrovie Nord Milano*, visant à financer la production d'hydrogène pour alimenter les trains locaux,
- *sustainability-linked loan* de 700 millions d'euros pour le leader européen de la location de véhicules frigorifiques Petit Forestier, visant notamment à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'augmentation du tri et du recyclage des déchets;

- annonce de nouveaux objectifs ambitieux en matière de rénovation énergétique et de mobilité durable :

- accompagner 400 000 rénovations énergétiques de logements en Europe en 2025 et 2026,
- atteindre un total de 400 000 véhicules électriques loués par Arval dans le monde d'ici fin 2026.

#### Sur les activités d'investissement durable :

- closing final du fonds BNP Paribas *Solar Impulse Venture Fund*, abondé par BNP Paribas à hauteur de 50 %, pour un montant total de 172 millions d'euros, permettant la réalisation de quatre nouveaux investissements en 2025;
- deux premiers investissements du *Future Forest Fund* géré par BNP Paribas Asset Management et IWC en faveur de la gestion durable de 8 550 hectares de forêts aux États-Unis.

#### Sur les actions en faveur de l'économie circulaire, de la protection de la biodiversité et notamment de l'Océan et des écosystèmes côtiers :

- BNP Paribas 3StepIT, lancé en 2019, propose aux entreprises une solution de gestion circulaire de leur matériel IT. Le Groupe a inauguré début 2025 un nouveau centre de reconditionnement et de remarketing de BNP Paribas 3StepIT à côté de Paris, avec une capacité de reconditionnement de 400 000 équipements par an;
- 740 millions d'euros d'obligations bleues pour les banques de développement CAF et CABI en Amérique du Sud, la banque publique du Chili BancoEstado et l'entreprise Saur;
- 150 millions d'euros de placements privés bleus de BNP Paribas (dont produits structurés bleus) dans l'objectif de mobiliser les marchés de capitaux sur cette thématique;
- partenariat avec Everland pour une initiative d'*outcome bond* finançant des projets de conservation dans l'Amazonie centrés sur les communautés locales via les marchés carbone;

- appel à projet de la Fondation BNP Paribas pour soutenir la recherche scientifique sur les écosystèmes marins et côtiers à hauteur de 7 millions d'euros entre 2026 à 2028 via son programme *Climate & Biodiversity initiative*.

Sur les actions en faveur des collaborateurs :

- écoute des collaborateurs avec la troisième édition de l'enquête *Conduct & Inclusion 2025* démontrant une large adhésion des collaborateurs à la politique Diversité & Inclusion du Groupe avec des résultats globaux robustes ;
- progression de la mixité au sein de la population des *Senior Managers Positions* (SMP) avec un taux de 41 % à fin 2025 et du Comité Exécutif du Groupe avec un taux de 42 % à fin 2025, au-delà des objectifs de 40% de femmes fixés pour 2025 ;
- renforcement des actions de prévention du bien-être et de la santé des collaborateurs dans le cadre de l'enrichissement du programme *We Care* : 98 % (vs 93 % en 2024) des collaborateurs du Groupe sont couverts en 2025 par un *Employee Assistance Program* afin de gérer au mieux leur santé mentale au quotidien ou en cas d'événements traumatisants ;
- renforcement des actions de formation et de développement des compétences des collaborateurs. En cohérence avec le plan GTS, sur la partie *Technology*, le Groupe a lancé en 2025 la *Tech Academy*, une offre de formation dédiée à la technologie ;
- maintien du score d'engagement des collaborateurs du Groupe à un niveau élevé (81 %), mesuré autour des thématiques de la fierté d'appartenance au Groupe, de l'adhésion à la stratégie et de l'implication dans le travail.

Sur les actions en faveur de l'inclusion sociale et financière :

- rôle majeur dans l'émission d'une obligation sociale de 3,4 milliards d'euros de la République du Chili pour financer entre autres des programmes en faveur des populations vulnérables, du logement abordable et des services de santé essentiels ;

En conséquence, la mesure multicritère, en pourcentage de la rémunération variable cible, s'élève à 15 % pour l'exercice 2025 pour le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués.

RSE - Appréciation de la politique RSE				
	(i) Par le Conseil	(ii) Par le marché	(iii) Alignement avec les collaborateurs clés	Mesure multicritère
Poids	5,00 %	5,00 %	5,00 %	
Mesure	5,00 %	5,00 %	5,00 %	15,00 %

**Critères qualitatifs**

Le Conseil d'administration apprécie la part qualitative de la rémunération variable annuelle au regard de la mise en œuvre des critères prévus dans la politique de rémunération.

En ce qui concerne l'exercice 2025, le Conseil d'administration a principalement retenu et considéré comme accomplis pour M. Jean-Laurent Bonnafé, en tant que Directeur Général :

- un résultat net part du Groupe en progression en 2025 par rapport à 2024, porté par de bonnes performances opérationnelles, ainsi qu'une structure financière solide marquée par la génération organique de capital ;

- BNP Paribas a émis une obligation sociale, à laquelle Consors Finanz (filiale de BNP Paribas Personal Finance en Allemagne) a contribué depuis l'été 2025. Consors y apporte un portefeuille éligible de plus de 550 millions d'euros, correspondant à plus de 6 100 prêts à vocation sociale – consolidation sécurisée de dettes pour des personnes exclues du système bancaire traditionnel – et 7 900 bénéficiaires identifiés. Personal Finance rejoint ainsi la Banque Commerciale en France, première entité du Groupe à avoir contribué à l'obligation sociale ;

- progression de Nickel avec 4,94 millions de comptes ouverts à fin 2025 (plus de 600 000 nouveaux comptes) avec un réseau de 13 370 points de vente à fin 2025 et élargissement de son offre d'inclusion financière avec les lancements de son premier produit d'épargne en France avec Cetelem et d'un partenariat stratégique avec Bpost en Belgique permettant de devenir en 2025 le premier réseau de compte courant en Belgique, avec plus de 1 100 points de vente au total sur le territoire.

*(ii) Appréciation de la politique RSE par le marché*

Le critère lié au positionnement du Groupe par rapport à ses pairs en matière de RSE dans les classements de performance extra-financière des agences *FTSE* et *S&P Global Corporate Sustainability Assessment* est atteint : BNP Paribas se positionne dans le 1<sup>er</sup> quartile du secteur Banques des deux agences précitées.

Par ailleurs, il est proposé, pour l'exercice 2026, de conserver les deux agences de notation, *FTSE* et *S&P Global Corporate Sustainability Assessment* pour la mesure de la rémunération variable annuelle attribuée au titre de ce 2<sup>e</sup> critère de la part RSE.

*(iii) Appréciation de la politique RSE par l'alignement avec les collaborateurs clés du Groupe*

Concernant le critère d'alignement avec les collaborateurs clés du Groupe, la mesure des objectifs RSE trisannuels fixés aux collaborateurs clés du Groupe dans le plan de fidélisation a permis de constater la condition comme satisfaite.

- une bonne dynamique enclenchée en 2025, qui permet de confirmer la trajectoire de croissance à l'horizon 2026 et qui contribuera à l'amélioration du rendement pour l'actionnaire ;
- son implication dans la finalisation de l'accord d'acquisition d'AXA Investment Managers et dans la mise en place d'un partenariat avec AXA, qui constituent une initiative majeure pour faire de BNP Paribas un leader européen dans la gestion de l'épargne, ainsi que dans le processus d'intégration opérationnelle ;

- son implication dans la signature de l'accord de cession par le Groupe de sa participation dans *AG Insurance* et dans la formalisation d'un partenariat à long terme avec Ageas portant sur l'épargne, la protection, l'assurance dommage, ainsi que sur des investissements dans certaines classes d'actifs;
- son rôle déterminant dans l'accélération des cessions d'actifs et d'activités non stratégiques du Groupe;
- son rôle moteur dans la poursuite des efforts de transformation et d'amélioration de l'efficacité opérationnelle du Groupe, notamment au travers d'investissements significatifs dans les nouvelles technologies du numérique;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie RSE du Groupe afin de contribuer à une économie bas-carbone en 2050, ainsi que la publication pour la première fois en 2025 des états de durabilité;
- son rôle dans la féminisation des instances dirigeantes, ainsi que son implication dans l'ensemble des piliers de la politique de diversité et d'inclusion du Groupe;
- la préparation du lancement du prochain plan stratégique, avec notamment la définition et la mise en œuvre d'une gouvernance adéquate, dont la nomination de deux nouveaux Directeurs Généraux Adjointes du Groupe.

Pour M. Yann Gérardin, en tant que Directeur Général délégué en charge du pôle Corporate & Institutional Banking (CIB) et en cohérence avec les appréciations proposées pour M. Jean-Laurent Bonnafé :

- la croissance des revenus de CIB supérieure au budget, se traduisant par des gains de parts de marché dans tous les métiers et dans toutes les régions, tout en assurant une bonne maîtrise des coûts et des risques;
- l'avance de CIB sur tous ses objectifs du plan stratégique GTS à fin 2025;
- des taux de satisfaction élevés et en croissance, tant de la part des clients que des collaborateurs;
- son implication dans l'accélération des synergies avec les pôles CPBS et IPS dans la mise en œuvre du modèle intégré de BNP Paribas au sein de CIB, ainsi que dans l'accompagnement transrégional des clients;
- son rôle dans le renforcement continu du modèle opérationnel afin d'accompagner la croissance de CIB, tout en réduisant les risques, notamment par une accélération du recours aux nouvelles technologies du numérique;
- sa contribution dans le renforcement de la dimension Conduct, l'approfondissement des travaux sur la culture du risque et la finalisation de programmes de remédiation majeurs en ligne avec les engagements pris;

- la réaffirmation de la position de leader de CIB en matière de RSE;
- la préparation du lancement du prochain plan stratégique, avec notamment la définition et la mise en œuvre d'une gouvernance adéquate, dont la nomination d'un nouveau Directeur Général de CIB.

Pour M. Thierry Laborde, en tant que Directeur Général délégué en charge du pôle Commercial, Personal Banking & Services (CPBS) et en cohérence avec les appréciations proposées pour M. Jean-Laurent Bonnafé :

- la bonne progression des résultats de CPBS, marqués par une forte hausse des revenus des banques commerciales et un redressement de la profitabilité organique des métiers spécialisés;
- son implication dans le lancement ou l'extension des plans de transformation des différents métiers de CPBS, ainsi que dans le lancement d'initiatives transverses en matière de transformation technologique et de maîtrise des dépenses;
- sa contribution à l'amélioration continue de l'expérience client;
- son rôle de sponsor de l'initiative transverse Mobilité du plan stratégique GTS, avec une progression de près d'un milliard d'euros de revenus entre 2021 et 2025 et l'entrée d'Arval en négociations exclusives avec Mercedes-Benz Group en vue d'acquies Athlon, ce qui serait une étape majeure dans la stratégie de BNP Paribas Mobility;
- son rôle moteur au sein des instances interbancaires en faveur de la transformation du marché des paiements en Europe, avec notamment le succès de Wero, tant par l'usage qu'en font les clients que par la couverture géographique;
- son engagement dans la poursuite de l'intégration de la dimension RSE au sein des métiers de CPBS;
- la préparation du lancement du prochain plan stratégique, avec notamment la définition et la mise en œuvre d'une gouvernance adéquate, dont la nomination d'un nouveau responsable des banques commerciales de la zone euro.

## Synthèse

Après prise en compte de l'ensemble des critères de fixation de la rémunération variable annuelle, et de l'évolution des résultats opérationnels du Groupe, le Conseil d'administration, sur la proposition du Comité des rémunérations, a fixé la rémunération variable annuelle attribuée au titre de 2025 à :

- 2 356 120 euros pour M. Jean-Laurent Bonnafé (représentant 102,44 % de sa rémunération variable annuelle cible);
- 1 836 000 euros pour M. Yann Gérardin (représentant 102,00 % de sa rémunération variable annuelle cible);
- 1 116 288 euros pour M. Thierry Laborde (représentant 103,36 % de sa rémunération variable annuelle cible).

Le résultat de chaque critère est détaillé dans le tableau suivant :

		Critères quantitatifs				Critères liés à la performance RSE	Critères qualitatifs	Variable annuel au titre de 2025	Rappel du variable annuel cible
		BNPA <sup>(2)</sup>	RBE <sup>(3)</sup>	RNAI <sup>(4)</sup>	RBE <sup>(5)</sup>				
		Groupe	Groupe	Métier	Métier				
Jean-Laurent BONNAFÉ	Poids <sup>(1)</sup>	37,50 %	37,50 %			15,00 %	10,00 %		
	Mesure <sup>(1)</sup>	40,33 %	37,11 %			15,00 %	10,00 %	2 356 120	2 300 000
Yann GÉRARDIN	Poids <sup>(1)</sup>	18,75 %	18,75 %	18,75 %	18,75 %	15,00 %	10,00 %		
	Mesure <sup>(1)</sup>	20,17 %	18,55 %	18,97 %	19,31 %	15,00 %	10,00 %	1 836 000	1 800 000
Thierry LABORDE	Poids <sup>(1)</sup>	18,75 %	18,75 %	18,75 %	18,75 %	15,00 %	10,00 %		
	Mesure <sup>(1)</sup>	20,17 %	18,55 %	20,82 %	18,82 %	15,00 %	10,00 %	1 116 288	1 080 000

(1) En pourcentage de la rémunération variable annuelle cible.

(2) Évolution du bénéfice net par action (BNPA) de l'exercice par rapport à l'exercice précédent.

(3) Pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation (RBE) Groupe.

(4) Évolution du résultat net avant impôt (RNAI) de l'exercice par rapport à l'exercice précédent. Yann Gérardin : périmètre CIB/Thierry Laborde : périmètre CPBS.

(5) Pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation (RBE). Yann Gérardin : périmètre CIB/Thierry Laborde : périmètre CPBS.

## b) Modalités et conditions de paiement

■ Les modalités de paiement des rémunérations variables des dirigeants mandataires sociaux exécutifs du Groupe BNP Paribas au titre de l'exercice 2025, conformes aux dispositions du Code monétaire et financier et aux Orientations de l'ABE sur les politiques de rémunération du 2 juillet 2021, sont les suivantes :

- 60 % de la rémunération variable annuelle est différée pendant cinq ans, à raison d'un cinquième par an ;
- la partie non différée de la rémunération variable annuelle est payée pour moitié en mai 2026 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires dans les conditions de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce ; et pour moitié en mars 2027, indexée sur la performance du titre BNP Paribas depuis l'attribution ;

– la partie différée de la rémunération variable sera payée par cinquième à compter de 2027. Chaque paiement sera versé pour moitié en mars de chaque année ; et pour moitié en mars de l'année suivante, indexé sur la performance du titre BNP Paribas depuis l'attribution. Le dernier paiement au titre de l'exercice 2025 sera donc effectué en mars 2032.

- En outre, le paiement annuel de la rémunération variable différée est soumis à la condition que le ROE après impôt du Groupe, au titre de l'année précédant le paiement, soit supérieur à 5 %.

Le Conseil d'administration a constaté que cette condition de performance a été atteinte sur l'exercice 2025 et qu'en conséquence les rémunérations différées payables en 2026 au titre des plans antérieurs seront effectivement versées.

## 2. Détails relatifs au plan de rémunération long terme (PRLT) conditionnel sur cinq ans

### Montants de PRLT attribués en 2026

Conformément à la politique de rémunération, le Conseil d'administration, sur la proposition du Comité des rémunérations, a fixé les montants de PRLT attribués en 2026.

Le montant attribué au titre du PRLT est égal au montant de la rémunération variable annuelle cible au titre de 2025.

PRLT attribué le 4 février 2026 (en euros)	Montant attribué <sup>(1)</sup>	Valorisation du montant attribué en juste valeur <sup>(2)</sup>
Jean-Laurent BONNAFÉ	2 300 000	915 630
Yann GÉRARDIN	1 800 000	716 580
Thierry LABORDE	1 080 000	429 948

(1) Cf. explications ci-dessus.

(2) Juste valeur conforme aux normes IFRS du montant attribué. Ce calcul est effectué par un expert indépendant.



### 3. Proportion relative de la rémunération fixe et variable des dirigeants mandataires sociaux

Le plafond de la rémunération variable totale prévu à l'article L.511-78 du Code monétaire et financier est respecté. En application de l'article L.511-79 du Code monétaire et financier, un taux d'actualisation peut en outre être appliqué à un quart au plus de la rémunération variable totale pour autant que le paiement s'effectue sous la forme d'instruments après une période de différé d'au moins cinq ans.

Après application du taux d'actualisation aux montants attribués de rémunérations variables en instruments différés à cinq ans (facteur d'actualisation de 50,95 % conformément aux orientations de l'Autorité bancaire européenne sur l'application du taux d'actualisation notionnel pour la rémunération variable, publiées le 27 mars 2014), le ratio entre la rémunération variable totale et la rémunération fixe s'élève à 1,78 pour le Directeur Général M. Jean-Laurent Bonnafé, 1,77 et 1,78 respectivement pour MM. Yann Gérardin et Thierry Laborde en leur qualité de Directeurs Généraux délégués au titre de l'exercice 2025.

### 4. Utilisation des clauses dites de « malus » et « claw-back »

Le Conseil d'administration n'a pas été amené à appliquer les clauses dites de « malus » et « claw-back », prévues par la politique de rémunération définie ci-dessus.

### 5. Rémunération versée ou attribuée par une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation

Aucune rémunération n'a été versée ou attribuée aux mandataires sociaux par une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation de BNP Paribas au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce.

### 6. Multiples de rémunération et évolution

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-9 du Code de commerce et aux lignes directrices sur les multiples de rémunération de l'Afep actualisées en février 2021, est présenté ci-dessous, le niveau de la rémunération due ou attribuée au Président du Conseil d'administration, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux délégués, au regard de la rémunération moyenne et de la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des salariés de BNP Paribas (SA), ainsi que l'évolution de ces rémunérations, de ces ratios et des critères de performance de la société.

Ces informations sont fournies sur un historique de cinq ans.

Les salariés considérés sont ceux de BNP Paribas (SA) en France et de ses succursales, continûment présents sur un exercice. La rémunération due ou attribuée aux salariés inclut la rémunération fixe, la rémunération variable, les primes commerciales, les plans de fidélisation, les primes de participation et d'intéressement, ainsi que les avantages en nature.

Concernant la rémunération due ou attribuée aux dirigeants mandataires sociaux, elle correspond à la rémunération fixe, la rémunération variable, le plan de rémunération à long terme en juste valeur, les rémunérations au titre des mandats d'administrateur, ainsi que les avantages en nature, informations déjà présentées au chapitre 2 de ce document pour les années 2024 et 2025.

L'ensemble de ces rémunérations dues ou attribuées est présenté sur une base brute, hors charges patronales.

Le tableau ci-dessous présente les multiples de rémunération et leurs évolutions pour chaque dirigeant mandataire social.

Année	2021	2022 <sup>(1)</sup>	2023 <sup>(2)</sup>	2024	2025
<b>Performance de la société</b>					
Résultat net avant impôt ( <i>en millions d'euros</i> )	13 637	13 214	11 725	16 188	17 065
Évolution N/N-1	39 %	6 %	- 11 %	38 %	5 %
Résultat d'exploitation ( <i>en millions d'euros</i> )	12 199	12 564	11 236	15 437	16 296
Évolution N/N-1	46 %	13 %	- 11 %	37 %	6 %
Bénéfice net par action ( <i>en euros</i> )	7,26	7,80	8,58	9,57	10,29
Évolution N/N-1	37 %	7 %	10 %	12 %	8 %
<b>Rémunération des salariés</b>					
Rémunération moyenne ( <i>en milliers d'euros</i> )	93	96	99	101	102
Évolution N/N-1	6 %	3 %	2 %	2 %	1 %
Rémunération médiane ( <i>en milliers d'euros</i> )	59	62	66	67	68
Évolution N/N-1	4 %	5 %	5 %	3 %	1 %
<b>Président du Conseil d'administration</b>					
Rémunération du Président du CA ( <i>en milliers d'euros</i> )	1 020	1 018	1 020	1 033	1 033
Évolution N/N-1	1 %	0 %	0 %	1 %	0 %
Ratio sur rémunération moyenne des salariés	11	11	10	10	10
Évolution N/N-1	- 5 %	- 3 %	- 2 %	- 1 %	- 1 %
Ratio sur rémunération médiane des salariés	17	16	16	15	15
Évolution N/N-1	- 3 %	- 5 %	- 5 %	- 1 %	- 1 %
<b>Directeur Général</b>					
Rémunération du DG ( <i>en milliers d'euros</i> )	4 110	4 604	4 402	4 325	5 655
Évolution N/N-1	9 %	12 %	- 4 %	- 2 %	31 %
Ratio sur rémunération moyenne des salariés	44	48	45	43	55
Évolution N/N-1	3 %	8 %	- 7 %	- 4 %	29 %
Ratio sur rémunération médiane des salariés	69	74	67	64	83
Évolution N/N-1	6 %	7 %	- 9 %	- 4 %	30 %
<b>Yann Gérardin, Directeur Général délégué<sup>(3)</sup></b>					
Rémunération du DGD ( <i>en milliers d'euros</i> )	3 924	3 722	3 527	4 164	4 354
Évolution N/N-1		- 5 %	- 5 %	18 %	5 %
Ratio sur rémunération moyenne des salariés	42	39	36	41	43
Évolution N/N-1		- 8 %	- 7 %	15 %	3 %
Ratio sur rémunération médiane des salariés	66	60	54	62	64
Évolution N/N-1		- 10 %	- 10 %	15 %	4 %
<b>Thierry Laborde, Directeur Général délégué<sup>(3)</sup></b>					
Rémunération du DGD ( <i>en milliers d'euros</i> )	2 323	2 251	2 107	2 448	2 636
Évolution N/N-1		- 3 %	- 6 %	16 %	8 %
Ratio sur rémunération moyenne des salariés	25	23	21	24	26
Évolution N/N-1		- 6 %	- 9 %	14 %	6 %
Ratio sur rémunération médiane des salariés	39	36	32	36	39
Évolution N/N-1		- 8 %	- 11 %	13 %	7 %

(1) Les résultats de l'exercice 2022 avaient été recomposés pour prendre en compte l'application des normes IFRS 5 et IFRS 17, afin d'être comparable aux résultats de l'exercice 2023.

(2) Les résultats 2023 sont sur une base comptable.

(3) Les mandats de MM. Yann Gérardin et Thierry Laborde en tant que Directeurs Généraux délégués ont commencé le 18 mai 2021. Leur rémunération au titre de 2021 a été annualisée à des fins de comparabilité.

## 7. Application des dispositions du second alinéa de l'article L.225-45 du Code de commerce

Il n'a pas été nécessaire d'appliquer les dispositions du second alinéa de l'article L.225-45 du Code de commerce en 2025.

## C) Autres informations sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux versées ou attribuées au titre de l'exercice 2025, non soumises au vote des actionnaires

### I. RÉMUNÉRATION TOTALE ATTRIBUÉE AU TITRE DE 2025 ET COMPARAISON PAR RAPPORT À 2024

En euros	Jean-Laurent BONNAFÉ		Yann GÉRARDIN		Thierry LABORDE	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Montant de la rémunération fixe	1 843 000	2 300 000	1 800 000	1 800 000	1 080 000	1 080 000
Montant de la rémunération variable annuelle attribuée	1 936 624	2 356 120	1 910 700	1 836 000	1 090 368	1 116 288
<b>Sous-total</b>	<b>3 779 624</b>	<b>4 656 120</b>	<b>3 710 700</b>	<b>3 636 000</b>	<b>2 170 368</b>	<b>2 196 288</b>
Montant du PRLT (juste valeur) <sup>(1)</sup>	462 409	915 630	451 620	716 580	270 972	429 948
<b>TOTAL</b>	<b>4 242 033</b>	<b>5 571 750</b>	<b>4 162 320</b>	<b>4 352 580</b>	<b>2 441 340</b>	<b>2 626 236</b>

(1) Ce montant est une valeur estimée au moment de l'attribution. Le montant définitif sera connu au moment du paiement.

### II. DÉTENTION D'ACTIONS

Le Conseil d'administration a décidé que la quantité minimale de titres que MM. Jean Lemierre, Jean-Laurent Bonnafé, Yann Gérardin et Thierry Laborde seront tenus de détenir pendant la durée de leurs fonctions sera respectivement de 10 000, 80 000, 30 000 et 20 000 titres. La mise en conformité avec cette obligation, sous forme de détention directe d'actions ou de parts de fonds du Plan d'Épargne Entreprise intégralement investies en actions BNP Paribas, a été réalisée par les quatre intéressés.

### III. ÉLÉMENTS CHIFFRÉS DE LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

Le tableau ci-après présente la rémunération brute attribuée au titre de l'exercice ainsi que les rémunérations liées au mandat d'administrateur et les avantages en nature pour chaque dirigeant mandataire social.

**Tableau récapitulatif des rémunérations attribuées à chaque dirigeant mandataire social**

En euros		2024	2025
		Montants attribués	Montants attribués
<b>Jean LEMIERRE</b> Président du Conseil d'administration	Rémunération fixe	950 000	950 000
	Rémunération variable annuelle	Néant	Néant
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT)	Néant	Néant
	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Sous-total	950 000	950 000
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	76 777	77 391
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	5 951	5 888
	<b>TOTAL</b>	<b>1 032 728</b>	<b>1 033 279</b>
<b>Jean-Laurent BONNAFÉ</b> Directeur Général	Rémunération fixe	1 843 000	2 300 000
	Rémunération variable annuelle	1 936 624	2 356 120
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT) <sup>(2)</sup>	462 409	915 630
	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Sous-total	4 242 033	5 571 750
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	76 777	77 391
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	6 267	6 267
	<b>TOTAL</b>	<b>4 325 077</b>	<b>5 655 408</b>
<b>Yann GÉRARDIN</b> Directeur Général délégué	Rémunération fixe	1 800 000	1 800 000
	Rémunération variable annuelle	1 910 700	1 836 000
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT) <sup>(2)</sup>	451 620	716 580
	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Sous-total	4 162 320	4 352 580
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	Néant
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	1 360	1 360
	<b>TOTAL</b>	<b>4 163 680</b>	<b>4 353 940</b>
<b>Thierry LABORDE</b> Directeur Général délégué	Rémunération fixe	1 080 000	1 080 000
	Rémunération variable annuelle	1 090 368	1 116 288
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT) <sup>(2)</sup>	270 972	429 948
	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
	Sous-total	2 441 340	2 626 236
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	Néant
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	6 708	9 628
	<b>TOTAL</b>	<b>2 448 048</b>	<b>2 635 864</b>

(1) Le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués disposent, le cas échéant, d'une voiture de fonction. Le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués bénéficient d'une assurance Vie Professionnelle Comex dont la contribution de l'entreprise est assimilée à un avantage en nature.

(2) Valorisation du montant attribué sous certaines conditions de performance.

Le tableau ci-dessous présente la mesure des conditions de performance attachées au PRLT 2020.

#### Paie ment du PRLT 2020 rattaché à l'exercice de performance 2019 et à échéance février 2025

	Performance PRLT 2020
Performance au titre de la condition intrinsèque	65 %
Fraction du montant attribué (en pourcentage du montant total attribué)	50 %
Cours de référence à l'attribution ( <i>i.e.</i> moyenne des cours de Bourse BNPP du 4 février 2019 au 3 février 2020)	45,27 €
Cours de référence pour le paiement ( <i>i.e.</i> moyenne des cours de Bourse BNPP du 4 février 2024 au 3 février 2025)	62,02 €
Évolution du cours de Bourse BNP Paribas	36,98 %
Tranche concernée pour l'application du coefficient applicable	≥ 33 % & < 50 %
Coefficient appliqué sur la fraction du montant attribué	130 %
Performance au titre de la condition relative	0 %
Fraction du montant attribué (en pourcentage du montant total attribué)	50 %
Évolution du cours de Bourse BNP Paribas	36,98 %
Évolution de la valeur de l'indice EURO STOXX Banks	54,36 %
Valeur de référence à l'attribution ( <i>i.e.</i> moyenne des valeurs de l'indice du 4 février 2019 au 3 février 2020)	91,33
Valeur de référence pour le paiement ( <i>i.e.</i> moyenne des valeurs de l'indice du 4 février 2024 au 3 février 2025)	140,98
Écart de performance entre l'action BNP Paribas et l'indice EURO STOXX Banks	- 17,39 %
Tranche concernée pour l'application du coefficient applicable	≥ 0 point
Coefficient appliqué sur la fraction du montant attribué	0 %
Performance totale au titre du PRLT 2020	65 %
Montant attribué en février 2020	1 562 000 €
<b>MONTANT VERSÉ EN FÉVRIER 2025</b>	<b>1 015 300 €</b>

Le tableau ci-dessous présente la rémunération brute versée en 2025 ainsi que les rémunérations liées aux mandats d'administrateur et les avantages en nature pour chaque dirigeant mandataire social.

**Tableau récapitulatif des rémunérations versées en qualité de dirigeant mandataire social**

En euros		2024	2025
		Montants versés	Montants versés
<b>Jean LEMIERRE</b> <b>Président du Conseil d'administration</b>	Rémunération fixe	950 000	950 000
	Rémunération variable annuelle	Néant	Néant
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT)	Néant	Néant
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	76 777	77 391
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	5 951	5 888
	<b>TOTAL</b>	<b>1 032 728</b>	<b>1 033 279</b>
<b>Jean-Laurent BONNAFÉ</b> <b>Directeur Général</b>	Rémunération fixe	1 843 000	2 300 000
	Rémunération variable annuelle	1 913 825	1 936 327
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2024	Néant	387 325
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2023	375 530	509 151
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2022	556 739	247 217
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2021	221 671	220 873
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2020	206 502	205 678
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2019	232 430	231 483
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2018	223 626	134 600
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2017	97 327	Néant
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT)	1 405 800 <sup>(2)</sup>	1 015 300 <sup>(2)</sup>
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	76 777	77 391
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	6 267	6 267
	<b>TOTAL</b>	<b>5 245 669</b>	<b>5 935 285</b>
<b>Yann GÉRARDIN</b> <b>Directeur Général délégué</b>	Rémunération fixe	1 800 000	1 800 000
	Rémunération variable annuelle	902 482	1 136 161
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2024	Néant	382 140
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2023	305 820	414 604
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2022	461 781	205 021
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2021	134 881	134 396
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT)	N.A.	N.A.
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	Néant
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	1 360	1 360
	<b>TOTAL</b>	<b>2 703 842</b>	<b>2 937 521</b>
<b>Thierry LABORDE</b> <b>Directeur Général délégué</b>	Rémunération fixe	1 080 000	1 080 000
	Rémunération variable annuelle	538 999	665 067
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2024	Néant	218 074
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2023	180 504	244 758
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2022	280 488	124 509
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2021	78 007	778 726
	Plan de rémunération à long terme conditionnel (PRLT)	N.A.	N.A.
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	Néant
	Avantages en nature <sup>(1)</sup>	6 708	9 628
	<b>TOTAL</b>	<b>1 625 707</b>	<b>1 754 695</b>

Le taux de charges et contributions sociales moyen sur ces rémunérations en 2025 est de 34,2 % (vs. 33,5 % en 2024).

(1) Le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués disposent, le cas échéant, d'une voiture de fonction. Le Directeur Général et les Directeurs Généraux délégués bénéficient d'une assurance Vie Professionnelle Comex dont la contribution de l'entreprise est assimilée à un avantage en nature.

(2) L'application des conditions de performance attachées au PRLT attribué en 2020 a conduit à un versement en 2025 correspondant à 65 % du montant attribué à M. Bonnafé. Pour rappel, l'application des conditions de performance attachées au PRLT attribué en 2019 avait conduit à un versement en 2024 correspondant à 90 % du montant attribué à M. Bonnafé.



Tableau récapitulatif des rémunérations versées au titre de leurs précédentes activités salariées pendant l'exercice de leurs mandats

En euros		2024	2025
		Montants versés	Montants versés
<b>Yann GÉRARDIN</b> Directeur Général délégué	Rémunération fixe	Néant	Néant
	Rémunération variable annuelle <sup>(1)</sup>	930 044	693 550
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2021	107 175	122 465
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2020	251 882	289 679
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2019	243 701	281 406
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2018	327 286	Néant
	Rémunération à long terme	473 536	492 695
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	Néant
	Avantages en nature	Néant	Néant
<b>TOTAL</b>		<b>1 403 580</b>	<b>1 186 245</b>
<b>Thierry LABORDE</b> Directeur Général délégué	Rémunération fixe	Néant	Néant
	Rémunération variable annuelle <sup>(1)</sup>	196 186	172 790
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2021	37 074	42 362
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2020	64 471	74 142
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2019	48 571	56 286
	dont rémunération variable annuelle au titre de 2018	46 070	Néant
	Rémunération à long terme	473 536	492 695
	Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant
	Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	Néant
	Avantages en nature	Néant	Néant
<b>TOTAL</b>		<b>669 722</b>	<b>665 485</b>

(1) Les montants repris ici correspondent aux rémunérations variables différées attribuées au titre des précédentes activités salariées des dirigeants mandataires sociaux, antérieurement à leur mandat.  
Le taux de charges et contributions sociales moyen sur ces rémunérations en 2025 est de 34,2 % (vs. 33,5 % en 2024).

## DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

La dix-septième résolution, spécifique à l'industrie bancaire, prévoit en application de l'article L511-73 du Code monétaire et financier, une consultation de l'Assemblée Générale sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux dirigeants effectifs, c'est-à-dire chez BNP Paribas les dirigeants mandataires sociaux, ainsi qu'à certaines catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe (*Material Risk Taker* – MRT).

Le Groupe applique, conformément à la réglementation CRD <sup>(1)</sup> en vigueur, une politique et un encadrement strict des rémunérations visant à limiter la prise de risque et à aligner les rémunérations sur les objectifs à long terme du Groupe, particulièrement en matière de maîtrise des risques et à assurer une politique de rémunération neutre du point de vue du genre. Concernant les MRT, le Groupe veille donc particulièrement à :

- les identifier en fonction des critères définis dans le Règlement délégué de la Commission Européenne <sup>(2)</sup> (critères qualitatifs et critères quantitatifs liés aux niveaux de rémunération) et de critères internes, sachant que sont inclus dans le périmètre des MRT Groupe, l'ensemble des collaborateurs identifiés exclusivement en raison de leur niveau de rémunération et/ou

de leur expertise, sans qu'il soit avéré que leur activité professionnelle ait une incidence sur le profil de risque du Groupe ;

- différer sur 4 à 5 ans une partie des rémunérations variables qui leur sont attribuées ;
- soumettre le versement de leurs rémunérations variables à l'atteinte de conditions ;
- indexer une partie de leurs rémunérations variables attribuées, versées à l'issue d'une période de rétention, sur le cours de Bourse de l'action BNP Paribas ou sur les résultats du Groupe ;
- plafonner leurs rémunérations variables attribuées de manière à respecter le ratio entre la composante variable et la composante fixe de la rémunération <sup>(3)</sup> ;

La politique de rémunération et les montants attribués aux dirigeants mandataires sociaux exécutifs au titre de leur performance 2025 durant la durée de leur mandat sont précisés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2025. Par ailleurs, la politique et les montants de rémunération attribués aux collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe au titre de l'exercice 2025 sont détaillés dans un rapport mis en ligne sur le site institutionnel de BNP Paribas <https://invest.bnpparibas.com>.

(1) **DIRECTIVE 2013/36/UE** du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 telle que modifiée par la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (transposée dans le Code Monétaire et Financier via l'Ordonnance n°2020-1635 du 21 décembre 2020) et par la Directive (UE) 2024/1619 du 31 mai 2024.

(2) **RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) N° 2021/923** de la Commission Européenne du 25 mars 2021 complétant la directive 2013/36/UE et 2019/878 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne les critères qualitatifs et quantitatifs appropriés permettant de recenser les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque d'un établissement.

(3) Tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 mai 2024 pour une durée de trois ans.

Les rémunérations effectivement versées en 2025, objets de la présente résolution, sont par nature différentes des rémunérations attribuées au titre de 2025 (telles que détaillées dans le rapport sur les rémunérations des MRT mis en ligne sur le site institutionnel de BNP Paribas). Elles sont relatives aux paiements partiels de rémunérations variables attribuées entre 2021 (au titre de l'exercice 2020) et 2025 (au titre de l'exercice 2024) pour leurs parties versables en 2025 conformément aux dispositions applicables. Elles incluent également les paiements de rémunérations fixes en 2025 avec prise en compte des éventuelles revalorisations salariales intervenues en cours d'année. Conformément aux obligations réglementaires, en application des règles de différé et d'indexation d'une partie des rémunérations variables attribuées, le montant payé au titre des rémunérations variables attribuées au cours des exercices précédents peut être impacté par l'évolution du cours de l'action BNP Paribas entre la date d'attribution et la date de paiement ainsi que par la non-atteinte des conditions de performance.

En 2024, l'enveloppe globale des rémunérations versées aux 1 259 collaborateurs identifiés comme MRT s'élevait à 968 millions d'euros. L'enveloppe globale des rémunérations

versées en 2025 aux 1 372 collaborateurs identifiés comme MRT pour le Groupe s'élève à 1 095 millions d'euros, pour un montant moyen versé de 798 milliers d'euros contre 769 milliers d'euros en 2024, soit une augmentation de 3,8 %.

L'augmentation de l'enveloppe globale versée s'explique principalement (i) par la hausse du nombre de MRT en 2025 (+ 9 %), et (ii) ainsi que par l'augmentation de la rémunération variable versée en 2025 (+ 20 % par rapport à 2024) en raison notamment de l'allongement de la période de rétention. En effet, conformément à la demande de la BCE, la période de rétention sur le numéraire indexé a été allongée de 9 à 12 mois pour les plans attribués à compter de 2024 au titre de 2023. Ainsi, l'échéance d'*upfront* numéraire indexé relative aux plans attribués en 2024 a été versée en mars 2025 au lieu de décembre 2024, contribuant à l'augmentation de la rémunération variable versée en 2025 (versement en mars 2025 de l'*upfront* numéraire des plans attribués 2025 et de l'*upfront* numéraire indexé des plans attribués en 2024) par rapport à 2024 (versement en mars 2024 uniquement de l'*upfront* numéraire des plans attribués en 2024).

## LE CONSEIL PROPOSE, EN SECOND LIEU, L'ADOPTION DE ONZE RÉSOLUTIONS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE.

Les résolutions n° 18 à n° 23 ont pour objet de doter votre société de la souplesse nécessaire à la gestion de sa structure financière tout en respectant des limites destinées à encadrer une éventuelle dilution. *Elles vous proposent le strict renouvellement de celles que vous aviez bien voulu autoriser lors de l'Assemblée Générale du 14 mai 2024.*

***En particulier, il est en outre précisé dans les résolutions d'augmentation de capital que pendant toute période d'offre publique sur le titre BNP Paribas, le Conseil d'administration ne sera pas autorisé à décider une augmentation de capital en vertu des délégations que ces résolutions soumettent à votre approbation.***

Ces résolutions se répartissent entre augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'une part, et avec suppression du, ou sans, droit préférentiel de souscription d'autre part, avec une double limite :

- **l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du, ou sans, droit préférentiel de souscription** ne peut dépasser 215 millions d'euros, **soit moins de 10 % du capital social existant à ce jour** (vingt et unième résolution) ;
- **l'ensemble des augmentations de capital avec maintien, suppression du, ou sans droit préférentiel de souscription** ne peut dépasser 880 millions d'euros, **soit moins de 40 % du capital existant à ce jour** (vingt-troisième résolution).

### DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

Il est demandé à l'Assemblée Générale par la dix-huitième résolution d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions ordinaires de la société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à du capital à émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées ne pourrait être supérieur à 880 millions d'euros ; ce montant induirait la création d'un nombre d'actions nouvelles équivalant à environ **39,9 % du capital existant à ce jour**. La présente délégation annule et remplace toute autre délégation ayant le même objet qui aurait pu être antérieurement consentie.

### DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

La dix-neuvième résolution propose à l'Assemblée Générale d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions ordinaires de la société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à du capital à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription. Un droit de priorité pourra être conféré aux actionnaires sur tout ou partie de l'émission.

Il s'agit de permettre à la Banque de se financer en dotant le Conseil d'administration de la souplesse et de la réactivité nécessaires pour saisir à bref délai des conditions de marché optimales.

Il est précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées ne pourrait être supérieur à 215 millions d'euros. Ce montant induirait la création d'un nombre d'actions nouvelles équivalant à environ **9,8 % du capital existant à ce jour**. De plus, votre Conseil vous propose de conserver les mêmes modalités de fixation du prix d'émission des actions nouvelles que celles précédemment applicables, à savoir qu'il serait toujours au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre moins une décote maximale de 5 %, **garantissant ainsi la référence aux conditions de marché**.

Il est enfin précisé que la présente délégation annule et remplace toute autre délégation ayant le même objet qui aurait pu être antérieurement consentie.

### VINGTIÈME RÉSOLUTION

Il est ici demandé aux actionnaires d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions ordinaires ainsi que de valeurs mobilières donnant accès au capital, sans droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer des titres qui seraient apportés à BNP Paribas. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées est fixé à 10 % du capital social à la date de la décision du Conseil d'administration.

L'adoption de cette résolution donnerait à BNP Paribas les moyens d'une réactivité accrue et augmenterait donc ses capacités de négociation, tous facteurs favorables aux intérêts des actionnaires ; elle conférerait à la Banque la souplesse nécessaire pour mener à bien des opérations de croissance externe sans impact sur sa trésorerie. Comme le prévoit la loi, le Conseil d'administration procéderait à l'approbation de l'évaluation des apports après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux apports ; ce rapport serait communiqué aux actionnaires à l'occasion de l'Assemblée Générale suivante.

La présente délégation priverait d'effet toute délégation antérieure de même nature pour le solde non utilisé à ce jour.

### VINGT ET UNIÈME RÉSOLUTION

Afin de limiter la dilution résultant de l'emploi éventuel d'une ou plusieurs des autorisations d'augmentation de capital avec suppression du, ou sans, droit préférentiel de souscription, il est en outre demandé à l'Assemblée dans la vingt et unième résolution que le montant nominal maximum global des augmentations de capital pouvant résulter immédiatement ou à terme de l'utilisation des autorisations comportant l'absence ou la suppression du droit préférentiel de souscription, conférées par les dix-neuvième et vingtième résolutions, ne puisse en tout état de cause être supérieur à 215 millions d'euros (environ **9,8 % du capital existant à ce jour**).

### VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

La vingt-deuxième résolution prévoit que le Conseil d'administration serait autorisé à augmenter le capital social par incorporation de réserves, de bénéfices, de primes d'émission, de fusion ou d'apport, et ce dans la limite d'un montant nominal maximum de 880 millions d'euros. Cette opération se traduirait alors par la création et l'attribution gratuite d'actions et/ou par élévation du nominal des actions existantes.

### VINGT-TROISIÈME RÉSOLUTION

Il est enfin indiqué aux actionnaires dans la vingt-troisième résolution que le montant nominal maximum global des augmentations de capital pouvant résulter immédiatement ou à terme de l'utilisation des autorisations, avec maintien, suppression du, ou sans droit préférentiel de souscription, conférées par les dix-huitième à vingtième résolutions, ne pourra en tout état de cause être supérieur à 880 millions d'euros (soit environ **39,9 % du capital existant à ce jour**). La présente délégation annule et remplace toute autre délégation ayant le même objet qui aurait pu être antérieurement consentie.

### VINGT-QUATRIÈME RÉSOLUTION

Par la vingt-quatrième résolution, il est demandé à l'Assemblée Générale d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier, par émission d'obligations super-subordonnées contingentes convertibles, (dites « Additional Tier 1 » ou « AT1 »), libellées en toute autre devise que l'euro, qui ne seraient converties en actions ordinaires de BNP Paribas à émettre, dans la limite de 10 % du capital social, que dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET1 ») deviendrait inférieur à un seuil de 5,125 %. **Il s'agit ici du renouvellement de l'autorisation donnée par la vingt-troisième résolution de l'Assemblée Générale du 13 mai 2025 ; elle permettrait à votre Société, dans le cadre de l'optimisation de sa structure financière, de continuer de pouvoir émettre des AT1s convertibles dans toutes les devises (hors l'euro) où la demande et la liquidité le justifient, où un coût de financement plus compétitif qu'en émettant des AT1 non convertibles libellés en euros pourrait être obtenu, et enfin où les « actifs structurels » dans cette devise ne seraient plus suffisants pour émettre des AT1 non convertibles.**

Pour rappel, les AT1 avec clause d'absorption de pertes (« mécanisme de réduction du principal ») que peut émettre BNP Paribas doivent être adossés à des « actifs structurels » présents dans son bilan, pour le même montant et dans la même devise que ces instruments. Si ces actifs structurels ne sont pas suffisants dans une devise donnée pour « couvrir » les AT1 avec réduction de principal émis dans cette devise, le compte de résultat (P&L) de la Banque est exposé à une volatilité du fait des variations de la devise d'émission, impactant directement le dividende servi et, toutes choses égales par ailleurs, la valorisation de l'action. Le recours à l'émission d'AT1s avec une clause de conversion en lieu et place du mécanisme de réduction du principal permet au Groupe d'immuniser son P&L contre ces variations de change tout en diversifiant ses sources de financement dans les devises pour lesquelles le montant des actifs structurels est limité.

En d'autres termes, si l'on veut encore pouvoir assurer, au bénéfice de ses actionnaires, le financement de BNP Paribas aux mêmes conditions économiques, avantageuses et sans prise de risque supplémentaire, il est comptablement nécessaire de pouvoir continuer à recourir à une clause de conversion en actions BNP Paribas.

En pratique, cette proposition ne modifierait toutefois pas la dilution potentielle qui pourrait affecter les actionnaires de la Banque, puisque la clause de conversion ne serait jamais amenée à être mise en œuvre, les Autorités de Résolution intervenant avant que le seuil de déclenchement (« les 5,125 % du Common Equity Tier 1 ») ne soit atteint (en vertu de la *Bank Recovery and Resolution Directive* – BRRD – article 32(4)) ; ce processus de « bail-in » consistant à absorber les pertes puis à reconstituer le capital d'une banque en utilisant les instruments éligibles, affecterait d'ailleurs, selon leur degré de séniorité, l'ensemble de ces instruments (et pas seulement les AT1s avec clause de conversion).

Comme dans les pays de l'Union européenne et en Grande-Bretagne où cette disposition est déjà très largement mise en œuvre, elle interviendrait « à côté » des autorisations d'émission de capital « générales », avec et sans droit préférentiel de souscription (DPS), l'ensemble continuant donc à respecter *de facto* les limites de volume d'émission et donc de dilution potentielle déjà en place chez BNP Paribas.

Il est enfin à noter que les devises choisies pour émettre des obligations convertibles seraient naturellement limitées par la liquidité des marchés et les procédures existantes du Groupe. En effet, le Groupe n'aurait aucun intérêt financier à émettre dans des devises où la liquidité et la demande ne permettraient pas d'obtenir un prix de financement plus compétitif qu'en euro ou en dollar US, ce qui limite naturellement le champ des devises possibles aux marchés les plus développés. Par ailleurs, au regard des procédures du Groupe en matière de sécurité financière, il n'est pas envisageable d'émettre des obligations convertibles au titre de la présente résolution dans des devises de pays globalement visés par des sanctions économiques ou des mesures restrictives (notamment mises en œuvre par la République Française, l'Union européenne, le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique).

### Fonctionnement détaillé

Afin de se conformer aux exigences en matière de fonds propres et de liquidité, les Institutions Financières ont la possibilité d'émettre des obligations convertibles conditionnelles sous forme d'AT1.

En vertu de la réglementation relative aux exigences de fonds propres (CRR – *Capital Requirement Regulation* -), si une banque voit son ratio de *Common Equity Tier 1* (CET1) tomber en dessous de 5,125 %, elle a la possibilité soit de convertir les obligations AT1 en actions, soit de réduire leur valeur (absorption des pertes par réduction du principal). **Les émetteurs doivent décider au moment de l'émission, laquelle de ces options serait exercée au cas où le seuil de déclenchement serait atteint.**

**Les AT1s avec clause de réduction de capital historiquement émis par BNP Paribas dans différentes devises doivent être adossés à des actifs structurels** de même devise et pour le même montant afin d'équilibrer/compenser les situations comptables en matière de change ; une insuffisance d'actifs structurels dans une devise donnée par rapport au montant de ces instruments émis se traduit par un impact sur le compte de résultat (P&L) au rythme des fluctuations de la devise en question. **Opter pour une clause de conversion en lieu et place de la clause de dépréciation** permet de reconnaître l'instrument comme un passif et non en equity (comme c'est le cas pour les AT1s avec clause de dépréciation). Cela permet de rééquilibrer la position

de change et, par conséquent, de compenser l'impact sur le compte de résultat des fluctuations de la devise des deux côtés du bilan. En un mot, le compte de résultat est immunisé contre les variations de cette devise.

En résumé, afin de pouvoir optimiser le coût de financement réglementaire de votre Banque et de diversifier ses risques et sa base d'investisseurs, il est souhaitable que BNP Paribas puisse continuer à émettre des obligations dans d'autres devises que l'euro ; cela implique de recourir à une option de conversion afin de neutraliser l'impact de la variation des devises retenues sur le compte de résultat.

Si le ratio de CET1 d'une banque tombe en dessous du seuil de 5,125 %, alors l'AT1 doit être converti en actions ; le nombre d'actions à émettre est alors égal :

- au montant notionnel de l'AT1 ;
- divisé par le cours de l'action, déterminé comme suit :
  - le prix au moment du déclenchement/de l'atteinte du seuil,
  - assorti d'un niveau minimal de 70 % du prix au moment de l'émission de l'AT1, afin de limiter le nombre d'actions qui pourraient être créées à un prix trop bas (ce qui est probable dans ce type de configuration) et donc une nouvelle dilution des actionnaires existants.

### L'introduction d'un tel niveau de plancher protège les actionnaires en cas de conversion.

En tout état de cause, il convient de noter que dans tous les cas, si le ratio CET1 d'une banque donnée s'est fortement détérioré, le cadre de résolution (BRRD <sup>(1)</sup>) **prévoit déjà la possibilité de convertir les instruments de fonds propres en actions** lorsque l'Autorité de Résolution (le Conseil de Résolution Unique) juge opportun de rétablir les fonds propres au niveau souhaité.

En pratique, cette intervention interviendra bien avant que le niveau de CET1 ne soit inférieur à 5,125 %, l'Autorité de Résolution étant déjà intervenu pour procéder à une conversion obligatoire : à titre d'illustration, à la fin de l'exercice 2025, le ratio CET1 de BNPP était de 12,6 % pour un capital *Common Equity Tier 1* de 98,3 milliards d'euros ; un niveau inférieur à 5,125 % *impliquerait donc, toutes choses égales par ailleurs, des pertes de l'ordre de 58,4 milliards d'euros !*

**Cette disposition réglementaire prive de facto toute clause de conversion des AT1s de sa mise en œuvre effective.**

### Une résolution spécifique en Assemblée Générale

**Si les AT1s ont toutes les caractéristiques des titres de dette (donc non dilutifs à l'émission pour les actionnaires)**, ils peuvent être convertis en actions en période de stress (sachant que ce stress est encore plus improbable puisque ces instruments renforcent le bilan de la Société).

L'exercice automatique de l'option de conversion, lorsque et si, le seuil de déclenchement est atteint, induit une augmentation de capital dont les (nouvelles) actions seraient obligatoirement attribuées aux seuls porteurs d'AT1 ; cela implique la suppression du DPS pour les actionnaires existants. Compte tenu de l'automatisme de la conversion, cette augmentation de capital potentielle (et très hypothétique) doit donc être préalablement autorisée par une Assemblée Extraordinaire.

(1) *Bank Recovery and Resolution Directive*.

Bien que les dispositions du Code de commerce aient récemment évolué pour assouplir la limite légale pour l'émission d'instruments donnant accès au capital, le Groupe a choisi de conserver pour cette résolution la limite de **10 % du capital social** (dilution maximale sur la base du plancher), dans le cas très improbable où le ratio deviendrait inférieur à 5,125 %.

**En résumé, le risque de dilution des actionnaires serait limité :**

- **par la présence d'un plancher sur le prix de conversion ;**
- **et – surtout – par la très faible probabilité qu'un scénario de conversion se produise** (et ce d'autant plus que la structure financière sera renforcée par l'émission de ces obligations),
  - **en particulier du fait de la mise en œuvre des mécanismes réglementaires de Résolution prévoyant déjà la possibilité de convertir des instruments de capitaux propres en actions.**

C'est pourquoi, afin de continuer à bénéficier de conditions économiques favorables pour le financement **de votre Entreprise, il vous est aujourd'hui proposé le renouvellement de l'autorisation que vous aviez bien voulu donner l'année dernière, à savoir :**

- d'une augmentation de capital d'un maximum de 10% ;
- dans le cadre d'une ou plusieurs émissions d'obligations convertibles conditionnelles super subordonnées libellées en toute autre devise que l'euro ;
- si le CET1 tombe à un niveau inférieur à 5,125 % ;
- avec un taux de conversion plancher à 70 % ;
- d'une validité de 14 mois.

*Si cette possibilité ne pouvait se concrétiser, les alternatives seraient :*

- *de ne pas émettre d'AT1 dans certaines devises, c'est-à-dire de renoncer à bénéficier des meilleures conditions économiques offertes par une obligation libellée dans ces devises plutôt qu'en euros ou dans les quelques devises que votre Banque peut choisir pour émettre des AT1 avec clause d'absorption des pertes sans subir d'impact de change ;*
- *si néanmoins des AT1 dans ces devises étaient émis :*
  - *de devoir conserver des capitaux propres dans les pays concernés exclusivement à cette fin, afin d'amener les « actifs structurels » au niveau nécessaire,*
  - *ou d'accepter les risques de change ;*

*toutes dispositions qui ne semblent pas être dans l'intérêt bien compris de nos actionnaires.*

#### VINGT-CINQUIÈME RÉSOLUTION

Cette résolution est rendue obligatoire par la présentation à l'Assemblée Générale des autorisations financières. Elle propose à l'Assemblée Générale d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration à réaliser des opérations réservées aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe BNP Paribas pour un montant nominal maximum de 43 millions d'euros.

Cette autorisation entraînerait la suppression du droit préférentiel de souscription. Ce montant de 43 millions d'euros représente 21,5 millions d'actions ordinaires, soit environ 1,95 % du capital existant à ce jour, et donc moins de 1 % par an en moyenne. **Le prix de souscription des actions émises sera égal à**

**la moyenne des cours des vingt dernières séances de Bourse, sans décote.**

Il est également indiqué à l'Assemblée que le Conseil d'administration ne serait pas autorisé à décider une augmentation de capital en vertu de cette délégation pendant toute période d'offre publique sur le titre BNP Paribas.

Cette autorisation se substituerait à toute autre autorisation de même nature actuellement en vigueur.

À ce jour, compte tenu de l'ensemble des mécanismes de partage de la valeur créée par la Banque, déjà à la libre disposition des salariés de BNP Paribas, la Direction Générale a indiqué au Conseil d'administration qu'elle ne souhaite pas procéder à une telle opération.

#### VINGT-SIXIÈME RÉSOLUTION

Il est ici demandé à l'Assemblée d'autoriser le Conseil, pour une durée de 18 mois, à annuler, par voie de réduction du capital social, tout ou partie de ses actions, détenues par votre société ou acquises dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire, dans la limite de 10 % du capital existant à la date de l'opération, par période de 24 mois. La présente autorisation se substitue à celle accordée par la vingt-cinquième résolution de l'Assemblée Générale du 13 mai 2025.

#### VINGT-SEPTIÈME RÉSOLUTION

La résolution ici soumise à l'approbation des actionnaires a trait à des modifications des Statuts de votre Société relatives aux modalités de nomination et de remplacement de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, proposées afin de prendre en compte les dispositions légales ayant transposé en 2024 et 2025 la directive « Women on Boards » du 23 novembre 2022.

La loi impose depuis plusieurs années un minimum de 40 % du sexe sous-représenté au sein des conseils d'administration. En application des dispositions de la Directive « Woman on Boards » précitées, les administrateurs représentant les salariés actionnaires doivent désormais être pris en compte pour le calcul de ce pourcentage. Il est donc nécessaire d'adapter les Statuts de BNP Paribas afin que les modalités de nomination ou de remplacement d'un administrateur représentant les salariés actionnaires permettent de répondre aux exigences de l'article L.225-18-1 du Code de commerce quant à une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration.

Il est donc proposé de modifier le 3/ de l'article 7, du titre III des Statuts afin que :

- le Conseil de surveillance du FCPE d'une part et les salariés détenant des actions en direct d'autre part désignent chacun deux candidats au plus : une femme et un homme ;
- chaque candidat se présente avec un remplaçant de même sexe, permettant ainsi au Conseil d'administration, en cas de départ de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, de coopter le remplaçant afin que l'équilibre des sexes au sein du Conseil d'administration soit inchangé. Si nécessaire, le Conseil d'administration pourrait alternativement décider de coopter un des autres candidats désignés en début du processus de sélection. La cooptation ferait l'objet d'une ratification par l'Assemblée Générale Ordinaire suivante. Le CA pourrait également décider de redémarrer un processus complet.



## VINGT-HUITIÈME RÉSOLUTION

Cette proposition usuelle concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publications et des formalités légales de la présente Assemblée.

# ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATIONS VERSÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2025 OU ATTRIBUÉS AU TITRE DU MÊME EXERCICE SOUMIS AU VOTE EX POST DES ACTIONNAIRES LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 12 MAI 2026 EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.22-10-34 DU CODE DE COMMERCE

Tableau n° 1 : Éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à M. Jean LEMIERRE, Président du Conseil d'administration, soumis au vote des actionnaires (montants en euros)

a. Éléments de rémunération attribués au titre de l'exercice 2025 à M. Jean LEMIERRE, Président du Conseil d'administration

	Montants	Commentaires
Rémunération fixe	950 000 (versé)	La rémunération de M. Jean LEMIERRE est déterminée selon des modalités proposées par le Comité des rémunérations au Conseil d'administration. Cette rémunération fixe n'a pas évolué depuis décembre 2014.
Rémunération variable annuelle	Néant	M. Jean LEMIERRE ne bénéficie pas d'une rémunération variable annuelle.
Plan de rémunération à long terme conditionnel	Néant	M. Jean LEMIERRE ne bénéficie pas d'un plan de rémunération à long terme conditionnel.
Rémunération liée au mandat d'administrateur	77 391 (versé)	M. Jean LEMIERRE ne perçoit pas de rémunération au titre des mandats d'administrateur qu'il exerce dans les sociétés du Groupe, à l'exception de son mandat d'administrateur de BNP Paribas (SA).
Rémunération exceptionnelle	Néant	
Options d'actions attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Avantages en nature	5 888	M. Jean LEMIERRE bénéficie d'un véhicule de fonction.
<b>TOTAL</b>	<b>1 033 279</b>	

b. Éléments de rémunération versés à M. Jean LEMIERRE, Président du Conseil d'administration, au cours de l'exercice 2025 au titre d'exercices précédents (ayant fait l'objet d'un vote des actionnaires lors de leur attribution)

	Montants versés en 2025
	Néant

c. Engagements de toute nature correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieures à l'exercice de celles-ci pris au bénéfice de M. Jean LEMIERRE, Président du Conseil d'administration

	Montants	Commentaires
Indemnité de prise ou de cessation de fonction	Néant	M. Jean LEMIERRE ne bénéficie d'aucune indemnité de prise ou de cessation de fonction.
Régime de retraite supplémentaire à prestations définies	Néant	M. Jean LEMIERRE ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire à prestations définies.
Régime de retraite supplémentaire à cotisations définies	5 040	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre du dispositif de retraite supplémentaire à cotisations définies (Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).
Régime collectif de prévoyance et de frais de santé	4 507	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre (i) des dispositifs de prévoyance flexible en matière d'assurance décès, incapacité et invalidité ainsi que des garanties de la Mutuelle du Groupe BNP Paribas au titre de la couverture des frais de santé dans les conditions applicables à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA) et (ii) du dispositif de la Garantie Vie Professionnelle Accidents (assurance décès et invalidité) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).



Tableau n° 2 : Éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général, soumis au vote des actionnaires (montants en euros)

a. Éléments de rémunération attribués au titre de l'exercice 2025 à M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général

	Montants	Commentaires
Rémunération fixe	2 300 000 (versé)	La rémunération de M. Jean-Laurent BONNAFÉ est déterminée selon des modalités proposées par le Comité des rémunérations au Conseil d'administration. La dernière augmentation de la rémunération fixe de M. Jean-Laurent BONNAFÉ, effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2025, a été proposée par le Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée Générale du 13 mai 2025.
Rémunération variable annuelle <sup>(1)</sup>	2 356 120	La rémunération variable de M. Jean-Laurent BONNAFÉ évolue en fonction de critères représentatifs des résultats du Groupe et de sa performance managériale. Elle est exprimée en pourcentage d'une rémunération variable cible correspondant à 100 % de la rémunération fixe de l'exercice. Les critères quantitatifs dépendent d'indicateurs liés aux performances globales du Groupe ; ils sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent (37,5 % de la rémunération variable cible) ;</li> <li>■ pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du Groupe (37,5 % de la rémunération variable cible).</li> </ul> Des critères RSE conditionnent également 15 % de la rémunération variable cible. Ils reposent sur l'évaluation multicritère des actions entreprises par le Groupe sur les plans environnemental, sociétal et social. Les critères qualitatifs représentent quant à eux 10 % de la rémunération variable cible. Après prise en compte des critères quantitatifs, RSE et qualitatifs, le Conseil d'administration a fixé la rémunération variable de M. Jean-Laurent BONNAFÉ au titre de 2025 à 2 356 120 euros : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ la partie non différée de la rémunération variable sera payée pour moitié en mai 2026, et pour moitié en mars 2027, indexée à la performance du titre BNP Paribas ;</li> <li>■ la partie différée de la rémunération variable sera payée par cinquième à compter de 2027 ; chaque paiement sera versé pour moitié en mars de chaque année, et pour moitié en mars de l'année suivante indexé à la performance du titre BNP Paribas. Le dernier paiement au titre de l'exercice 2025 sera donc effectué en mars 2032 ;</li> <li>■ le paiement annuel de la rémunération variable différée est soumis à la condition que le ROE après impôt du Groupe l'année précédant le paiement soit supérieur à 5 %.</li> </ul> Le ratio entre la rémunération fixe et la rémunération variable annuelle, tel que requis en application du Code de commerce, est de 102,44 %.
Plan de rémunération à long terme conditionnel (paiement intégralement différé à cinq ans)	915 630	La juste valeur du PRLT attribué le 4 février 2026 et rattaché à l'exercice 2025 s'établit à 915 630 euros pour M. Jean-Laurent BONNAFÉ. La durée du PRLT est fixée à cinq ans. Les deux conditions propres au PRLT, l'une reconnaissant la progression intrinsèque de l'action BNP Paribas et l'autre, sa surperformance potentielle par rapport à ses pairs, représentent deux fractions égales permettant d'en mesurer les effets distincts. Aucun paiement au titre du PRLT ne peut excéder 137,5 % de sa valeur d'attribution.
Rémunération liée au mandat d'administrateur	77 391	M. Jean-Laurent BONNAFÉ perçoit une rémunération au titre de son mandat d'administrateur de BNP Paribas (SA).
Rémunération exceptionnelle	Néant	
Options d'actions attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Avantages en nature	6 267	M. Jean-Laurent BONNAFÉ dispose d'une voiture de fonction. Ce montant inclut également la cotisation patronale de 1 360 euros versée par BNP Paribas (SA) pour l'exercice 2025 au titre de la couverture complémentaire mise en place au bénéfice des membres du Comité Exécutif du Groupe, offrant un capital complémentaire de 1,10 million d'euros en cas de décès ou d'invalidité permanente totale.
<b>TOTAL</b>	<b>5 655 408</b>	

(1) Versement conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale du 12 mai 2026 en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce.

**b. Éléments de rémunération versés à M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général, au cours de l'exercice 2025 au titre d'exercices précédents (ayant fait l'objet d'un vote des actionnaires lors de leur attribution)**

En euros	Date de soumission à l'AG et numéro de résolution	Montants versés en 2025
<b>Rémunération variable annuelle</b>		<b>1 936 327</b>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2024</i>	<i>13 mai 2025 18<sup>e</sup> résolution</i>	<i>387 325</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2023</i>	<i>14 mai 2024 18<sup>e</sup> résolution</i>	<i>509 151</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2022</i>	<i>16 mai 2023 15<sup>e</sup> résolution</i>	<i>247 217</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2021</i>	<i>17 mai 2022 15<sup>e</sup> résolution</i>	<i>220 873</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2020</i>	<i>18 mai 2021 15<sup>e</sup> résolution</i>	<i>205 678</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2019</i>	<i>19 mai 2020 16<sup>e</sup> résolution</i>	<i>231 483</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2018</i>	<i>23 mai 2019 14<sup>e</sup> résolution</i>	<i>134 600</i>
<b>Plan de rémunération à long terme conditionnel</b>	<b>19 mai 2020 16<sup>e</sup> résolution</b>	<b>1 015 300</b>

**c. Engagements de toute nature correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieures à l'exercice de celles-ci pris au bénéfice de M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général**

	Montants	Commentaires
<b>Indemnité de prise ou de cessation de fonction</b>	Néant	M. Jean-Laurent BONNAFÉ ne bénéficie d'aucune indemnité de prise ou de cessation de fonction.
<b>Indemnité de non-concurrence</b>	Néant	Les caractéristiques de la clause de non-concurrence conclue entre le Directeur Général et BNP Paribas (SA) sont décrites en page 8 du Document d'enregistrement universel.
<b>Régime de retraite supplémentaire à prestations définies</b>	Néant	M. Jean-Laurent BONNAFÉ ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire à prestations définies.
<b>Régime de retraite supplémentaire à cotisations définies</b>	5 040	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre du dispositif de retraite supplémentaire à cotisations définies (Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).
<b>Régime collectif de prévoyance et de frais de santé</b>	4 507	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre (i) des dispositifs de prévoyance flexible en matière d'assurance décès, incapacité et invalidité ainsi que des garanties de la Mutuelle du Groupe BNP Paribas au titre de la couverture des frais de santé dans les conditions applicables à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA) et (ii) du dispositif de la Garantie Vie Professionnelle Accidents (assurance décès et invalidité) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).

Tableau n° 3 : Éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à M. YANN GÉRARDIN, Directeur Général délégué, soumis au vote des actionnaires (montants en euros)

a. Éléments de rémunération attribués au titre de l'exercice 2025 à M. Yann GÉRARDIN, Directeur Général délégué

	Montants	Commentaires
Rémunération fixe	1 800 000 (versé)	La rémunération de M. Yann GÉRARDIN est déterminée selon des modalités proposées par le Comité des rémunérations au Conseil d'administration. La dernière augmentation de la rémunération fixe de M. Yann GÉRARDIN, effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2024, a été proposée par le Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée Générale du 14 mai 2024.
Rémunération variable annuelle <sup>(1)</sup>	1 836 000	La rémunération variable de M. Yann GÉRARDIN évolue en fonction de critères représentatifs des résultats du Groupe, des résultats du pôle CIB et de sa performance managériale. Elle est exprimée en pourcentage d'une rémunération variable cible correspondant à 100 % de la rémunération fixe de l'exercice. Les critères quantitatifs dépendent des indicateurs de performance suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent (18,75 % de la rémunération variable cible) ;</li> <li>■ pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du Groupe (18,75 % de la rémunération variable cible) ;</li> <li>■ évolution du résultat net avant impôt du périmètre CIB de l'exercice par rapport à l'exercice précédent (18,75 % de la rémunération variable cible) ;</li> <li>■ pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du périmètre CIB (18,75 % de la rémunération variable cible).</li> </ul> Des critères RSE conditionnent également 15 % de la rémunération variable cible. Ils reposent sur l'évaluation multicritère des actions entreprises par le Groupe sur les plans environnemental, sociétal et social. Les critères qualitatifs représentent quant à eux 10 % de la rémunération variable cible. Après prise en compte des critères quantitatifs, RSE et qualitatifs, le Conseil d'administration a fixé la rémunération variable de M. Yann GÉRARDIN au titre de 2025 à 1 836 000 euros : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ la partie non différée de la rémunération variable sera payée pour moitié en mai 2026, et pour moitié en mars 2027, indexée à la performance du titre BNP Paribas ;</li> <li>■ la partie différée de la rémunération variable sera payée par cinquième à compter de 2027 ; chaque paiement sera versé pour moitié en mars de chaque année, et pour moitié en mars de l'année suivante indexé à la performance du titre BNP Paribas. Le dernier paiement au titre de l'exercice 2025 sera donc effectué en mars 2032 ;</li> <li>■ le paiement annuel de la rémunération variable différée est soumis à la condition que le ROE après impôt du Groupe l'année précédant le paiement soit supérieur à 5 %.</li> </ul> Le ratio entre la rémunération fixe et la rémunération variable annuelle, tel que requis en application du Code de commerce, est de 102,00 %.
Plan de rémunération à long terme conditionnel (paiement intégralement différé à cinq ans)	716 580	La juste valeur du PRLT attribué le 4 février 2026 et rattaché à l'exercice 2025 s'établit à 716 580 euros pour M. Yann GÉRARDIN. La durée du PRLT est fixée à cinq ans. Les deux conditions propres au PRLT, l'une reconnaissant la progression intrinsèque de l'action BNP Paribas et l'autre, sa surperformance potentielle par rapport à ses pairs, représentent deux fractions égales permettant d'en mesurer les effets distincts. Aucun paiement au titre du PRLT ne peut excéder 137,5 % de sa valeur d'attribution.
Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	M. Yann GÉRARDIN n'exerce pas de mandat d'administrateur dans les sociétés du Groupe.
Rémunération exceptionnelle	Néant	
Options d'actions attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Avantages en nature	1 360	Ce montant correspond à la cotisation patronale versée par BNP Paribas (SA) pour l'exercice 2025 au titre de la couverture complémentaire mise en place au bénéfice des membres du Comité Exécutif du Groupe, offrant un capital complémentaire de 1,10 million d'euros en cas de décès ou d'invalidité permanente totale.
<b>TOTAL</b>	<b>4 353 940</b>	

(1) Versement conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale du 12 mai 2026 en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce.

b. Éléments de rémunération versés à M. Yann GÉRARDIN, Directeur Général délégué, au cours de l'exercice 2025 au titre d'exercices précédents (ayant fait l'objet d'un vote des actionnaires lors de leur attribution)

En euros	Date de soumission à l'AG et numéro de résolution	Montants versés en 2025
<b>Rémunération variable annuelle</b>		<b>1 136 161</b>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2024</i>	<i>13 mai 2025 19<sup>e</sup> résolution</i>	<i>382 140</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2023</i>	<i>14 mai 2024 19<sup>e</sup> résolution</i>	<i>414 604</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2022</i>	<i>16 mai 2023 16<sup>e</sup> résolution</i>	<i>205 021</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2021</i>	<i>17 mai 2022 17<sup>e</sup> résolution</i>	<i>134 396</i>
<b>Plan de rémunération à long terme conditionnel</b>	<b>Néant</b>	<b>Néant</b>

c. Engagements de toute nature correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieures à l'exercice de celles-ci pris au bénéfice de M. Yann GÉRARDIN, Directeur Général délégué

	Montants	Commentaires
<b>Indemnité de prise ou de cessation de fonction</b>	Néant	M. Yann GÉRARDIN ne bénéficie d'aucune indemnité de prise ou de cessation de fonction.
<b>Régime de retraite supplémentaire à prestations définies</b>	Néant	M. Yann GÉRARDIN ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire à prestations définies.
<b>Régime de retraite supplémentaire à cotisations définies</b>	5 040	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre du dispositif de retraite supplémentaire à cotisations définies (Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).
<b>Régime collectif de prévoyance et de frais de santé</b>	4 507	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre (i) des dispositifs de prévoyance flexible en matière d'assurance décès, incapacité et invalidité ainsi que des garanties de la Mutuelle du Groupe BNP Paribas au titre de la couverture des frais de santé dans les conditions applicables à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA) et (ii) du dispositif de la Garantie Vie Professionnelle Accidents (assurance décès et invalidité) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).

Tableau n° 4 : Éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre de ce même exercice à M. THIERRY LABORDE, Directeur Général délégué, soumis au vote des actionnaires (montants en euros)

a. Éléments de rémunération attribués au titre de l'exercice 2025 à M. Thierry LABORDE, Directeur Général délégué

	Montants	Commentaires
Rémunération fixe	1 080 000 (versé)	La rémunération de M. Thierry LABORDE est déterminée selon des modalités proposées par le Comité des rémunérations au Conseil d'administration. La dernière augmentation de la rémunération fixe de M. Thierry LABORDE, effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2024, a été proposée par le Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée Générale du 14 mai 2024.
Rémunération variable annuelle <sup>(1)</sup>	1 116 288	La rémunération variable de M. Thierry LABORDE évolue en fonction de critères représentatifs des résultats du Groupe, des résultats du métier CPBS et de sa performance managériale. Elle est exprimée en pourcentage d'une rémunération variable cible correspondant à 100 % de la rémunération fixe de l'exercice. Les critères quantitatifs dépendent des indicateurs de performance suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ évolution du bénéfice net par action de l'exercice par rapport à l'exercice précédent (18,75 % de la rémunération variable cible);</li> <li>■ pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du Groupe (18,75 % de la rémunération variable cible);</li> <li>■ évolution du résultat net avant impôt du périmètre CPBS de l'exercice par rapport à l'exercice précédent (18,75 % de la rémunération variable cible);</li> <li>■ pourcentage de réalisation du budget de résultat brut d'exploitation du périmètre CPBS (18,75 % de la rémunération variable cible).</li> </ul> Des critères RSE conditionnent également 15 % de la rémunération variable cible. Ils reposent sur l'évaluation multicritère des actions entreprises par le Groupe sur les plans environnemental, sociétal et social. Les critères qualitatifs représentent quant à eux 10 % de la rémunération variable cible. Après prise en compte des critères quantitatifs, RSE et qualitatifs, le Conseil d'administration a fixé la rémunération variable de M. Thierry LABORDE au titre de 2025 à 1 116 288 euros : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ la partie non différée de la rémunération variable sera payée pour moitié en mai 2026, et pour moitié en mars 2027, indexée à la performance du titre BNP Paribas;</li> <li>■ la partie différée de la rémunération variable sera payée par cinquième à compter de 2027; chaque paiement sera versé pour moitié en mars de chaque année, et pour moitié en mars de l'année suivante indexé à la performance du titre BNP Paribas. Le dernier paiement au titre de l'exercice 2025 sera donc effectué en mars 2032;</li> <li>■ le paiement annuel de la rémunération variable différée est soumis à la condition que le ROE après impôt du Groupe l'année précédant le paiement soit supérieur à 5 %.</li> </ul> Le ratio entre la rémunération fixe et la rémunération variable annuelle, tel que requis en application du Code de commerce, est de 103,36 %.
Plan de rémunération à long terme conditionnel (paiement intégralement différé à cinq ans)	429 948	La juste valeur du PRLT attribué le 4 février 2026 et rattaché à l'exercice 2025 s'établit à 429 948 euros pour M. Thierry LABORDE. La durée du PRLT est fixée à cinq ans. Les deux conditions propres au PRLT, l'une reconnaissant la progression intrinsèque de l'action BNP Paribas et l'autre, sa surperformance potentielle par rapport à ses pairs, représentent deux fractions égales permettant d'en mesurer les effets distincts. Aucun paiement au titre du PRLT ne peut excéder 137,5 % de sa valeur d'attribution.
Rémunération liée au mandat d'administrateur	Néant	M. Thierry LABORDE ne perçoit pas de rémunérations au titre des mandats d'administrateur qu'il exerce dans les sociétés du Groupe.
Rémunération exceptionnelle	Néant	
Options d'actions attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	
Avantages en nature	9 628	M. Thierry LABORDE dispose d'une voiture de fonction. Ce montant inclut également la cotisation patronale de 1 360 euros versée par BNP Paribas (SA) pour l'exercice 2025 au titre de la couverture complémentaire mise en place au bénéfice des membres du Comité Exécutif du Groupe, offrant un capital complémentaire de 1,10 million d'euros en cas de décès ou d'invalidité permanente totale.
<b>TOTAL</b>	<b>2 635 864</b>	

(1) Versement conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale du 12 mai 2026 en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce.

b. Éléments de rémunération versés à M. Thierry LABORDE, Directeur Général délégué, au cours de l'exercice 2025 au titre d'exercices précédents (ayant fait l'objet d'un vote des actionnaires lors de leur attribution)

En euros	Date de soumission à l'AG et numéro de résolution	Montants versés en 2025
<b>Rémunération variable annuelle</b>		<b>665 067</b>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2024</i>	<i>13 mai 2025 20<sup>e</sup> résolution</i>	<i>218 074</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2023</i>	<i>14 mai 2024 20<sup>e</sup> résolution</i>	<i>244 758</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2022</i>	<i>16 mai 2023 17<sup>e</sup> résolution</i>	<i>124 509</i>
<i>Dont paiement partiel de la rémunération variable annuelle au titre de 2021</i>	<i>17 mai 2022 18<sup>e</sup> résolution</i>	<i>77 726</i>
<b>Plan de rémunération à long terme conditionnel</b>	<b>Néant</b>	<b>Néant</b>

c. Engagements de toute nature correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions ou postérieures à l'exercice de celles-ci pris au bénéfice de M. Thierry LABORDE, Directeur Général délégué

	Montants	Commentaires
<b>Indemnité de prise ou de cessation de fonction</b>	Néant	M. Thierry LABORDE ne bénéficie d'aucune indemnité de prise ou de cessation de fonction.
<b>Régime de retraite supplémentaire à prestations définies</b>	Néant	M. Thierry LABORDE ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire à prestations définies.
<b>Régime de retraite supplémentaire à cotisations définies</b>	5 040	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre du dispositif de retraite supplémentaire à cotisations définies (Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).
<b>Régime collectif de prévoyance et de frais de santé</b>	4 507	Ce montant correspond aux cotisations versées en 2025 au titre (i) des dispositifs de prévoyance flexible en matière d'assurance décès, incapacité et invalidité ainsi que des garanties de la Mutuelle du Groupe BNP Paribas au titre de la couverture des frais de santé dans les conditions applicables à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA) et (ii) du dispositif de la Garantie Vie Professionnelle Accidents (assurance décès et invalidité) applicable à l'ensemble des salariés de BNP Paribas (SA).



### Niveaux de rémunération des Présidents non exécutifs des pairs européens de BNP Paribas – Rémunération actuelle du Président du Conseil d'administration de BNP Paribas

Société	Pays	Devise	Nom	Fonction	Tout mode de rémunération fixe 2024	Part Fixe 2024				Tout mode de rémunération fixe 2024 + avantages en nature
						Dont part fixe uniquement	Dont actions	Dont jetons de présence	Avantages en nature	
UBS	Switzerland	CHF	Colm Kelleher	Chairman	5 781 740	2 890 870	2 890 870	-	17 819	5 799 559
HSBC	UK	GBP	Mark E Tucker	Group Chairman	1 774 580	1 774 580	-	-	171 543	1 946 123
<b>BNP Paribas – Actuel</b>	France	EUR	Jean Lemierre	Président du CA	1 026 777	950 000	-	76 777	10 319	1 037 096
Barclays	UK	GBP	Nigel Higgin	Chairman	1 013 640	1 013 640	-	-	10 647	1 024 287
Société Générale	France	EUR	Lorenzo Bini Smaghi	Président du CA	925 000	925 000	-	-	54 978	979 978
UniCredit	Italy	EUR	Pier Carlo Padoan	Chairman	925 452	907 852	-	17 600	30 466	955 918
Deutsche Bank	Germany	EUR	Alexander Wynaendts	Chairman	950 000	712 500	237 500	-	-	950 000
Intesa Sanpaolo	Italy	EUR	Gian Maria Gros-Pietro	Chairman	920 000	920 000	-	-	-	920 000
Crédit Agricole	France	EUR	Dominique Lefebvre	Président du CA	625 000	625 000	-	-	-	625 000
<b>POSITIONNEMENT – BNPP</b>					<b>3/9</b>					<b>3/9</b>

Source : Étude Willis Towers Watson réalisée pour BNP Paribas. Montants convertis en euros aux taux de change suivants : EUR/GBP 0,845 ; EUR/CHF 0,951 (moyenne du 01/01/2024 au 31/12/2024).

### Niveaux de rémunération des Présidents non exécutifs des pairs européens de BNP Paribas – Rémunération proposée pour le Président du Conseil d'administration de BNP Paribas

Société	Pays	Devise	Nom	Fonction	Tout mode de rémunération fixe 2024	Part Fixe 2024				Tout mode de rémunération fixe 2024 + avantages en nature
						Dont part fixe uniquement	Dont actions	Dont jetons de présence	Avantages en nature	
UBS	Switzerland	CHF	Colm Kelleher	Chairman	5 781 740	2 890 870	2 890 870	-	17 819	5 799 559
HSBC	UK	GBP	Mark E Tucker	Group Chairman	1 774 580	1 774 580	-	-	171 543	1 946 123
<b>BNP Paribas – Proposition</b>	France	EUR	Jean Lemierre	Président du CA	1 176 777	1 100 000	-	76 777	10 319	1 187 096
Barclays	UK	GBP	Nigel Higgin	Chairman	1 013 640	1 013 640	-	-	10 647	1 024 287
Société Générale	France	EUR	Lorenzo Bini Smaghi	Président du CA	925 000	925 000	-	-	54 978	979 978
UniCredit	Italy	EUR	Pier Carlo Padoan	Chairman	925 452	907 852	-	17 600	30 466	955 918
Deutsche Bank	Germany	EUR	Alexander Wynaendts	Chairman	950 000	712 500	237 500	-	-	950 000
Intesa Sanpaolo	Italy	EUR	Gian Maria Gros-Pietro	Chairman	920 000	920 000	-	-	-	920 000
Crédit Agricole	France	EUR	Dominique Lefebvre	Président du CA	625 000	625 000	-	-	-	625 000
<b>POSITIONNEMENT – BNPP</b>					<b>3/9</b>					<b>3/9</b>

Source : Étude Willis Towers Watson réalisée pour BNP Paribas. Montants convertis en euros aux taux de change suivants : EUR/GBP 0,845 ; EUR/CHF 0,951 (moyenne du 01/01/2024 au 31/12/2024).

# PRÉSENTATION DES CANDIDATS

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## ADMINISTRATEUR DONT LE RENOUVELLEMENT DU MANDAT EST PROPOSÉ



### Jean LEMIERRE

#### FONCTION PRINCIPALE :

##### PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BNP PARIBAS

Né le 6 juin 1950

Dates de début et de fin de mandat : 16 mai 2023 – AG 2026

Date du 1<sup>er</sup> mandat : 1<sup>er</sup> décembre 2014 ratifié par l'Assemblée Générale du 13 mai 2015

Nationalité française

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2025 : 47 700<sup>(1)</sup>

#### VICE-PRÉSIDENT :

Paris Europlace

#### ADMINISTRATEUR :

**TEB Holding AS (Turquie)** – mandat exercé au titre de la fonction principale

Pernod Ricard<sup>(2)</sup>

Association française des entreprises privées (Afp)

Institut de la Finance durable (IFD)

#### MEMBRE :

Institute of International Finance (IIF)

**International Advisory Council** de China Investment Corporation (CIC)

**International Advisory Panel (IAP)** de la Monetary Authority of Singapore (MAS)

**Advisory Group auprès du Président** de l'Asian Development Bank (ADB)

#### PARTICIPATION AUX COMITÉS SPÉCIALISÉS :

**Pernod Ricard<sup>(2)</sup>** : membre du Comité stratégique

#### ÉTUDES ET CARRIÈRE :

M. Jean Lemierre est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, licencié en droit. Il est ancien élève de l'École Nationale d'Administration.

M. Jean Lemierre rejoint l'Inspection Générale des Finances en juin 1976. Il exerce de 1980 à 1987 diverses fonctions dans l'Administration fiscale et est nommé chef du Service de la législation fiscale en mars 1987. Deux ans plus tard, il est nommé Directeur Général des Impôts, fonction qu'il exercera pendant près de six années.

Au mois de mai 1995, il est nommé Directeur du Cabinet du Ministre de l'Économie et des Finances. M. Jean Lemierre est nommé Directeur du Trésor au mois d'octobre de la même année. Il est membre du Comité monétaire européen de 1995 à 1998, puis Président du Comité économique et financier de l'Union européenne et du Club de Paris de 1999 à 2000.

En juillet 2000, il est élu Président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, poste qu'il occupe jusqu'en 2008. Il est Conseiller du Président de BNP Paribas du 1<sup>er</sup> septembre 2008 au 1<sup>er</sup> décembre 2014, date à laquelle il est nommé Président du Conseil d'administration de BNP Paribas.

#### MOTIFS DE LA PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR :

Le Conseil d'administration estime que la compétence internationale de M. Jean Lemierre, sa maîtrise des mécanismes financiers de l'Union européenne, sa grande connaissance des activités et de l'environnement du Groupe et les qualités démontrées dans l'exercice de sa fonction de Président du Conseil d'administration, justifient pleinement le renouvellement de son mandat d'administrateur.

(1) Dont 1 774 actions BNP Paribas détenues au titre du Plan d'Épargne Entreprise.

(2) Société cotée.

## ADMINISTRATEUR DONT LE RENOUVELLEMENT DU MANDAT EST PROPOSÉ



### Jacques ASCHENBROICH

#### FONCTION PRINCIPALE :

#### PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ORANGE<sup>(1)</sup>

Né le 3 juin 1954

Dates de début et de fin de mandat : 16 mai 2023 – AG 2026

Date du 1<sup>er</sup> mandat : 23 mai 2017

Nationalité française

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2025 : 1 000

#### PRÉSIDENT :

French-American Foundation

#### ADMINISTRATEUR :

**TotalEnergies<sup>(1)</sup>** : Administrateur référent

#### PARTICIPATION AUX COMITÉS SPÉCIALISÉS :

**BNP Paribas** : Président du Comité de gouvernance, d'éthique, des nominations et de la RSE, membre du Comité des comptes

**TotalEnergies** : Président du Comité de gouvernance et d'éthique et membre du Comité des rémunérations et du Comité Stratégie & RSE

#### ÉTUDES ET CARRIÈRE :

M. Jacques Aschenbroich est ingénieur du Corps des Mines.

Il a exercé plusieurs fonctions dans l'administration liées notamment au développement économique et industriel régional, à la valorisation de la recherche et à l'aménagement du territoire. De mai 1987 à mai 1988, il a été conseiller technique en charge des problèmes industriels, de la recherche et de l'espace au cabinet du Premier Ministre.

Il a mené de 1988 à 2008 une carrière industrielle au sein du groupe Saint-Gobain. Après avoir dirigé les filiales au Brésil et en Allemagne, il a pris la Direction de la Branche Vitrage et la présidence de Saint-Gobain Vitrage en 1996. Directeur Général Adjoint de la Compagnie de Saint-Gobain d'octobre 2001 à décembre 2008, en charge de la R&D du Groupe Saint-Gobain à partir de mai 2004, il a en particulier dirigé les pôles Vitrage et Matériaux Haute Performance à partir de janvier 2007 et dirigé les opérations du groupe en Amérique du Nord en tant que Directeur Général de Saint-Gobain Corporation et Délégué Général pour les États-Unis et le Canada dès septembre 2007.

En 2009, M. Jacques Aschenbroich est devenu administrateur et Directeur Général de l'équipementier automobile Valeo, puis Président-Directeur Général de Valeo le 18 février 2016. Jacques Aschenbroich a été Président de Valeo de janvier 2022 jusqu'à la fin de l'année 2022.

En mai 2022, il est devenu Président d'Orange.

#### MOTIFS DE LA PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR :

Le Conseil d'administration estime que la personnalité, les compétences industrielles, en matière numérique ainsi que l'expérience managériale et internationale de M. Jacques Aschenbroich le recommandent pour continuer à exercer avec toute l'indépendance nécessaire les fonctions d'administrateur au sein du Conseil d'administration de BNP Paribas.

Aucune des sociétés ou structure légale dans lesquelles M. Jacques Aschenbroich détient un mandat d'administrateur ou exerce une fonction exécutive n'a avec BNP Paribas de relations d'affaires dont le caractère pourrait être significatif.

En particulier, le Conseil d'administration a constaté que les revenus de BNP Paribas générés respectivement par Orange et par TotalEnergies représentaient moins de 0,5 % des revenus totaux publiés par BNP Paribas sur l'exercice 2025.

(1) Société cotée.

# LE GROUPE BNP PARIBAS EN 2025

## Résultats du Groupe pour l'année 2025

Pour l'ensemble de l'année 2025, le PNB s'élève à 51 223 M€, en hausse de 4,9 % par rapport à 2024 (ci-après « / 2024 »).

Le PNB de CIB (18 997 M€) augmente de 5,6 % par rapport à 2024, soutenu par la progression des revenus de Global Markets (+ 9,1 % / 2024) et de Securities Services (+ 8,1 % / 2024).

Le PNB de CPBS<sup>(1)</sup> est en hausse de 2,6 % à 26 717 M€. Les banques commerciales progressent de + 5,3 %, sous l'effet combiné de la croissance engagée dans la zone euro en ligne avec la trajectoire annoncée et de la forte croissance pour Europe Méditerranée (+ 16,1 % / 2024). Malgré le rebond du 4<sup>ème</sup> trimestre, les métiers spécialisés restent en repli au global en 2025 (- 2,0 % / 2024), impactés par la normalisation du prix des véhicules d'occasion d'Arval au niveau d'Arval & Leasing Solutions (- 11,0 % / 2024) qui prend fin au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025. Personal Finance enregistre, à l'inverse, une bonne progression des revenus (+ 4,1 % / 2024).

Le PNB d'IPS incluant AXA IM s'établit à 6 929 M€ (+ 19,6 % / 2024, + 6,1 % / 2024 hors AXA IM), porté par l'intégration d'AXA IM et la bonne performance des métiers d'Assurance (+ 8,1 % / 2024), Wealth Management (+ 9,0 % / 2024) et Asset Management (+ 1,2 % / 2024). Il intègre le PNB d'AXA IM, à 782 M€.

Les frais de gestion du Groupe s'élèvent à 31 374 M€, en hausse de 3,9 % par rapport à 2024. Ils restent néanmoins contenus hors intégration AXA IM (+ 1,6 % / 2024) notamment du fait des mesures d'efficacité opérationnelle mises en place, représentant 800 M€, au-delà des 600 M€ prévus dans la trajectoire. L'effet de ciseaux au niveau du Groupe s'établit à 1,0 point et le coefficient d'exploitation à 61,2 %, en amélioration par rapport à 2024 (61,8 %). Au niveau des pôles, les frais de gestion sont en hausse de 3,1 % chez CIB et de 0,9 % chez CPBS<sup>(1)</sup> (+ 1,0 % dans les banques commerciales et + 0,5 % dans les métiers spécialisés). Ils sont en hausse de 16,5 % pour IPS (+ 1,1 % / 2024 hors AXA IM).

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit ainsi à 19 849 M€ en 2025, en hausse de 6,5 % par rapport à 2024 (18 638 M€).

Le coût du risque du Groupe s'élève à 3 350 M€ (2 999 M€ en 2024). Les autres charges nettes pour risque sur instruments financiers s'élèvent à 203 M€ et les éléments hors exploitation du Groupe à 769 M€ en 2025.

Le résultat avant impôt du Groupe s'établit donc à 17 065 M€, en hausse de 5,4 % par rapport à 2024 (16 188 M€) et le résultat net part du Groupe à 12 225 M€ (+ 4,6 % / 2024), en ligne avec l'objectif fixé (supérieur à 12 200 M€). Au 31 décembre 2025, la rentabilité des fonds propres tangibles non réévalués (ROTE) est de 11,6 %, en ligne avec l'objectif fixé de 11,5 %.

## Confirmation de la trajectoire 2024-2026

Les objectifs fixés au niveau Groupe pour 2025 sont atteints :

- **ROTE** : 11,6 % (objectif 2025 : 11,5 %);
- **Résultat net** : 12 225 M€ (objectif 2025 > 12 200 M€);
- **Ratio CET1** : 12,6 % (objectif 2025 : 12,3 %).

Fort de ses résultats en 2025 et du scénario de taux structurellement favorable, le Groupe confirme sa trajectoire 2024-2026 :

- **ROTE 2026** : 12 %;
- **Résultat net** : TCAM supérieur à 7 % pour la période 2024-2026;
- **Bénéfice Net Par Action (BNPA)<sup>(2)</sup>** : TCAM supérieur à 8 % pour la période 2024-2026;
- **Revenus** : TCAM supérieur à 5 % pour la période 2024-2026;
- **Effet de ciseaux** : ~+1,5 point/an en moyenne pour la période 2024-2026;
- **Coût du risque** : inférieur à 40 points de base en 2025 et 2026.

(1) Intégrant 2/3 de la Banque Privée.

(2) Bénéfice net par action, en €, calculé sur la base du résultat net part du Groupe ajusté de la rémunération des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) et du nombre moyen d'actions en circulation.

## Révision à la hausse des objectifs à l'horizon 2028

### ROTE 2028 > 13 %

La révision à la hausse de l'objectif de ROTE à l'horizon 2028 (nouvel objectif : ROTE > 13 % ; précédent objectif ROTE : 13 %) est le fruit des plans stratégiques en cours au sein des banques commerciales en France (BCEF) et en Belgique (BCEB), de Personal Finance (PF), d'Arval et d'Asset Management, et sera plus largement portée par les trois divisions, CPBS, CIB et IPS.

### COEFFICIENT D'EXPLOITATION 2028 < 56 %

L'objectif de coefficient d'exploitation 2028 est également révisé (nouvel objectif < 56 % ; précédent objectif ~58 %). Le Groupe engage un programme structurel de transformation des activités de support pour amplifier les bénéfices de la croissance à coût marginal liés aux mesures d'efficacité opérationnelle engagées depuis 2022.

En 2025, ces mesures représentent une économie récurrente de coûts de 800 M€, au-delà des 600 M€ prévus. Des mesures additionnelles étant également prévues en 2026 pour un montant de 600 M€, elles devraient au total représenter 3 500 M€ d'économies de coûts récurrentes pour la période 2022-2026, au-delà des 2 900 M€ équivalents prévus, et réparties entre les pôles CPBS (54 %), CIB (32 %) et IPS (14 %). Ces mesures ont historiquement permis au Groupe de réduire son coefficient d'exploitation de l'ordre de 6 points entre 2021 (67,3 %) et 2025 (61,2 %), soit en moyenne 1,5 point par an. Le programme structurel de transformation des activités de support permettra d'accélérer la baisse du coefficient d'exploitation à partir de 2027, pour l'amener à moins de 56 % à l'horizon 2028.

### RÉSULTAT NET TCAM 2025-2028 > + 10 %

Le Groupe annonce un nouvel objectif concernant le résultat net part du Groupe. Portée par une forte croissance des revenus et une amélioration significative du coefficient d'exploitation, la croissance moyenne annuelle du résultat net part du Groupe devrait être supérieure à 10 %, entre 2025 et 2028. Ceci constitue une accélération puisque pour la période 2024-2026, l'objectif de taux de croissance moyen annuel est de + 7 %. Sur cette base, la croissance moyenne annuelle du Bénéfice Net Par Action entre 2025 et 2028 devrait être à deux chiffres et permettre d'accroître le retour aux actionnaires sur la période.

### RATIO CET1 (POST FRTB <sup>(1)</sup>) AU 31 DÉCEMBRE 2027 ET AU 31 DÉCEMBRE 2028 : 13 %

Le Groupe réitère son objectif de ratio CET1 à 13 % post FRTB au 31 décembre 2027 et au 31 décembre 2028. La trajectoire de capital du Groupe allie croissance disciplinée et retour aux actionnaires. Elle repose en particulier sur (i) l'accélération de la génération organique du capital grâce à un résultat net plus élevé, (ii) le cycle de cessions d'actifs engagé représentant un impact positif net sur le ratio CET1 de + 13 points de base et (iii) la croissance organique disciplinée des actifs pondérés (environ + 2 % par an) y compris les titrisations.

La distribution aux actionnaires de l'excédent de ratio CET1 au-delà de 13 %, en complément de la politique de distribution de 60 %, sera déterminée annuellement à partir de 2027, la priorité du Groupe étant de générer du capital pour atteindre un ratio de 13 % dans les meilleurs délais.

## Préparation du plan 2027-2030

Fort de sa trajectoire, le Groupe prépare le plan 2027-2030, qui sera présenté début 2027 et engage d'ores et déjà un programme structurel de transformation des activités de support.

Ce programme portant sur une base de coûts annuelle de l'ordre de 15 Md€ comprend (i) une revue de bout en bout des processus, (ii) la mutualisation des infrastructures et la simplification du patrimoine applicatif, (iii) l'allègement et l'alignement des modèles opérationnels et organisationnels et (iv) l'intensification de l'usage de l'intelligence artificielle.

Il a pour objectif d'engager une évolution des performances opérationnelles et financières du Groupe dans la durée au bénéfice de ses différentes parties prenantes : (i) les clients, en renforçant la qualité de service et en développant la personnalisation des offres digitales, (ii) les collaborateurs, en favorisant le recentrage sur des tâches à plus forte valeur ajoutée et (iii) les actionnaires, en accélérant la baisse du coefficient d'exploitation. Il a également pour objectif de réduire le risque opérationnel et d'améliorer la qualité et la disponibilité des données en appui au développement de l'intelligence artificielle à l'échelle.

Le plan 2027-2030 du Groupe sera présenté lors d'un *Capital Markets Day* (CMD), début 2027.

(1) Fundamental Review of the Trading Book.

## Intelligence artificielle

Selon l'indice Evident AI, BNP Paribas est la 1<sup>ère</sup> banque de la zone euro en intelligence artificielle (IA). De nombreux cas d'usage IA sont, en effet, déjà en production dans l'ensemble des métiers et plus de 7 500 développeurs IT sont équipés d'une solution d'IA générative pour accélérer et améliorer les développements et les tests.

Dans le cadre de la préparation du plan 2027-2030, le Groupe accélère et déploie les leviers d'IA à l'échelle. Il renforce en particulier le poids des projets d'IA axés sur l'efficacité opérationnelle, le coût du risque et la cybersécurité. Plus de 800 spécialistes intégrant l'IA à grande échelle sont déployés dans les plateformes et les processus opérationnels avec pour objectif de les industrialiser. Des technologies de nouvelle génération et des partenariats de pointe, notamment avec Mistral AI ont été mis en place depuis 2024. Le Groupe accélère l'industrialisation des cas d'usage d'IA générative notamment au travers de la mise à disposition d'une plateforme LLM as a service pour les métiers.

## Distribution du résultat

L'année 2025 a été marquée par la mise en place d'un acompte semestriel sur dividende d'un montant calculé sur la base de 50 % du Bénéfice Net Par Action du 1<sup>er</sup> semestre. Le premier acompte de 2,59 € a été payé le 30 septembre 2025. Le Groupe a également finalisé le 19 décembre 2025 le programme de rachat d'actions au titre de l'exercice 2025 d'un montant de 1,15 milliard d'euros.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale du 12 mai 2026 de fixer le dividende au titre de l'exercice 2025 à 5,16 euros par action (en progression de 7,7 % par rapport au dividende au titre de l'exercice 2024 fixé à 4,79 euros par action). Compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 2,59 euros par action mis en paiement en numéraire le 30 septembre 2025, le solde du dividende à distribuer au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 serait de 2,57 euros par action y ayant droit. Le solde du dividende serait détaché le 18 mai 2026 et mis en paiement le 20 mai 2026 en cas de vote positif de l'Assemblée Générale.

Au titre de 2026, BNP Paribas confirme sa politique de distribution (*pay-out ratio* <sup>(1)</sup> de 60 % dont 50 % minimum en dividendes et 10 % en rachat d'actions). À partir de 2027, la politique de distribution sera de 60 % minimum et sera précisée lors du CMD 2027-2030. La distribution de l'excédent de ratio CET1 au-delà de 13 % sera également déterminée annuellement à partir de 2027.

## Structure financière au 31 décembre 2025

Le ratio « Common Equity Tier 1 » (ci-après CET1) s'élève à 12,6 % au 31 décembre 2025, très supérieur aux exigences SREP <sup>(2)</sup> (10,52 %).

Le ratio de levier <sup>(3)</sup> s'élève à 4,5 % au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, le *Liquidity Coverage Ratio* <sup>(4)</sup> (fin de période) s'établit à 134 %, les actifs liquides de haute qualité (HQLA) à 379 Md€ et la réserve de liquidité disponible instantanément <sup>(5)</sup> à 475 milliards d'euros.

## Développement durable

Au cours de l'année 2025, BNP Paribas a continué à accompagner ses clients dans le financement de leurs projets de transition. Cette année a été marquée par des transactions emblématiques, s'appuyant sur l'expertise du *Low Carbon Transition Group*, comme par exemple le financement de 5,5 milliards de livres sterling alloué à la construction d'un nouveau réacteur nucléaire d'une capacité de 3,2 GW en Angleterre (Sizewell C), ou encore la participation à la première obligation verte européenne de l'énergéticien Eurogrid, d'un montant de 1,1 milliard d'euros, pour intégrer les énergies renouvelables au réseau.

Ces transactions ont permis au Groupe de dépasser largement ses objectifs 2025, en atteignant 252 milliards d'euros de soutien à ses clients dans leur transition bas-carbone entre 2022 et 2025, bien au-delà de son objectif de 200 milliards d'euros. Les énergies bas-carbone <sup>(6)</sup> représentent 82 % du stock de financements à la production d'énergies du Groupe contre 54 % en 2022 et en ligne avec son objectif de 90 % (soit plus de 40 milliards d'euros) en 2030. Cet engagement se reflète dans les classements récents, BNP Paribas ayant aussi été reconnue comme la première banque en matière d'obligations et de crédits durables au niveau mondial pour la troisième année consécutive, avec un montant de 69 milliards de dollars en 2025 <sup>(7)</sup>.

(1) Taux de distribution à l'actionnaire en % du résultat net part du Groupe ajusté de la rémunération des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI), incluant le dividende en numéraire et les programmes de rachats d'actions.

(2) Supervisory Review and Evaluation Process.

(3) Calculé conformément au Règlement (UE) 575/2013 – Art. 429.

(4) Calculé conformément au Règlement (CRR) 575/2013 art. 451b.

(5) Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement.

(6) Source : données de gestion internes – exposition de crédit en Md€ au 30.09.22 et 30.09.25 : bas-carbone (38,3 Md€ au 30.09.25) : renouvelables (35,6 Md€), nucléaire (2,6 Md€), énergies fossiles (8,6 Md€ au 30.09.25) : raffinage (5,1 Md€), extraction et production gazière (1,9 Md€), extraction et production pétrolière (1,2 Md€), charbon (0,3 Md€) ; évolutions 2012-2022 à titre illustratif. Le périmètre des énergies bas-carbone pourrait évoluer en fonction de l'avancée des technologies.

(7) Selon Dealogic 2025. Total des obligations ESG (durables, vertes, sociales, « sustainability-linked bonds » et crédits ESG (verts, sociaux, « sustainability-linked loans/ESG-linked loans »).



## CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING (CIB)

Pour l'année 2025, le PNB de CIB s'établit à 18 997 M€ (+ 5,6 % / 2024) et les frais de gestion à 11 061 M€ (+ 3,1 % / 2024), générant un effet de ciseaux de + 2,5 points.

Le résultat brut d'exploitation de CIB s'élève à 7 936 M€, en hausse de 9,3 % par rapport à 2024 et le coût du risque s'établit à 452 M€.

Sur cette base, le résultat avant impôt de CIB s'établit à 7 506 M€, en hausse de 1,2 % par rapport à 2024 et le RONE à 21,3 % (+ 0,3 point / 2024), illustrant le niveau de rentabilité élevé de la plateforme.

À titre de mise en perspective, sur longue période depuis 2016, le mix d'activités et de clientèle de CIB lui a permis de faire croître ses revenus en moyenne de + 5,5 % chaque année.

## COMMERCIAL, PERSONAL BANKING & SERVICES (CPBS)

Pour l'année 2025, le PNB <sup>(1)</sup> s'établit à 26 717 M€, en hausse de 2,6 % par rapport à 2024.

Les frais de gestion <sup>(1)</sup> progressent de 0,9 % par rapport à 2024, à 16 053 M€.

Le résultat brut d'exploitation <sup>(1)</sup> s'établit à 10 663 M€ et augmente de 5,2 % par rapport à 2024.

Le coût du risque <sup>(1)</sup> et autres s'établissent à 3 059 M€, en baisse de 4,4 % par rapport à 2024 (3 201 M€ en 2024) et le résultat avant impôt <sup>(1)</sup> à 7 805 M€, en hausse de 10,8 % par rapport à 2024.

Sur cette base, le RONE de CPBS progresse de 1,2 point en 2025 (13,9 % en 2025 ; 12,7 % en 2024).

## INVESTMENT & PROTECTION SERVICES (IPS)

Sur l'année 2025, les revenus s'élèvent à 6 929 M€, en hausse de 19,6 % par rapport à 2024. Ils intègrent les revenus d'AXA IM pour 782 M€.

Les frais de gestion s'élèvent à 4 158 M€, en hausse de 16,5 % par rapport à 2024 (en hausse de 1,1 % par rapport à 2024 hors AXA IM).

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 2 771 M€, en hausse de 24,6 % par rapport à 2024.

Le résultat avant impôt s'élève à 3 089 M€, en hausse de 32,9 % par rapport à 2024 (+ 22,5 % / 2024 hors AXA IM) et le RONE à 22,8 % (+ 4,1 points / 2024), illustrant le niveau de rentabilité élevé de la plateforme.

### GLOSSAIRE

- **Coefficient d'exploitation (%)** : Rapport entre les frais de gestion et les revenus.
- **Coût du risque/encours (pb)** : Rapport entre le coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période. Le coût du risque n'intègre pas les « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers ».
- **Effet de ciseaux (pts)** : Progression des revenus moins progression des frais de gestion sur la même période.
- **Résultat net (M€)** : Résultat net part du Groupe (RNPG).
- **Ratio CET1 (%)** : Passage en ratios et actifs pondérés phased-in depuis le 2T25 pour s'aligner sur le calcul de l'exigence réglementaire (calcul du MDA), tenir compte de l'horizon du Groupe à 2030 et des standards utilisés par le marché. CET1 phased-in, calculé sur la base des actifs pondérés du trimestre ; incluant les dispositions transitoires telles que définies aux art. 465, 468 et 495 du Règlement CRR.
- **RONE (%)** : Return On Notional Equity – Rapport entre le Résultat net avant impôts annualisé et les Fonds propres alloués moyens sur la même période.
- **ROTE (%)** : Return On Tangible Equity – Rentabilité des fonds propres tangibles du Groupe.
- **TCAM (%)** : Taux de Croissance Annuel Moyen.

(1) Intégrant 2/3 de la Banque Privée.

# RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES DE BNP PARIBAS SA

## (COMPTES SOCIAUX)

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Situation financière en fin d'exercice</b>					
a) Capital social (en euros)	2 468 663 292	2 468 663 292	2 294 954 818	2 261 621 342	2 233 569 514
b) Nombre d'actions émises	1 234 331 646	1 234 331 646	1 147 477 409	1 130 810 671	1 116 784 757
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
<b>Résultat global des opérations effectives (en millions d'euros)</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	31 884	50 446	94 079	97 501	92 145
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	7 769	11 129	11 207	11 498	12 615
c) Impôts sur les bénéfices	(716)	(943)	(683)	(639)	(1 452)
d) Bénéfice ou perte après impôts, amortissements et provisions	7 307	8 033	9 620	9 560	10 254
e) Montant des bénéfices distribués <sup>(1)</sup>	4 527	4 744	5 198	5 417	5 761
<b>Résultats des opérations réduits à une seule action (en euros)</b>					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	5,71	8,25	9,17	9,60	10,00
b) Bénéfice ou perte après impôts amortissements et provisions	5,92	6,51	8,38	8,45	9,18
c) Dividende versé à chaque action <sup>(1)</sup>	3,67	3,90	4,60	4,79	5,16
<b>Personnel</b>					
a) Nombre de salariés au 31 décembre	52 444	63 084	64 847	65 460	68 651
b) Montant de la masse salariale (en millions d'euros)	4 792	5 899	6 123	6 394	6 778
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) (en millions d'euros)	1 543	1 738	1 929	1 991	2 148

(1) Montants intégralement éligibles à l'abattement prévu à l'article 158, 3-2° du CGI. Pour 2025, montants sous réserves de l'approbation par l'Assemblée Générale du 12 mai 2026, étant précisé qu'un acompte sur dividende de 2,59 euros par action a été mis en paiement le 30 septembre 2025.

### Résultats consolidés du Groupe BNP Paribas

En millions d'euros	2021	2022	2023 distribuable <sup>(1)</sup>	2024	2025
<b>Produit net bancaire</b>	<b>46 235</b>	<b>45 430</b>	<b>46 927</b>	<b>48 831</b>	<b>51 223</b>
Frais de gestion	(31 111)	(29 864)	(29 580)	(30 193)	(31 374)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>15 124</b>	<b>15 566</b>	<b>17 347</b>	<b>18 638</b>	<b>19 849</b>
Coût du risque et autres	(2 925)	(3 003)	(2 907)	(3 201)	(3 553)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>12 199</b>	<b>12 564</b>	<b>14 440</b>	<b>15 437</b>	<b>16 296</b>
Éléments hors exploitation	1 438	651	489	751	769
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>13 637</b>	<b>13 214</b>	<b>14 929</b>	<b>16 188</b>	<b>17 065</b>
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>9 488</b>	<b>9 848</b>	<b>11 232</b>	<b>11 688</b>	<b>12 225</b>

(1) Résultat distribuable 2023 basé sur la reconstitution des séries trimestrielles publiée le 29 février 2024. Résultats servant de base au calcul de la distribution en 2023 reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) hors éléments extraordinaires.

# RECOMMANDATIONS PRATIQUES

## AUX ACTIONNAIRES ASSISTANT À L'ASSEMBLÉE

LA SÉANCE DU 12 MAI 2026 COMMENCERA À 10H00 PRÉCISES.  
LES ACTIONNAIRES SERONT ACCUEILLIS À PARTIR DE 8H30.

Les actionnaires devront respecter les mesures spécifiques applicables au moment de la tenue de la réunion. Ces mesures seront indiquées sur le site internet de la Société. Les actionnaires sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale Mixte sur le site de BNP Paribas « [invest.bnpparibas.com](https://invest.bnpparibas.com) ».

Les actionnaires sont informés que pour des raisons de sécurité, des contrôles seront menés afin de pouvoir pénétrer sur les lieux de la réunion. Dans ce cadre, tous les bagages ainsi que les ordinateurs et les tablettes devront être déposés à la consigne.

Du fait des mesures de sécurité à l'entrée de l'espace d'accueil, nous remercions les actionnaires de bien vouloir se présenter, munis d'une pièce d'identité, suffisamment à l'avance pour faciliter les formalités de signature de la feuille de présence.

Les actionnaires sont invités à utiliser Votaccess si l'établissement conservateur de leurs titres est adhérent à ce système. La demande de carte d'admission et son impression ne prennent que quelques minutes.

Si vos actions sont au porteur, la présentation d'une carte d'admission est **indispensable** pour être admis à l'Assemblée Générale.

Si vos actions sont au nominatif, la carte d'admission est fortement recommandée. Elle vous permettra d'accéder plus rapidement à la salle.

### IL EST DONC RECOMMANDÉ :

1. **d'être muni de la carte d'admission et d'une pièce d'identité, pour signer la feuille de présence ;**
2. **de ne pénétrer dans la salle qu'avec le boîtier de vote électronique ;**
3. **de bien vouloir se conformer aux indications données à nouveau en séance sur les modalités du vote.**

Afin de permettre le bon déroulement des opérations de décompte des voix et la fixation du quorum, l'attention des actionnaires est appelée sur le fait que les signatures de la feuille de présence seront closes à partir de 11h30.

# ACTIONNAIRES AU NOMINATIF: LA E-CONVOCATION

En choisissant d'être averti chaque année par courriel de la tenue de l'Assemblée Générale, vous participerez à notre démarche de développement durable. Le message qui vous sera envoyé vous permettra de disposer des informations nécessaires et d'accéder au site de vote avant l'Assemblée.

En qualité d'actionnaire au **nominatif pur**, vous pouvez vous abonner en ligne à ce service en vous connectant au site Uptevia Investors : <https://www.investors.uptevia.com>. Connectez-vous en utilisant le numéro d'identifiant et le mot de passe qui vous ont été communiqués et qui vous servent habituellement pour consulter votre compte, puis allez dans le menu « Tableau de bord/Mes paramètres/E-Convocation », adhérez à ce service et enregistrez votre adresse mail.

Si vous ne disposez pas de votre mot de passe, demandez à le recevoir à partir du site Uptevia Investors en cliquant, suivant le cas, soit sur le lien « obtenir mes accès », soit sur le lien « identifiant ou mot de passe oublié ». Vous pouvez aussi contacter le numéro mis à votre disposition :

**0 800 007 535** Service & appel gratuits

Si vous décidez de recevoir à nouveau votre convocation par voie postale, il vous suffirait de nous en informer par courrier ou en vous connectant sur Uptevia Investors en suivant la même démarche que pour l'inscription.

Si vous êtes actionnaire au **nominatif administré** : vous pouvez vous abonner à ce service en envoyant votre demande par courriel à l'adresse [CT-Contact@uptevia.com](mailto:CT-Contact@uptevia.com), en précisant les informations suivantes : Émetteur BNP PARIBAS (85003), votre nom, prénom, numéro de compte (CCN) et votre adresse email.

Conformément aux nouvelles dispositions du Décret n° 2026-94 dit « Attractivité » du 13 février 2026, à compter des Assemblées Générales des actionnaires se tenant postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2026, BNP Paribas pourra procéder à la convocation par voie électronique des actionnaires au nominatif, sauf opposition de leur part effectuée dans les conditions légales applicables.

# DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

## FORMULAIRE À ADRESSER À :

UPTEVIA  
SERVICES ASSEMBLÉES  
90-110 ESPLANADE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
92931 PARIS-LA DÉFENSE CEDEX

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU MARDI 12 MAI 2026

Je soussigné (e)

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code Postal 

--	--	--	--	--	--

 Ville : .....

Titulaire de : ..... action(s) sous la forme :

■ nominative,

■ au porteur, inscrite(s) en compte chez <sup>(1)</sup> : .....

.....

prie BNP Paribas, conformément à l'article R.225-88 du Code de commerce, de bien vouloir lui faire parvenir, en vue de l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2026, les documents et renseignements visés par l'article R.225-83 dudit Code.

*(1) Indication de la banque, de l'établissement financier ou de l'entreprise d'investissement teneur de compte.*

Fait à : .....

le ..... 2026

Signature.....

**NOTA : En vertu de l'alinéa 3 de l'article R.225-88 du Code de commerce, les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Banque l'envoi des documents visés à l'article R.225-83 dudit Code à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures.**



BNP Paribas  
Société anonyme au capital de 2 203 201 214 euros  
Siège social : 16, boulevard des Italiens  
75009 Paris – RCS Paris 662 042 449



**BNP PARIBAS**

La banque  
d'un monde  
qui change



Labrador Transparency +33 (0)1 53 06 30 80 - Ce document est imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert sur un papier certifié PEFC issu de ressources contrôlées et gérées durablement.